

## Avant-propos

En écrivant ces quelques pages d'adolescent ou de jeune adulte que j'étais, j'ai pensé surtout à mes petits-enfants et je crois bien que c'est pour eux que j'ai réalisé ce petit travail.

L'adolescence est la période des choix. Je l'ai connue, non pas sur le plan professionnel puisque tout jeune, j'avais pensé et choisi l'enseignement. Mais quelle vie choisir à côté ? En 1940-1941, c'est la guerre en Europe, c'est l'occupation chez nous. Or mon avenir, je ne l'envisage que libre. Je ne conçois pas que l'enseignement puisse se réaliser sans une certaine autonomie, une certaine liberté. Bien sûr, il y aura des règles à respecter pour obtenir l'unité dans l'enseignement.

La fermeture des Ecoles Normales est pour moi un signe important que je n'admets pas. La vie sous l'occupation devient trop une affaire de chance ou de soumission totale.

Tous ces refus personnels m'entraînent immédiatement dans la Résistance. C'est le seul espoir pour demain : il suffit de trouver l'entrée ! Les opportunités auront le visage de septembre 1941 et la rentrée des classes. Les actions dans la Résistance, la création des Forces Unies de la Jeunesse n'en sont que la suite logique. Mais en même temps, j'apprends à connaître tous mes camarades de combat. Pour moi, tout ceci est nouveau : je partage leurs soucis, leurs difficultés et parfois leur désespoir. Et tout cela va s'amplifier par ma déportation qui catalyse toutes mes connaissances sociales, familiales et qui va tracer le fil de mon existence.

Je serai enseignant pour transmettre le maximum de savoirs aux jeunes et aux adolescents. De même, je serai un élu à la disposition de la population pour améliorer sa vie et son futur. Enfin, c'est à Dachau, arrivant en déportation à l'âge de 20 ans, que mon avenir s'est écrit.

N'étant pas écrivain de nature, j'informe le lecteur éventuel de ces quelques lignes, qu'il s'agit seulement du vécu d'une période de ma vie : celle de 1941 à 1945, c'est-à-dire de 17 à 21 ans. C'est le temps où l'on prépare généralement son avenir, le temps où le mien a bien failli s'arrêter, non pas à la fin d'un séjour ou d'une action, mais à chaque minute de la vie.

1941 voit la fin de la « drôle de guerre ». Je suis élève au Lycée Lalande. Pourquoi choisir en plus de participer à la Résistance contre l'occupant ? Je serai dénoncé par un élève d'un autre établissement, élève qui deviendra vite notoire par l'espionnage de la Résistance qu'il fera plus tard au profit de la Gestapo (Geheime Staatspolizei). J'aurai 19 ans dans les prisons de Vichy et 20 ans en arrivant au camp de concentration de Dachau en Bavière. Enfin, je rentrerai pour fêter mes 21 ans après avoir laissé tant de copains, tant d'amis, jeunes et moins jeunes, dans les camps de la mort.

C'est cela que j'ai souhaité léguer, par écrit, en mémoire de toutes celles et de tous ceux qui ne sont pas revenus. La mémoire de leur martyre ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra jamais si l'on veut que la jeunesse à venir ne connaisse pas un jour le même sort que la nôtre.

Paul Morin

## 1939 – 1940 : deux tristes années.

1939 : une drôle d'année, ce qui ne veut pas dire une année drôle.

Elève à l'EPS (école primaire supérieure) Carriat sous la direction de Monsieur Amiot, en deuxième année, section générale, je ne comprends pas, comme la plupart de mes camarades, ce qui se passe autour de nous et d'ailleurs sommes-nous intéressés par l'évolution de l'Europe ? Nous pensons surtout à nos études, à la préparation du Brevet Elémentaire pour l'année prochaine.

Et pourtant, je me pose des questions. Mon frère aîné, Jean, de la classe 36, fait depuis un an son service militaire au 17<sup>ème</sup> régiment de Chasseurs à pied en garnison à Rambervillers dans les Vosges. Naïfs, nous pensons que les accords signés en septembre 1938 à Munich vont résoudre les problèmes entre la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie. Mais les mois passent et la tension internationale ne semble pas s'atténuer. Et malgré tout, dans cette incertitude européenne, l'année scolaire avance et fin juin, avec les vacances qui approchent, arrive également la sentence attendue : je suis admis en 3<sup>ème</sup> générale pour la préparation de l'examen.

Comme d'habitude mes vacances se passent à Bourg chez mes parents. Ce sont des journées de pêche sur les bords de la Reyssouze entre le « moulin des pauvres » et « le moulin de Brou » avec quelques belles prises de brochets et de chevesnes. Bien sûr nous irons tous les dimanches au Plantay où ma grand-mère paternelle vit seule depuis le décès de mon grand-père. Là-bas, ce sera, en fonction du temps, la cueillette et le ramassage

des légumes, ou la pêche dans le Renon, juste en bas des prés de mes grands-parents.

Mais cette année, il y a quinze jours inattendus. Mon père a un oncle (le plus jeune des frères de mon grand-père) qui exploite une ferme à Balan, « le Petit Content ». Cette ferme est située à quatre kilomètres de l'agglomération en limite du camp de La Valbonne, au bord d'une lône, sorte de bras mort du Rhône. C'est un endroit extraordinaire, au calme, où la vie se déroule comme les saisons. Mes deux cousins, les plus jeunes, ont quelques années de plus que moi et nous nous entendons très bien lors de nos réunions de famille.

Ainsi fin juillet 1939, il est décidé que j'irai passer quinze jours à Balan. C'est mon premier départ, aussi long du boulevard de Brou. Mes parents avec mon plus jeune frère René et ma sœur Nicole m'accompagnent en voiture le dimanche. Après le déjeuner, copieux et détendu, et l'heure de la séparation arrivant, c'est pour moi un peu plus difficile. Mais je ne montre rien et grâce à mes deux cousins Albert et Johanny, tout se passe bien. Et finalement cette quinzaine fut un séjour merveilleux avec des journées bien remplies et très variées comme ce grand jour de battaisons qui me fait connaître la ruche qui s'anime autour de la machine à battre. C'est observer ceux qui apportent en continu les gerbes de blé, ceux qui surveillent la batteuse et la machine au charbon qui fournit la vapeur pour animer le monstre qu'est cet engin d'où sortent les gerbes de paille mises en meules et le blé mis en sac. Voilà une grande et belle journée de travail sans doute très pénible, mais qui se déroule dans la bonne humeur, les voisins des fermes environnantes participant activement à ce grand jour de travail. Je découvre aussi la pêche à la main dans la lône ou la pêche au filet avec des fritures extraordinaires pour moi, le petit pêcheur à la ligne de la Reyssouze !

Mais j'ai sûrement au cours de ce séjour attrapé un virus : celui de la chasse. Avec mes deux cousins, nous profitons de l'absence des militaires sur les terrains d'entraînement pour aller chercher quelques lapins de garenne. Le soir, on en voit des dizaines, des centaines près des innombrables terriers qui tapissent le camp. Ainsi, en quelques minutes, avec l'aide d'un furet, des filoches étant mises aux sorties des terriers, on récupérait une demi-douzaine de lapins pour la cuisine ou que nous vendions au marché de Montluel afin d'acheter des accessoires de pêche.

Ce qui m'a le plus marqué durant ce court séjour est ma rencontre avec des militaires en manœuvre, en particulier un régiment de spahis, dont un escadron est venu à la ferme faire boire ses chevaux. Pour la plupart, ce sont des jeunes appelés...et ils attendent...d'aller à la guerre. Guerre qui n'est pas déclarée, mais qui semble...à leurs yeux...inévitable...presque attendue. Et lorsque mes parents viennent me chercher quinze jours plus tard, c'est presque à regret que je reviens à Bourg pour retrouver mes passe-temps traditionnels en attendant la rentrée des classes : la pêche au moulin de Brou, la cueillette des haricots verts au jardin et le dimanche au Plantay et bien sûr ensuite la préparation des haricots verts et des petits pois pour leur mise en conserve pour l'hiver.

Cependant les nouvelles à la radio de cette fin du mois d'août sont de plus en plus alarmantes. Le 29 août, c'est la rupture entre la Grande-Bretagne et la France d'un côté, l'Allemagne et l'URSS de l'autre au sujet de la Pologne qu'ils envisagent de se partager. L'Allemagne qui contrôle déjà toute la frontière donne l'ordre à son armée, le 31 août, d'envahir la Pologne. La France et la Grande-Bretagne engagées par la signature d'un traité d'assistance à la Pologne décrètent la mobilisation générale le 1<sup>er</sup> septembre. Le 3 septembre, la France et la Grande-Bretagne se

déclarent en état de guerre avec l'Allemagne et pour la France, l'heure retenue est 17 heures.

Or ce dimanche 3 septembre 1939, nous sommes invités à déjeuner chez mon oncle à Vonnas et je me souviens que les discussions au cours du repas portent entre mon père et son frère sur cette guerre qui allait débiter. Mon frère aîné était déjà aux avant-postes, et pour eux, qui avaient fait la guerre de 1914-1918 et perdu à Verdun le plus jeune de leurs frères, l'inquiétude était plus forte que les annonces de la radio et de ses affirmations sur l'invincibilité de nos armées. Et je me souviens d'être sorti à 17 heures pour entendre ce qui allait changer avec la guerre qui commençait. Bien sûr, c'était aux frontières, mais pas à Vonnas.

La rentrée des classes en octobre 1939 s'effectue comme prévu, je fais mon entrée en 3<sup>ème</sup> générale à Carriat, celle qui mène au Brevet Elémentaire (BE) et au Brevet d'Enseignement Primaire Supérieur (BEPS). Ce qui a changé, ce sont nos professeurs : les plus jeunes ont été rappelés sous les drapeaux et de jeunes retraités les remplacent « pour quelques mois » dit-on !

L'hiver se passe sans grands combats de même que le printemps, la fin de l'année scolaire approche rapidement, les dates des examens sont fixées à la première quinzaine de juin comme d'habitude. Mais le 10 mai l'Allemagne envahit les Pays-Bas et la Belgique, réputés neutres. Nos lignes de défense sont contournées par l'arrière, le Nord est envahi. Le 12 juin, les armées allemandes sont à Dijon et à Besançon. Nos examens sont juste terminés. Je suis reçu aux deux : BE et BEPS, mais pour l'entrée à l'Ecole Normale, il faudra attendre le concours l'année prochaine.

Le 13 juin, l'inquiétude est partout. On attend l'arrivée des troupes allemandes. Beaucoup de Burgiens comme tant d'autres avant eux, quittent la ville en voiture, à bicyclette et

même à pied avec ce qu'ils peuvent emmener comme bagages pour fuir devant l'envahisseur.

Mes parents envisagent sérieusement cette situation. Mon père est allé chercher sa voiture à son garage rue Lazare Carnot. Il l'a chargée de vêtements, de couvertures, de nourritures et du peu d'essence qu'il a pu trouver. Tout est prêt. Mais depuis le début du mois de mai, il a été désigné par la Mairie comme chef d'îlot. De quoi s'agit-il ? La ville de Bourg a été divisée en îlots, c'est-à-dire en pâtés de maisons limités par des rues ou par des places. Celui de mon père comprend tous les immeubles insérés entre le boulevard de Brou, la rue Bara, la rue Lazare Carnot et le boulevard Victor Hugo. Et là, chaque soir, il doit vérifier auprès des habitants qu'aucune lumière de leur appartement ne soit visible de l'extérieur afin d'éviter d'éventuels bombardements aériens nocturnes. Après avoir tout envisagé, mon père décide de rester. La voiture est reconduite au garage et l'essence mise précieusement de côté.

Les 17 et 18 juin, ce qu'il reste de l'armée française en déroute traverse rapidement la ville. En fin d'après-midi du 18, un char, sur son porteur, s'arrête sur le large trottoir de l'Hôtel-Dieu, face à notre maison. Le chef descend du tank et le met sur la route face à la montée du boulevard de Brou « pour stopper les armées ennemies » nous dit-il ! Les quelques habitants encore présents sont anxieux, car ce serait l'anéantissement de l'hôpital et du quartier. La nuit arrive, chacun se calfeutre comme il peut...le silence se poursuit...et le lendemain matin...le char a disparu...et les armées allemandes ne sont pas encore là. On a eu peur...Ce n'est que vers midi le 19 juin qu'une colonne allemande motorisée passe boulevard de Brou en direction de Pont-d'Ain et des Alpes. La fin de ce début des hostilités à Bourg n'aura été marquée que par un bombardement de l'aviation italienne qui, quelques jours plus tôt, le 16 juin, a essayé de neutraliser la gare

et surtout le nœud ferroviaire. Un immeuble route de Lyon a été touché ainsi que le quartier proche des voies. Trois morts sont cependant à déplorer.

Le 22 juin 1940 l'armistice est signé avec l'Allemagne et le 24 juin avec l'Italie. Le Maréchal Pétain a pris le pouvoir et traite avec l'Allemagne hitlérienne. Par chance, la ligne qui marque les limites de la France occupée par l'envahisseur passe au nord de Bourg aux frontières avec le département du Jura. Nous sommes en zone dite libre.

Nous sommes anxieux en permanence pour le lendemain ; les vacances scolaires 1940 se passent très rapidement. Quant à l'appel du Général de Gaulle, nous ne l'apprenons que plusieurs jours après le 18 juin en écoutant Radio-Sottens, la radio de Genève, que nous pouvons capter sur Bourg. Plus tard les journaux locaux nous apprennent, sur l'ordre de Vichy, que ce même Général de Gaulle, déserteur de l'armée française, serait arrêté et jugé.

L'histoire en a décidé autrement, heureusement pour nous. Fin septembre ou début octobre, c'est la rentrée des classes. Les élèves sont là...les retraités sont toujours là aussi, car beaucoup de professeurs sont prisonniers en Allemagne. Cependant, quelques professeurs, frais émoulus de l'université, arrivent : Monsieur Rykaert en mathématiques, Monsieur et Madame Subreville, respectivement en français et en anglais. J'entre en 4ème année générale, classe préparatoire à l'entrée à l'Ecole Normale, mais aussi aux Arts et Métiers de Cluny.

Aux soucis de la sécurité du lendemain s'ajoutent maintenant des problèmes de ravitaillement. L'armée allemande prélève la quasi-totalité de la production agricole de notre région pour ses besoins propres et pour la population de son pays. Les cartes d'alimentation sont distribuées avec un rationnement très

strict. Plus les jours passent, et plus il devient difficile de trouver un complément dans les fermes de Bresse et de la Dombes. Mais s'il est difficile de s'alimenter, la vie dans son ensemble devient de plus en plus problématique. Insidieusement, elle se complique chaque jour. Sans rien dire, on crée un véritable culte autour de la personne du Maréchal Pétain. Pour faire passer l'amère défaite de mai 1940, on parle sans cesse du vainqueur de Verdun. Les anciens combattants de 1914-1918 sont un relais tout trouvé et beaucoup d'entre eux s'y laissent prendre. Telles les légions romaines, ils deviennent la Légion Française des Anciens Combattants, totalement acquise aux idées du Maréchal. Pour les encadrer, on crée le Service d'Ordre Légionnaire (le SOL) chargé de ramener au troupeau les brebis égarées et au besoin de fournir à la police les noms et adresses des réfractaires à l'idéologie pétainiste. Parallèlement à cette propagande, la presse et la radio nationale sont censurées et il est interdit d'écouter les radios étrangères. Seules sont admises les informations favorables à Vichy et aux puissances de l'axe (Rome-Berlin). Alors, clandestinement, surtout le soir, lorsque les volets sont clos, on écoute Radio-Sottens, puis la BBC de Londres lorsqu'elle n'est pas brouillée.

A Carriat, Monsieur Amiot, le directeur, maintient son navire dans la droite ligne qui a toujours été la sienne, c'est-à-dire, en ordre et sans aucune propagande. Les professeurs sont sur la réserve et si en 1936 on avait pu assister, au cours des récréations, à de très vives discussions entre les favorables et les opposés au Front Populaire, en ce printemps 1941 la neutralité est de règle pour tous ceux qui sont encore là.

## 1941 : l'année des engagements.

C'est au printemps 1941 que pour la première fois (en avril si ma mémoire est fidèle) un de nos camarades de classe, Jean Millet de Chavannes-sur-Suran, qui attend d'entrer dans une école supérieure va me parler d'un service clandestin chargé des atterrissages et des parachutages. Mais impossible d'en savoir davantage. Immédiatement je relie cette information à la présence à Bourg du général Delestraint, replié avec la 7<sup>ème</sup> Région de Besançon. Ce dernier vient de créer très officiellement l'Amicale des Anciens des Chars...en liaison avec Paul Pioda dont les idées s'affichaient dans la vitrine de son magasin de la rue du gouvernement (aujourd'hui la rue Victor Basch) à travers les dessins et aquarelles d'auteurs locaux qu'il exposait à sa façon, se moquant presque ouvertement de l'armée du Duce, Mussolini.

Et le mois de juin tant redouté arrive et avec lui le difficile concours d'entrée à l'Ecole Normale. Il y a 120 candidats, il y aura 17 admis. Les épreuves passées, j'attends : en mathématiques, je suis satisfait, mais en orthographe ne serai-je pas éliminé par cinq fautes que j'aurais laissé passer ? Les jours, dans l'attente du résultat, sont insupportables. Finalement après un temps qui m'a paru fort long, je figure sur la liste des admis. Je suis heureux certes, mais moins que ma mère qui aurait voulu être enseignante. C'est aussi quelque part un peu sa réussite.

Immédiatement, il faut préparer la rentrée. Comme toutes celles de France, les Ecoles Normales de garçons et de filles ont été fermées par Vichy en octobre 1940 et les normaliens admis sont envoyés au Lycée Lalande. Quant aux filles, elles se retrouvent au Lycée Edgar Quinet. Je dois donc entrer à Lalande

en Seconde moderne avec mes seize autres promotionnels et une douzaine d'élèves non-normaliens. Je serai interne comme tous les autres avec des sorties le samedi après les cours jusqu'au dimanche soir. Eventuellement, je pourrais profiter d'une sortie le jeudi après-midi si un correspondant nommément désigné vient me chercher. Dans mon cas, il s'agira de ma cousine germaine élève à Quinet, qui bien que plus jeune que moi, fera office de correspondant !

Les vacances sont hantées par cette rentrée dans un monde inconnu, avec des camarades que je ne connais pas pour la plupart, avec un mode de vie nouveau, et une rupture avec ma famille qui pourtant restait si près du Lycée. En réalité, les surprises allaient être encore bien plus grandes que prévu.

Août et septembre sont marqués par des allers et retours fréquents, à bicyclette (il n'y a plus d'essence) au Plantay où ma grand-mère, seule dans sa petite ferme rencontre de plus en plus de difficultés avec l'âge qui avance. En outre, elle est soucieuse du sort réservé à mon frère, prisonnier en Allemagne et qu'elle a élevé jusqu'à l'âge de quatorze ans. Tous ces voyages, souvent agrémentés d'une remorque attelée au vélo, sont aussi l'occasion de ramener les produits que, avec mes parents, nous cultivons dans un coin de terre que mon père s'est réservé : pommes de terre, petits pois, haricots, salades, raves, tomates, etc... un plus considérable à nos cartes d'alimentation ! C'est aussi une monnaie d'échange pour mon père qui, bourrelier, a besoin de cuir pour fabriquer des harnais. Le cuir est contingenté. Pour en avoir un peu plus, il faut aller le chercher à la tannerie et remettre en échange un complément alimentaire. Avec le harnais fabriqué, mon père récupère parfois une livre de beurre, denrée aussi précieuse que l'or. La pêche, cette année, est très compromise, il en sera malheureusement de même plus tard, mais pour d'autres raisons.

Enfin la veille de la rentrée arrive et avec elle je découvre l'internat : un grand dortoir où nous sommes une soixantaine, alignés sur quatre rangs, avec au milieu un réduit accolé au mur et vitré sur les trois autres côtés : la chambre du surveillant. A l'extrémité, mais séparés des dortoirs par une double porte des lavabos en ligne sur deux rangées opposées et attenantes avec au fond une rangée de toilettes fermées et une rangée au mur d'urinoirs. C'est pour moi un nouvel univers et la connaissance de nouveaux camarades, tous ceux de ma promotion mais aussi d'élèves d'autres classes de seconde et de première. Le lendemain, après une nuit perturbée par les allers et venues des uns et des autres, c'est la rentrée. Rassemblement dans la cour d'honneur, appel, mise en place des classes sous l'autorité des surveillants, levée des couleurs et éloge du Maréchal Pétain. Un peu plus tard, cette cérémonie, qui se répètera tous les matins, sera rehaussée par le chant à la gloire du Maréchal que le professeur de musique nous apprendra en priorité. Que de changements avec la réserve de Carriat !...Le Proviseur de Lalande est sûrement plus à l'écoute des ordres de Vichy que le directeur de Carriat. Enfin c'est l'entrée en classe avec des professeurs, quelques nouveaux retraités, des jeunes enseignants, mais aussi d'autres qui avaient échappé à l'internement ou venant de la zone occupée, voire d'Alsace-Lorraine redevenue allemande. C'est dans cette classe que je rencontre immédiatement Marcel Thenon, un peu plus jeune, non-normalien, mais lui aussi Burgien et externe.

### **Pioda et Thenon**

Ce dernier trimestre 1941, et le premier comme interne au Lycée, est marqué essentiellement par la découverte, en grandeur

nature de ce qu'est la Résistance à Bourg. Ce jour, je l'attendais, je le souhaitais. Mais comment entre-t-on en résistance ? Je pense que pour la majorité au moins en 1941 et même en 1942, c'est en dialoguant avec les autres sur la situation de la France, sur les difficultés rencontrées, sur le refus de l'armistice et de ses conséquences, et parfois sur le rejet du gouvernement de Vichy, que naît une certaine complicité d'opinion. Celle-ci, un jour, entraîne celui qui est déjà dans la Résistance à faire l'offre à son interlocuteur de se joindre à lui dans un mouvement clandestin organisé. Pour ma part, ce ne fut pas tellement différent. Discutant avec Marcel Thenon dès le jour de la rentrée, celui-ci m'indique qu'étant le second d'une famille de cinq enfants, son père étant employé aux Chemins de fer : Paris-Lyon-Méditerranée (PLM) et donc de condition modeste, il est allé acheter des livres d'occasion chez Pioda, vitrier de la rue du gouvernement, à deux pas du Lycée. Ainsi j'apprends qu'à ce magasin, derrière l'atelier de découpe du verre, se trouve un bureau dans lequel sont rangés des livres de classe déposés par les lycéens voisins à la fin de l'année scolaire. Ils sont vendus à prix réduit, selon leur état, auprès des élèves entrant dans la classe correspondante. Marcel a donc acquis des livres moins chers que chez le libraire. En outre, il a dû y aller plusieurs fois pour compléter sa collection et voilà comment il a rencontré à maintes reprises Paul Pioda et sa sœur Louise. A chaque visite, Pioda a discuté avec Marcel et c'est ainsi que j'évoque avec ce dernier le général Delestraint et l'Amicale des Anciens des Chars. Pioda en fait-il partie ? Qui peut y entrer ? Ainsi Marcel évoque cela avec Pioda qui, sans doute plus en confiance, va lui remettre sous le sceau du secret le plus absolu, concernant son origine, notre premier numéro du journal « Libération », journal clandestin qui bien sûr donne des nouvelles censurées dans la presse officielle ou à la radio vichyssoise. Je me souviens toujours de cette première lecture à l'abri de tous les regards indiscrets. Vu d'aujourd'hui, il n'y avait rien

d'extraordinaire, mais c'était un air nouveau qui entrait dans nos bronches. Nous avons enfin une sorte de lien avec celles et ceux qui, comme nous, n'admettent pas le gouvernement du Maréchal. Mais nous sommes les deux et les deux seuls à bénéficier de cette extraordinaire information. Que faire ? Le recopier, c'est trop long pour obtenir un seul exemplaire en plus. La seule solution est d'en obtenir d'autres de Paul Pioda. Aussitôt dit, aussitôt fait : Marcel Thenon retourne chez Pioda pour exposer sa demande. En officier de l'armée française, Paul Pioda observe ce grand garçon plein de fougue, mais inexpérimenté. Une poignée de secondes plus tard, la réponse arrive : les exemplaires sont réservés en priorité à ceux qui sont dans la Résistance. La réplique est déjà là : mais c'est ce que nous attendons ! Que devons-nous faire ? Alors Paul Pioda entraîne Marcel hors de toute présence inopportune et lui explique ce qu'est « Libération » et comment il fonctionne : « Libération » est un mouvement de résistance créé peu après la capitulation et qui regroupe les hommes et les femmes qui ont en commun la ferme volonté de redonner à la France sa liberté et par conséquent de suivre le Général de Gaulle dans sa lutte contre l'envahisseur. C'est un engagement total, mais très dangereux, car la police de Vichy, tout comme la police locale, fait la chasse aux Résistants. Aussi pour éviter des arrestations à la chaîne, une structure est imposée : les résistants sont regroupés par six (sizaine). C'est le chef de la sizaine qui recrute ses hommes : cinq qu'il a rencontrés et qu'il retrouve toujours seul. Ainsi chaque homme de base connaît son chef, mais c'est tout. En cas d'arrestation et même sous la torture, il ne pourra donner qu'un seul et unique nom : celui de son chef. Ce dernier reçoit ses ordres d'un chef de trentaine. C'est le même principe : on communique verbalement (pas de trace écrite) au chef de trentaine les noms des cinq chefs de sizaine qu'il aura sous ses ordres et qu'il voit toujours individuellement. Au-dessus,

c'est le responsable local qui dirige. Enfin, il y a un coordonateur départemental pour toutes les actions des groupes.

Aussitôt dit, aussitôt fait. Marcel m'annonce que nous allons former la première sizaine. Ensemble nous évoquons uniquement parmi nos camarades de classe les quatre qui constitueront la première. C'est relativement vite fait car une bonne dizaine d'entre eux sont demandeurs. Nous le sentons tous les jours lorsque nous évoquons la situation ou lorsque le matin, on nous impose la cérémonie des couleurs et le chant du Maréchal appris immédiatement à la rentrée. Ainsi naît début d'octobre 1941 la première sizaine «Libération» au Lycée Lalande. Que doit-elle faire ?

Dans un premier temps : chacun doit écouter autour de lui ce que pensent de la situation sa famille et ses amis et noter les favorables et fidèles au Maréchal. Ce sont à cette époque, et de loin, les plus nombreux. En plus, chacun recevra un exemplaire de «Libération» qu'il pourra faire lire à une personne sûre et sous sa propre responsabilité. Mais très vite on sent que dans notre classe certains s'impatientent et cherchent autour d'eux qui pourrait les aider à faire quelque chose. Avec l'accord de Paul Pioda, une deuxième sizaine est créée, puis une troisième. Et en janvier 1942 la première trentaine est en place au Lycée avec des élèves de seconde et de première. Marcel Thenon en est le responsable et je suis son adjoint avec en charge le soin de créer une ou deux sizaines parmi les anciens de Carriat avec lesquels j'étais en classe et qui, depuis, ont rejoint le monde du travail. Cette mission s'avère un peu plus difficile, car ils sont dispersés et je suis interne. Malgré tout, les contacts sont satisfaisants et début 1942 d'autres jeunes extérieurs à Lalande sont intégrés à notre mouvement.

A la distribution de quelques journaux, s'ajoute désormais celle, clandestine, de tracts plus faciles à distribuer, plus

rapidement réalisables, et qui nécessitent moins de papier, matière contingentée à l'époque et pratiquement introuvable. Le soir pour ceux qui sortent, ce sont des V (victoire) et des croix de Lorraine (emblème de la Résistance) qui sont tracés à la craie sur tous les tuyaux de descente des toits du centre-ville et ailleurs bien sûr. Ainsi les Burgiens savent que la Résistance existe, mais est-ce suffisant pour calmer leur manque de nourriture et adoucir l'insécurité dans laquelle nous vivons ?

### **1942 : les restrictions pour tous, l'espoir pour quelques-uns.**

La disette de 1941 n'a fait qu'empirer en 1942. Tout est à la carte et ce qui ne l'est pas reste inaccessible. Chacun cherche à retrouver parmi sa famille proche ou éloignée celle qui est à la campagne, source de ravitaillement. Mais là aussi, c'est extrêmement difficile. Alors il faut produire soi-même ; des jardins fleurissent partout autour de la ville, mais il faut les surveiller, car les récoltes disparaissent souvent avant maturité. Pour ma part, c'est au Plantay que nous allons chaque dimanche.

Dans un autre ordre d'idées, ma famille et moi sommes soulagés, car mon frère aîné est depuis le 29 janvier 1942 de nouveau à Bourg. Après un périple invraisemblable, il a réussi à s'évader de son Stalag XIIA d'Allemagne. Ce 29 janvier, un épais manteau de neige interdit toute circulation routière. Bien que libre, mon frère reste sur le qui-vive. Il reprend son emploi de menuisier à l'entreprise Brochand, sise rue de la République.

Peu avant les grandes vacances, nous sommes chargés, Marcel Thenon et moi d'une mission spéciale : essayer de

découvrir en Bresse, Dombes et Revermont des lieux capables d'accueillir un terrain de parachutage, voire d'atterrissage. Ainsi en mai, juin, les jeudis, puis pendant les vacances, nous allons à bicyclette, Marcel utilisant celle de mon père, parcourir routes et chemins pour essayer de trouver le terrain rare qui répond aux normes demandées : longueur, largeur, orientation nord-sud, avec un bois à proximité, assez loin de toute habitation occupée, loin d'un village, loin d'une route très fréquentée, loin d'une gendarmerie, mais relié à un chemin rural en bon état. Lorsque nous avons repéré un terrain qui semble convenir, nous le situons sur la carte d'état-major et Marcel rapporte notre récolte à Paul Pioda. Ainsi passent les semaines de ce début d'été, chacun anticipe l'avenir à partir des nouvelles que nous écoutons religieusement le soir, à l'abri d'oreilles indiscretes, de la radio de Londres. Et lorsqu'arrive le 14 juillet 1942, alors que toutes les manifestations sont interdites, nous faisons passer de bouche à oreille l'ordre de se rendre au monument aux Morts en fin d'après-midi. C'est un succès : il y a du monde, des têtes connues, et d'autres têtes, mais il y a aussi la police, qui, prévenue, se précipite pour disperser les manifestants. Mais, comme demandé, les gens sont calmes...ils sont là presque par hasard. Ainsi chacun s'en va, calmement. Mais des figures suspectes sont arrêtées...Elles seront relâchées dans la soirée. Ainsi les vacances de 1942 ressemblent-elles à celles de 1941 avec en plus cette activité de recherche de terrains. On sent là que des événements importants se préparent, que la Résistance se développe aussi autour de nous. A « Libération », s'ajoutent d'autres journaux comme « Combat », « Franc-Tireur », « Petites Ailes », « Bir-Hakeim », ainsi nommé en souvenir de cette victoire française très récente (mai-juin 1942), « Libre France" (organe universitaire de la Résistance) et même bientôt en fin d'année le journal « Forces Unies de la Jeunesse », créé par les étudiants lyonnais. Le 19 août 1942, un raid anglo-canadien tente de débarquer à

Dieppe pour tester les défenses allemandes. Après de durs et sanglants combats, les forces alliées repartent. La leçon tirée servira pour les débarquements en Normandie et en Provence. Immédiatement, pour casser l'espoir qui s'est fait jour parmi la population, la propagande de Vichy annonce que la tentative anglo-canadienne a été un cuisant échec.

Si à Lalande en juillet 1941 il y a une trentaine appartenant aux jeunes de « Libération » et plusieurs sizaines non encore réunies en trentaine, il s'est formé à Bourg plusieurs sizaines, soit sous la forme traditionnelle avec une activité similaire, soit sous une forme plus élaborée en Groupes Francs (GF) pour des actions plus particulières, plus rapides et plus violentes. Dans ce cas, les hommes se connaissent. Ce sont souvent des anciens camarades d'école supérieure comme le GF Barnez ou des camarades de quartier tel le GF Pobel avec les frères Martin. Avec ces formations, on sent vraiment le désir des jeunes d'intervenir pour faire taire la propagande de Vichy en faveur de l'envahisseur, mais aussi pour s'attaquer aux collaborateurs en créant l'insécurité autour d'eux.

Très vite, ces groupes subissent une formation spécifique pour les entraîner à confectionner des bombes facilement transportables, faites de plastic avec un « crayon » déclencheur de l'explosion, les produits de base nécessaires nous étant fournis par les parachutages. C'est là encore une nouvelle activité, mais qui ne va concerner que quelques groupes spécialisés, souvent des personnes habitant le même secteur, libres le soir et pouvant se déplacer rapidement. Et souvent, durant ces vacances 1942 je me suis posé la question de savoir ce qui allait marquer la rentrée, quelle direction allait prendre la Résistance car je sentais qu'elle ne pouvait pas se figer dans sa forme actuelle, qu'il était impératif qu'elle évoluât pour répondre au désir des jeunes de faire plus...mais comment?...avec quoi?...et quand ? Cependant,

malgré une guerre qui se généralisait sur le globe, avec des victoires...lointaines et des reculs dramatiques en Europe, malgré ces nouvelles qui rendaient l'avenir bien sombre, la victoire de Bir-Hakeim pour le général Koenig (premier grand succès français en ce début de juin 1942) nous a redonné un moral d'acier et une volonté sans limite pour bousculer l'ordre établi, pour chasser Vichy et tous ceux qui l'aidaient, pour retrouver enfin une vie pleine de dignité. Les vacances 1942, c'est aussi le moment de faire le point sur les effectifs, de réfléchir à l'organisation même de l'ensemble, surtout si la rentrée doit apporter de nouvelles recrues. Mais ce que nous pensons, ce que nous envisageons, nos supérieurs le font également.

Et c'est ainsi qu'à la rentrée Marcel et moi sommes informés par un responsable « Jeunes » de Lyon, que Marcel assumerait les responsabilités départementales des jeunes de « Libération » et que personnellement, étant moins disponible que Marcel, car encore interne au Lycée, je serais son adjoint avec une mission spéciale, celle du renseignement. Je devrai apporter toutes les informations que je pourrai recueillir (et vérifier si possible) sur les activités de la police de Vichy, et ses hommes. Sur ceux qui aussi la renseignent, tout comme ce qui concerne des mouvements suspects des forces de l'ordre ou du Service d'Ordre de la Légion (SOL), véritable police secrète de Vichy, devenue plus tard la Milice. Et cette fin de vacances m'offre tout de suite l'occasion de tester certaines de mes connaissances ou même d'avoir certains soupçons. En effet, le Maréchal Pétain, chef de l'Etat français, vient en visite à Bourg les 12 et 13 septembre.

Dans les jours qui précèdent, Paul Pioda et quelques autres Burgiens, sans doute soupçonnés d'être dangereux pour le bon déroulement de la manifestation sont mis en résidence surveillée dans les environs de la ville. Plusieurs cérémonies sont organisées à la Préfecture et dans son parc. De nombreuses écoles

y assistent, surtout venant de l'enseignement libre. Mais la cérémonie pour tous a lieu au monument aux Morts. Une foule nombreuse, et il faut le dire, enthousiaste, assiste à un dépôt de gerbe de la part du Maréchal. Sur les marches d'entrée de la Chambre de Commerce, je vois assez bien les participants. La Légion Française des Anciens Combattants est rangée, alignée à proximité du Monument. Les plus excités, qui essaient d'entraîner les autres, sont des personnalités connues pour leur dévotion totale au Maréchal. Dans la foule, je repère également des commerçants de la ville bien connus comme collabos. Mais j'y découvre aussi des policiers locaux, dispersés, qui regardent et surtout écoutent les manifestants. A la fin de cette cérémonie, ont lieu quelques interpellations, peut-être sans suite immédiate, mais qui plus tard, peuvent entraîner filatures et arrestations.

Au Lycée, Monsieur Jolyon, notre professeur de lettres, récemment libéré de l'Oflag pour faire de la propagande en faveur de Vichy, ne manque pas l'occasion de nous faire tout un cours sur la portée exceptionnelle de la visite du Maréchal à Bourg. Un ou deux élèves semblent avoir mordu à l'hameçon, mais peut-être est-ce pour se faire bien voir du nouveau professeur ! Le Proviseur du Lycée a repris la cérémonie de la levée des couleurs dans la cour d'honneur chaque début de semaine. Mais un des nôtres a trouvé d'autres paroles à « Maréchal, nous voilà ! », que nous entonnons en fin de cérémonie, ce qui provoque un rire mal dissimulé de la part des autres participants. Dès la rentrée, l'activité des sizaines a repris. Pendant les vacances, les camarades internes ont bien travaillé en créant des sizaines parmi les jeunes de leur commune. C'est donc le cas à Nantua, Bellegarde (avec Jean Marinnet), Belley, Pont-de-Vaux (avec Marcel Pellet), Oyonnax (avec Henri Pécheur). Les jeunes filles du Lycée Edgar Quinet s'organisent également avec Colette Lacroix.

C'est aussi à la rentrée, que naît la première sizaine à l'EPS Carriat avec la participation efficace de Roger Pollet. Sa famille, tenant un garage à Sarrebourg en Moselle, a choisi Bourg pour se soustraire à l'annexion allemande. Mon plus jeune frère, René, rejoint ce groupe. Un autre Lorrain, Houppert, dont la famille habite Jasseron, élève également à Carriat, rejoint cette première sizaine.

### **Le rendez-vous du « Français »**

En octobre a lieu aussi la première rencontre avec Henri Bailly (de son vrai nom Guerchon), l'un des responsables nationaux de notre mouvement.

Il vaut mieux connaître ce qui se passe sur le terrain, apprécier les possibilités, mesurer les difficultés. Aussi, la rencontre est-elle fixée à la brasserie du « Français ». Il est des lieux qui sont privilégiés pour les rencontres. Cela tient à leur site, à leur situation géographique, à l'environnement, au cadre, ou encore à l'accueil. Ces endroits sont en général très vite repérés et deviennent des lieux de rencontre naturels pour tous ceux qui ont quelque chose à dire ou à trouver, ou tout simplement pour rencontrer des collègues, des amis, sans aucun but précis, sinon celui de passer un moment précieux en un lieu agréable. Sans aucun doute, le « Français » a toujours su remplir cette mission assez extraordinaire de pouvoir accueillir tout le monde. Il a toujours fait en sorte que chacun s'y sente bien, à quelque milieu social qu'il appartienne. On y parle de tout, de rien et de choses très sérieuses aussi. On est à deux, à trois et parfois plus nombreux. On y consomme un demi de bière, voire des apéritifs plus coûteux. On y parle à voix basse ou à voix haute pour que les

voisins puissent entendre et qui sait...réagir aux propos. Et dans cette diversité, tout le monde s'y trouve bien. Cela tient, sans doute, au cadre somptueux, mais non agressif par sa richesse, peut-être aussi par son étendue et sa disposition, mais surtout par l'accueil qui y est réservé à tous, connus ou inconnus. Mais pour les habitués, en fonction de leurs goûts, du temps dont ils disposent, de la nature de leurs rencontres, la miche de pain et le pot de rillettes, ou tout simplement le saucisson de nos campagnes, coupé en fines tranches, avec le bocal de cornichons, peuvent apparaître comme par enchantement, donnant aux entretiens une souplesse nouvelle, une compréhension plus facile, des conclusions plus fructueuses et plus rapides. Bien souvent, j'ai eu l'occasion de vérifier cette affirmation et pour des problèmes bien différents, mais il m'est arrivé même de m'y arrêter pour être simplement le témoin de toute une vie qui se développe autour de moi. Industriels, commerçants du centre-ville, journalistes, fonctionnaires, magistrats du palais de justice tout proche, élus municipaux ou départementaux, ou simples touristes, suivant les jours et les heures, s'y retrouvent, et sans percer le secret des échanges, chaque groupe est lui-même un spectacle qui cependant devient tout autre lorsqu'on est soi-même acteur, oubliant à ce moment précis que d'autres vous observent.

Au cours d'une vie, certains de ces moments restent accrochés à la mémoire, avec les personnages dans le site, dans son environnement. Octobre 1942 : la drôle de guerre est terminée depuis plus de deux ans. Les activités ont repris avec ceux qui ne sont pas prisonniers. Nous sommes encore en zone dite libre (pour quelques jours...mais nous ne le savons pas). Les écoles ont repris normalement en septembre. A cette entrée de l'hiver, les difficultés d'alimentation et de chauffage commencent à se faire sentir durement pour la plupart d'entre nous.

Avec un camarade de classe, qui, comme moi, appartient à la Résistance depuis plus d'un an, Marcel Thenon, responsable des services de « Libération », nous devons accueillir un ami de Lyon, qui est en liaison avec Londres. Il faut étudier en effet et ensemble la mise en place d'un service capable d'indiquer de façon précise des terrains pour le parachutage dans l'immédiat, et d'atterrissage pour l'avenir. Le lieu de rencontre sera un endroit aisé à trouver, où l'on puisse parler sans être entendu, et surtout sans attirer l'attention : le « Français ». Il est 19 heures, la nuit est tombée. Les piétons sont encore nombreux dans l'avenue, même si les automobiles y sont rares, car l'essence est réservée à ceux qui possèdent des tickets. Juste avant d'entrer, nous rencontrons une élève de première du Lycée Quinet, et membre de la Résistance. Nous lui proposons de se joindre à nous pour mieux donner le change. Nous choisissons tout de suite une table placée entre deux groupes particulièrement bruyants, apparemment des commerçants qui se plaignent des difficultés pour s'approvisionner et du marché noir. A peine le temps de commander une boisson, que notre hôte arrive, passant entre d'autres tables occupées, mais plus calmes. Sans tarder, le responsable régional nous transmet toutes les directives pour récupérer les coordonnées des terrains potentiels, nous précisant les dimensions optimales souhaitables, les distances minimales des bourgs, et des habitations, sans oublier l'enquête obligatoire sur l'environnement, les possibilités de repli etc. Une demi-heure s'est écoulée et personne ne prête attention à nos « messes basses », lorsque notre ami lyonnais glisse sous la table enveloppé dans un papier journal, un pistolet de petit calibre et une boîte de balles. Mais c'était sans compter sur la réaction quasi-explosive de notre camarade de Quinet qui fait, sans possibilité de la calmer, un véritable caprice pour être aussi armée ! A plusieurs reprises des regards s'arrêtent sur nous... mais que pensent-ils ? Une crise de jalousie ? Une rupture ? Jamais nous ne le saurons ;

mais rapidement, après une promesse de l'armer aussi, nous quittons les lieux, heureux de retrouver le calme au frais dans l'avenue, mais néanmoins satisfaits de notre entrevue. Peu de jours après, suite à cette visite, nous sommes dotés de notre première « Sten ». A ce moment-là, on sent que bien des choses se précipitent. Une seconde trentaine est organisée à Lalande avec l'arrivée d'une nouvelle classe d'élèves-maîtres et d'une nouvelle promotion d'élèves de seconde.

Dès la fin octobre et chaque semaine, auront lieu, chez Bouvet, dans la ferme de ses parents à la Corrierie à Péronnas, à proximité de la forêt de Seillon, des séances d'entraînement, de montage et de démontage de la « Sten ». Nous apprenons à la remonter, la nuit, en un minimum de temps, pour être opérationnel immédiatement. Ces séances seront ensuite complétées par des formations au maniement du plastic, explosif nouveau utilisé plus tard sur les voies de chemin de fer, mais aussi contre les magasins de collaborateurs connus. Dès lors la Résistance prend un tout autre visage, pour nous, les jeunes de « Libération ». Et c'est en novembre que nous changeons de nom pour devenir les Forces Unies de la Jeunesse (FUJ). C'est la conséquence directe de la formation des Mouvements Unis de Résistance (MUR) qui regroupent surtout les mouvements « Libération », « Combat », et « Franc-Tireur », œuvre ô combien difficile mais efficace de Jean Moulin. Le changement de nom semble nous donner davantage d'espoir en l'avenir. Au Lycée est arrivé sans bruit un nouveau professeur Hugues Barange. Nous saurons plus tard qu'il est un des responsables nationaux des FUJ. Il en est de même de notre surveillant général, Monsieur Bourgeois, qui, nous le saurons bien plus tard, était arrivé sous un faux nom. Sa véritable identité était Monsieur Schmitt, dont l'origine alsacienne ou lorraine l'aurait contraint à rejoindre les rangs de la Wehrmacht. Monsieur Bourgeois rejoindra la 5<sup>ème</sup> compagnie des FUJP du groupement-sud des maquis de l'Ain. Il

trouvera une mort glorieuse le 31 août 1944 lors de l'engagement au pont de Chazey quelques jours avant la libération de notre département. Mais le 11 novembre approche et contre l'avis de Vichy, qui nous interdit toute manifestation à cette date, nous voulons marquer notre reconnaissance aux valeureux combattants de 1914-1918. Une course cycliste a lieu ce jour à Bourg avec arrivée avenue de Rosières (aujourd'hui l'avenue Maginot). Nous décidons d'assister à cette arrivée, puis ensuite, sans cortège pour éviter l'intervention de la police, de nous rendre au monument aux Morts, avant de rentrer à la maison. Mais le matin même du 11 novembre, nous apprenons que la zone dite libre a disparu dans la nuit, que les armées allemandes ont envahi toute la zone sud et que les « Kommandanturen » et leurs services annexes seront installés partout. N'ayant remarqué rien de nouveau en ville à ce moment, nous maintenons notre manifestation silencieuse. Elle se déroule comme prévu, mais le rassemblement a si bien réussi, que la police est informée et qu'elle accourt pour disperser les groupes. Deux élèves du Lycée Lalande, Roger Page et Petit sont interpellés. Après passage au commissariat pour vérification d'identité, ils sont relâchés. Quelques jours plus tard, le premier contingent de la Wehrmacht arrive à Bourg et s'installe à la caserne Aubry. Bien sûr, cette présence permanente de l'occupant n'arrête en rien l'action des groupes de jeunes résistants. La formation clandestine continue d'instruire de jeunes soldats et voilà que des bombes explosent chez certains commerçants. C'est l'œuvre des premiers Groupes Francs dirigés directement par Paul Pioda et animés par des hommes extraordinaires comme Michel Pesce, François Pignier et quelques autres. S'ils ne sont pas très nombreux, en tout cas ils sont très actifs. Les fêtes de Noël et du Jour de l'An se passent dans la plus grande simplicité. Toute la famille est réunie et le moral est meilleur, car les nouvelles transmises par la BBC écoutée chaque soir depuis 1940 nous apportent des informations

pleines d'espoir : les Américains reprennent l'initiative dans le Pacifique face aux Japonais. Les troupes soviétiques ont stoppé l'avance allemande, encerclée dans la ville de Stalingrad. Plus près de chez nous, les Alliés ont débarqué depuis novembre 1942 au Maroc et en Algérie. Les combats se rapprochent et l'espoir de la libération prend corps. En cette fin d'année, ceux de Vichy, les collabos, et autres soutiens du Maréchal se font moins voyants. Adolf Hitler mobilise les Allemands âgés de 15 à 65 ans...Serait-ce le commencement de la fin ?

### **1943 : L'année de toutes les espérances....**

#### **....mais beaucoup seront stoppées**

Si les assiettes ne sont pas remplies de mets exceptionnels, le moral s'améliore et l'on attend, chaque soir, de meilleures nouvelles. A la rentrée de janvier, la nouvelle direction des FUJ de Lyon commence à se manifester. Elle confirme Marcel Thenon dans son rôle de chef départemental FUJ. Pour ma part, et compte tenu de ma situation d'interne au Lycée, je suis confirmé comme adjoint à Marcel. Surtout, je suis plus spécialement chargé de mettre sur pied un service de renseignement. Il devient important de connaître les vrais collabos, ceux qui déjà sont dangereux, ceux qui aident le SOL et la police de Vichy, mais aussi de repérer dans l'administration et plus spécialement dans la police ceux qui pourront nous aider demain.

L'identification des collabos n'est pas toujours chose facile. Il y a bien sûr ceux qui, par fidélité au Maréchal et surtout ceux qui ont « fait Verdun sous ses ordres », arborent fièrement leur francisque au revers de leur veston. En général, ils ne sont

pas dangereux et très peu parmi eux sont capables de dénoncer. Parmi les ouvriers, je laisse le soin aux adultes de « Libération » de chercher, grâce aux syndicalistes qui nous ont rejoints dans la Résistance, ceux qui ont opté pour la collaboration. Dans le monde du commerce, les vitrines sont souvent le reflet de la pensée des exploitants. Quand on passe rue du gouvernement, la vitrine de Paul Pioda est sans équivoque possible : les dessins ou peintures exposés ridiculisent l'armée italienne, occupante de la zone-sud. D'autres vitrines, au contraire, affichent, en plus des produits de vente, des photos du Maréchal en grande tenue et même placardent une des grandes idées de la « Révolution nationale » vue par le gouvernement de Vichy. En plus, les clients rapportent les conversations entendues lors des files d'attente pour obtenir un produit encore en vente libre, mais dont l'arrivage demeure incertain.

Tous les renseignements sont peu précis et hormis quelques cas comme la vitrine de Paul Pioda, favorable à la Résistance ou comme notre professeur de français soutien, lui, du Maréchal, nous sommes, dans la grande majorité, bien incapables de les situer par rapport à nous. D'où la prudence que nous recommandons toujours à tous les nôtres. Il faut donc trouver autre chose pour mieux connaître les milieux pétainistes. Qui sont-ils ? Que disent-ils ? Que veulent-ils ? Que vont-ils faire ? Autant de réponses à ces questions qui nous aideraient tant pour notre sécurité que pour notre développement. Et c'est en janvier que parlant de la Résistance chez mes parents avec le jeune Pollet, élève de Carriat dans la même classe que mon plus jeune frère, qu'il me déclare être intéressé par une action de recherche de renseignements. Garçon très posé, sympathique, il habite aussi le même boulevard, près de l'église de Brou. Il est fils unique et ses parents sont là depuis 1940, date à laquelle ils se sont enfuis de Sarrebourg, où Monsieur Pollet père exploitait le garage Citroën. Ce dernier est originaire de la Clusaz dans les Alpes, Madame

Pollet, elle, est native de Sarrebourg. En outre, et ce depuis 1941, nos familles sont devenues plus proches ; les enfants sont dans la même classe et les opinions sur la situation présente sont semblables. Ainsi Roger Pollet a rejoint les FUJ avec d'autres élèves de Carriat en octobre 1942. Respectueux au plus près des consignes données, il accomplit ses missions scrupuleusement, sans bruit, sans bavardage. Face à des inconnus, il écoute et se tait. Distant non, mais très prudent pour lui et pour les autres. Et c'est la raison pour laquelle j'évoque avec lui ce problème de recueillir des renseignements sur les « collabos de Bourg ». Il écoute sans dire mot, puis me déclare être intéressé par cette mission. Il a déjà pensé à cela, mais craint d'apparaître aux yeux des autres comme étant lui-même un collaborateur de Vichy. Donc pas question d'approcher le SOL, trop voyant par son uniforme à porter en ville. Il pense alors au parti de Doriot, le Parti Populaire Français (PPF), qui vient d'ouvrir un bureau boulevard de Brou face à l'école de filles, à la place d'un syndicat dissous par Vichy. Je le charge donc de cette mission spéciale, entrer au PPF, assister aux réunions et actions s'il y a lieu et m'en tenir informé. Finie sa participation à sa sizaine à Carriat ; il a une action plus permanente qui devrait croître avec le temps : se faire connaître et apprécier. Mais d'entrée, il me donne les noms de tous bourgeois burgiens qui, le soir, très discrètement, viennent échanger leurs idées sur le présent, mais aussi commentent les actions en cours, souvent avec l'appui de la police. Je connais ainsi les services de garde qui se mettent en place, et dont bénéficient immédiatement nos amis des GF, poseurs de bombes le soir, sur les devantures des collabos. D'autres renseignements plus généraux, sont transmis à Lyon, à l'échelon supérieur. A partir de mars, ce service est au point. Il faudra sûrement le développer dans d'autres secteurs, avec d'autres amis. Mais le mois de février a bousculé bien des projets de la Résistance. Jusqu'à cette date, seuls quelques camarades recherchés par la

police de Vichy, ou la Gestapo doivent être impérativement pris en charge par nos mouvements de résistance.

Dans l'urgence, on les envoie dans une ferme amie, isolée, souvent en montagne, où pour leur nourriture ils travaillent dans les bois en attendant de rejoindre sous une autre identité, une autre région, pour une nouvelle mission dans nos mouvements. A Bourg, seuls quelques amis ont suivi ce parcours. Mais la loi du 16 février 1943 sur le Service du Travail Obligatoire (STO) va profondément modifier la situation. Avant cette loi, le gouvernement de Vichy à la demande de l'occupant, a lancé plusieurs opérations pour récupérer des jeunes qui iront travailler en Allemagne :

- « La relève » qui doit permettre à des prisonniers de guerre français de rentrer chez eux. Ce sera un échec.

- Les travailleurs volontaires pour l'Allemagne avec des avantages importants en salaires, congés, etc. Nouvel échec.

- Enfin, sans se cacher, on demande à des jeunes de rejoindre les armées allemandes pour se battre contre les troupes soviétiques. Il s'agit de la Légion des Volontaires français (LVF), contre le bolchevisme. Une fois de plus, c'est un échec. Seuls quelques étrangers en situation irrégulière rejoindront la LVF.

Devant la demande allemande, il faut faire vite et bien :

- Le service militaire supprimé, puisque nous n'avons plus d'armée, est remplacé par les Chantiers de Jeunesse qui se transforment en un service militaire obligatoire pour toute une classe d'âge, avec appels par trimestre, suivant les besoins.

- Ce service se fera au travail, c'est-à-dire en étant affecté à une usine ou une entreprise.

- Enfin, il se déroulera en France ou en Allemagne : en France, où des entreprises allemandes et même françaises travaillent pour l'armement de la Wehrmacht ou pour édifier des fortifications face à la Grande-Bretagne, comme le mur de l'Atlantique. Mais l'essentiel doit partir outre-Rhin dans les usines d'armement pour remplacer les Allemands appelés en grand nombre sur le front de l'est.

Cette fois, fini le volontariat. Il y a appel par convocation et le refus impose un lieu d'accueil possible pour l'appelé et des risques pour sa famille, soupçonnée d'intelligence avec les ennemis du 3<sup>ème</sup> Reich. A ce moment dans l'Ain, il n'y a rien d'organisé pour accueillir les résistants ou ceux qui le deviennent. On les envoie en Haute-Savoie, aux Glières où une filière partant de Bourg de chez Pioda, les accompagne jusqu'au maquis. Il est donc important et urgent de créer dans l'Ain des points d'accueil pour les jeunes qui seront réfractaires au STO. C'est le travail de nos camarades de la partie de notre département. A cette époque est mis en place le service de garde des voies ferrées. Pourquoi ? Le nombre d'attentats dont sont victimes les trains allemands en France augmente. Ils transportent leurs troupes, leur armement et le ravitaillement prélevé sur nos régions agricoles. Ce dernier point au détriment de la population française qui meurt de faim. L'occupant riposte en imposant, par l'intermédiaire des autorités locales, la garde des voies, garde surtout nocturne. Par équipe de trois, nous avons la surveillance d'un kilomètre durant une nuit complète. Les jeunes de dix-huit ans y sont associés aux adultes, le tout contrôlé par l'occupant. Par deux fois, je suis appelé à cette garde des voies, où je rencontre des Burgiens sympathiques, aucunement anxieux quant à leur mission. Ils sont bien décidés à passer la nuit de la façon la moins désagréable possible. La première fois, je me trouve peu après le dépôt ferroviaire Bourg-Ambérieu. La seconde fois, je suis affecté à cette même voie à hauteur du pont du Saix (rocade de Bourg à Lent) en forêt de

Seillon. Cette fois-là, nous tombons sur une patrouille. Par chance, nous venons juste de quitter notre abri pour aller à la rencontre de l'équipe suivante selon les modalités du règlement. Mais pour tous, le STO qui se met en place demeure source d'interrogation, car certains des nôtres sont ou seront plus tard concernés.

## Un nouveau climat s'installe

L'esprit de Résistance se durcit ; même ceux qui n'appartiennent pas à un mouvement, réagissent, principalement hors du Lycée où beaucoup ont dix-neuf ou vingt ans. Le besoin d'agir se fait sentir, se fait jour, on veut montrer que la Résistance n'est pas un vain mot, mais aussi une action. A Lalande, le Maréchal Pétain préside les cours dans toutes les salles de classe sous forme de portrait ! Or, une nuit, tous ceux-ci sont remplacés par celui du Général de Gaulle. A la reprise des cours du matin à huit heures, les réactions des élèves sont souvent favorables. De nombreux professeurs affichent une certaine réserve. Quant au Proviseur, il court partout, craignant beaucoup pour sa carrière. C'est aussi à cette époque du début de 1943 que nous manifestons au réfectoire, pour essayer d'avoir une nourriture quelque peu améliorée. Ce que l'on nous propose ressemble à des détritrus. Arrive sur ces entrefaites le Proviseur, qui, bien embarrassé, prononce quelques mots pour expliquer la situation. Silence, puis chahut général, puis demande d'amélioration de l'ordinaire, sans doute peu facile en cette période. Nous sortirons de table, l'estomac creux.

Début mars, Marcel Thenon m'informe qu'il doit rencontrer un jeudi un responsable FUJ national. Quelques jours plus tard, c'est Bailly (Henri Guerchon) qui arrive par le train du matin à Bourg où Thenon l'attend. Ils repartent ensemble pour Nantua et avec un camarade de cette localité grimpent au « Mont », sommet qui domine Nantua et dont les accès sont difficiles. C'est la préparation de l'accueil des réfractaires qui s'organise. Mi-mars, les premières convocations de départ pour l'Allemagne arrivent. C'est l'affolement dans les foyers

concernés, car il s'agit d'un départ vers l'inconnu. Ne pas répondre, se soustraire, mais pour aller où ? Et avec quelles sanctions pour la famille qui reste ? Autant d'inconnues qui obligent les gens à partir. Pourtant, face à cela, la Résistance s'active. Il faut des lieux d'accueil, mais aussi des cadres pour recevoir les futurs résistants et les former à leur nouvelle vie. Cela suppose également de pouvoir les nourrir, les habiller et ensuite les armer. Le 22 mars a lieu le premier contact à la gare de Bourg. La Résistance est là pour manifester son désaveu d'une telle mesure. C'est une présence visible, par groupes. Certains occupent même la voie ferrée devant la locomotive pour retarder le départ. Ceux qui sont convoqués arrivent, souvent accompagnés de leur famille. L'appel met en évidence quelques absences. Petit à petit, les wagons se remplissent. L'heure du départ est dépassée, et le train est toujours à quai. La police locale fait dégager les abords du convoi...mais il attend toujours. Quelques-uns en profitent pour descendre et se fondre dans la foule. La police intervient alors plus durement, arrête des manifestants ; c'est maintenant que le train s'ébranle. Il emmène en Allemagne le premier contingent du STO de notre région. Ce départ va énormément marquer la population burgienne, même celle non directement concernée. De nombreux jeunes de Bourg rejoignent les nôtres alors que ces derniers déjà sur nos rangs montrent leur impatience croissante de vouloir agir. Et même au Lycée, on perçoit cette volonté qui se traduit souvent par des initiatives personnelles reprises par des classes ou des groupes. Ce sont par exemple nos allers et retours pour se rendre au cours de gymnastique du Lycée au stade Louis Parant, sous la direction de notre professeur d'éducation physique Marcel Cochet : en plein centre-ville, nous chantons alors à pleins poumons « Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine ». Les passants écoutent surpris, mais si certains ont le sourire, d'autres font la sourde oreille et préfèrent presser le pas. C'est aussi cette séance d'éducation

physique que l'on appelle au Lycée « la pelouse ». Notre classe est sur l'anneau de la piste de course à pied quand nous arrivons le chant d'un détachement allemand en train de descendre le boulevard Paul Bert. Il s'agit sans doute de soldats cantonnés à la caserne Aubry. A pied, ils vont à la butte des Vennes pour s'exercer au tir. La clôture du Lycée, à cette époque, est constituée depuis le petit Lycée jusqu'au mur du parc de la Préfecture par un mur de pierres haut de quatre à cinq mètres sans ouverture. Nous entendons par conséquent le chant sans pour autant apprécier l'effectif qui passe. La reprise du refrain « Halli, hallo » semble une vraie provocation et lorsque la troupe est face à nous, juste de l'autre côté du mur place Perrier-Labalme, l'un des nôtres se saisit d'une pierre et la lance par-dessus le mur en direction du détachement. Immédiatement, d'autres élèves font de même. Le chant s'arrête aussitôt et on entend courir les soldats. Quelques courtes minutes après, le Lycée est encerclé. Nous sommes rassemblés dans le gymnase, encadrés par cette troupe qui a vu les pierres arriver sur elle. Proviseur, censeur, bref, toute l'administration est là. A la question de savoir qui a lancé des pierres, répond un silence assourdissant. Midi arrive, nous en sommes toujours au même point. Même la menace n'apporte rien. Par contre, la nouvelle s'est répandue en ville et les appels téléphoniques affluent au Lycée. Que se passe-t-il ? Le Proviseur ne connaît plus de limites. Il menace à son tour... sans plus de résultats. Entre midi et deux heures, j'apprends que la Préfecture s'agite mais chose plus intéressante, qu'un haut fonctionnaire alsacien ou lorrain va intervenir auprès des autorités militaires allemandes. Finalement en début d'après-midi, les soldats de la Wehrmacht quittent le gymnase et évacuent le Lycée. L'alerte a été chaude, mais l'un des nôtres s'est dénoncé comme étant l'auteur des jets de pierre contre l'occupant. C'est lui qui a dénoué la situation. Arrêté par les autorités du Lycée, il passera en conseil de discipline et sera exclu définitivement. Un geste, ô

combien symbolique, mais une situation qui aurait pu avoir une fin tragique. A la même époque, en février ou mars 1943, un après-midi se déroule un épisode de notre engagement qui aurait pu mal se terminer. Nous sommes dimanche après-midi sur la place Carriat. Tout à côté de l'école, est installé depuis la débâcle, le « Théâtre Pataud », théâtre ambulant, qui se déplace avec son matériel et ses interprètes. Les matinées ou soirées sont l'occasion d'assister à la représentation d'opérettes. Mais depuis 1941, plus d'essence, donc plus de déplacements, mais toujours des représentations ! Au Lycée Lalande, notre ami Jean Marinnet, dont le père était responsable du secteur de Bellegarde et des premiers groupes de maquis, avait émis le désir d'avoir une mitraillette « Sten ». Grâce aux premiers parachutages, nous en avons reçu quelques-unes et je lui avais promis de lui en remettre une en pièces détachées, dans un paquet qu'il pourrait ensuite remonter sur Bellegarde. Nous avons fixé comme lieu d'échange le « Théâtre Pataud » lors d'une représentation d'un dimanche après-midi. La séance commençait. Nous étions assis côte à côte lorsque un soldat allemand en uniforme et qui comprenait le français vint s'asseoir à côté de nous. Le paquet, posé entre nous deux, devenait encombrant. Pour vérifier les intentions de ce soldat, nous lui avons donc demandé à l'entracte de bien vouloir veiller sur notre paquet, afin qu'on ne nous le prenne pas. En regagnant nos places, nous n'étions pas très rassurés. Mais dans un excellent français, le soldat nous répondit : « Votre paquet n'a pas bougé, j'ai bien veillé dessus ». Un peu soulagés, nous avons attendu la fin de la représentation. Je dois dire que nous n'avons pas moisi, et le paquet est ensuite arrivé à bon port. !

Le STO inquiète beaucoup de monde. A Bourg se créent rapidement de nouveaux groupes de jeunes qui ont quitté l'école pour entrer en apprentissage. Notre mouvement FUJ, le plus ancien, se transforme au fur et à mesure que son instruction avance, en groupe franc. Mais brusquement, on sent qu'il veut

agir. Dans celui-ci, se trouvent Gabriel Pobel, Louis Bollon, Georges Chambard, Antoine et Roy, originaire du Doubs. Cette sizaine est animée par Marcel Thenon qui la réunit chaque semaine dans la chambre qu'occupe Antoine, rue Charles Robin. Parmi eux, Bollon et Roy travaillent à l'Inspection du travail, chargés du recensement et de la convocation des jeunes pour le STO. Un soir, ils annoncent que toutes les fiches concernant le département pour le STO sont centralisées à Bourg, au siège, rue des Casernes, dans l'immeuble occupé jusqu'en 1940 par l'Ecole Normale de Filles, dissoute à ce moment.

Pour la préparation du coup de main, Marcel Thenon me demande de participer à la réunion. Il me présente comme «Christian», du Lycée Lalande comme lui. Roy et Bollon font le plan indiquant avec précision le bureau et dans celui-ci le lieu exact où sont déposés les fichiers. Ce bureau est au rez-de-chaussée, rue Saint-Antoine, une rue très étroite qui relie par un raccourci la rue des casernes à la rue Lalande. C'est un endroit très calme, l'étroitesse du chemin ne permettant pas le passage de gros gabarit. De plus, il tourne, ce qui rend la surveillance plus ardue. Mais le rez-de-chaussée facilite l'accès. La mise au point se fait sur-le-champ. Roy et Bollon oublient le jour indiqué, de fermer la fenêtre, elle n'est que POUSSÉE. Toute la sizaine, sauf Marcel, participera à bicyclette tractant une remorque. A la réunion suivante, une date est arrêtée, l'opération devant se dérouler entre 12h30 et 13h30 au moment du déjeuner. Par Marcel, j'apprends quelques jours plus tard que l'opération prévue a été ajournée. La police, informée du lieu, de la date et de l'heure, était aussi au rendez-vous. Le donneur ne peut être qu'Antoine, qui, ayant eu des ennuis avec la police, est resté en contact avec l'inspecteur Bichat. Il est donc indispensable de l'éliminer de la sizaine, sans informer qui que ce soit, et de modifier le programme prévu. Finalement, l'opération a lieu le 21 mai 1943 entre 12 et 13 heures. Marcel est heureux de

m'annoncer le succès total de l'opération. Tout le fichier est détruit chez Pobel, dont les parents exploitent une ferme chemin des Dîmes. L'affaire fait grand bruit en ville et la lutte est vraiment ouverte contre le STO. Malheureusement, si Antoine n'a pu donner exactement le lieu et la date exacte de la destruction du fichier, il connaît les noms des membres de la sizaine qui sont tous de ses camarades burgiens. Le jour même, Roy et Bollon sont arrêtés sur leur lieu de travail, dans l'après-midi. Le lendemain, 22 mai, c'est au tour de Pobel et de Chambard. Enfin, le 23, Marcel est pris. Antoine a donné tous les noms qu'il connaît, ...peut-être sous la contrainte. Il a même ajouté le nom de « Christian », élève de Lalande. Si bien que durant trois jours, la police attend aux entrées et sorties du Lycée, accompagnée d'Antoine. Je n'apprendrai ce fait qu'à mon retour de déportation. Au bout de trois jours d'attente infructueuse, elle est persuadée que le nom et l'établissement sont faux. C'est ma qualité d'interne qui m'a cette fois protégé d'une arrestation certaine. Malheureusement pas pour longtemps...

### **L'étau se resserre**

L'arrestation de Marcel est connue aussitôt par les instances supérieures FUJ de Lyon. Sur ce, on m'annonce que je termine l'année scolaire et que je remplace Marcel Thenon à la tête des FUJ dans l'Ain. En outre, après le baccalauréat, je partirai pour Périgueux ou sa région, afin de remplacer le responsable FUJ local arrêté. Je choisis une nouvelle identité : Christian de Gourbe. Pourquoi de Gourbe ? C'est tout simplement le nom de Bourg pris à l'envers. Je dois donc recevoir sous peu ma nouvelle carte d'identité. L'arrestation de Thenon et de toute la sizaine est un coup terrible porté au mouvement. Quelques jours plus tard, on

apprend que Paul Pioda fait l'objet d'une mesure préventive d'internement. Le mois de juin est arrivé, il faut tout de même faire quelques révisions... Pourtant, l'année scolaire se termine mal dans nos esprits. Que sera demain ? Les vacances ? La rentrée scolaire ?

Pour ma part, j'essaie d'envisager ce que sera dans quelques jours, trois semaines au plus, ma nouvelle vie dans le Périgord que je ne connais pas. Mais souvent l'histoire s'impose à nous sans que l'on puisse la prévoir. Les épreuves du bac sont fixées les 16 et 17 juin. Le 10, mon cousin germain, Pierre Donnat qui habite rue de la République, avec sa mère, ma tante, et dont le père est mort de ses blessures suite à la Grande Guerre, reçoit sa convocation pour le STO avec ses camarades de la classe 40. Sa décision est prise depuis longtemps : appartenant à la Résistance, et une fois la convocation reçue, il partira pour le maquis des Glières en Haute-Savoie, seul maquis connu chez nous. Mais pour le rejoindre, il faut attendre le mot de passe et l'occasion de rejoindre Thônes. Très souvent, un marchand de bestiaux convoie dans sa bétailière des bêtes achetées le mercredi matin à la foire de Bourg et un ou deux Résistants qui doivent impérativement quitter le secteur.

En attendant Pierre ne peut rester chez sa mère où il sera recherché. Mes parents l'accueillent immédiatement dans une chambre indépendante où logeait précédemment mon frère aîné, évadé d'Allemagne, et qui a dû changer de domicile lui aussi pour sa propre sécurité.

Nous sommes le 17 juin 1943, il a fait beau, chaud, les épreuves du baccalauréat se sont terminées dans l'après-midi. Le soir, comme il se doit, nous nous retrouvons un certain nombre d'élèves du Lycée Lalande et pour marquer la fin des épreuves aussi bien que le début des vacances, nous décidons d'aller au

cinéma. Le rendez-vous est donc pris à 20 heures à l'Eden-Cinéma, avenue Alsace-Lorraine.

Mais ce même soir et en dehors de nos préoccupations scolaires, il a été décidé que plusieurs magasins de collaborateurs locaux seraient plastiqués. Voilà une des façons pour la Résistance de montrer qu'elle existe et en outre de signaler les magasins pétainistes, et ceux collaborant avec l'occupant.

A ma connaissance ce soir-là, trois magasins doivent être plastiqués. Les explosions devraient se produire entre 0 heure et une heure du matin, les charges étant déposées aux environ de 23 heures.

Après la séance de cinéma, en compagnie de quelques camarades du Lycée Lalande qui sont aussi des camarades de Résistance, nous descendons l'avenue, et passons vers 23h30 devant la vitrine d'un magasin de vêtements. Deux ans plus tard j'apprendrai qu'il était pétainiste par ses paroles mais qu'il approvisionnait aussi le maquis en vêtements. J'éprouve quelques craintes, car je sais que d'une minute à l'autre, une charge, déposée depuis peu, doit exploser.

Même inquiétude en passant devant une épicerie disparue aujourd'hui de la rue Gambetta, inquiétude qui ne me quitte pas en bas du boulevard de Brou, lorsque nous passons en face du siège de la LVF.

Après un parcours sans incident, nous arrivons près de l'habitation de mes parents boulevard de Brou, face à l'Hôtel-Dieu. Avec un de mes amis nous parlons des vacances, des jours qui viennent, des problèmes et puis de nos prochains rendez-vous liés à notre engagement. Nous sommes à cinquante mètres du domicile de mes parents, devant un café qui je le sais, est tenu par un résistant. Ce café jouxte un magasin de bonneterie tenu par un

commerçant que je connais bien. Sans aucun doute, un commerçant honnête et bon, mais qui quelquefois a pu en paroles marquer une certaine reconnaissance à l'égard du Maréchal. Toujours est-il qu'après avoir discuté un petit quart d'heure devant ces établissements, nous nous séparons, mon ami partant en direction du boulevard Victor Hugo et moi rentrant chez mes parents.

A peine suis-je arrivé, qu'une explosion ébranle le quartier. Je ressors aussitôt et je me trouve bien sûr le premier sur les lieux car la bonneterie vient d'exploser. Et ce soir-là, si j'ai pu exprimer ma surprise publiquement, je n'ai dit à personne qu'il s'en était fallu de quelques minutes pour que je puisse être la victime de cette explosion.

Quant à mon camarade de lycée, je ne le reverrai que deux ans plus tard. Nous reparlerons alors de ce qui aurait pu être notre mésaventure. Car le lendemain matin, j'étais arrêté pour être déporté mais pour des motifs qui eux, n'avaient rien à voir avec ce qui s'était passé le 17 au soir.

A la veille des grandes vacances 1943, les effectifs FUJ dans l'Ain, ayant quelques ramifications dans le Jura, se montent aux environs de 400 membres, dont plus de 100 au Lycée Lalande.

Jean Marinet (Jeanjean), Roger Bouvet (Biscuit), Henri Niogret (Gap), Gilbert Guillard (Luy) sont responsables de trentaines à Lalande. Mais sur Bourg même, d'autres groupes apparaissent sous forme de trentaines avec René Barnez, René Hyvert (Printemps), Jean Couard (Pat), René Pratini (Joe) et les frères Laprade. D'autres encore sous forme de groupes francs pour participer à l'action immédiate comme Marcel Nallet (La pomme), Paul Baillet (Poney) et ceux qui restent du GF Gabriel

Pobel (celui qui a réussi le coup de main sur les fichiers de départ du STO).

Enfin d'autres trentaines fonctionnent dans le département à Belley, Nantua, Saint-Triviers-de-Courtes (avec Marcel Pellet), et à Péronnas.

Les effectifs sont là. Il faudra dans les mois qui viennent leur donner l'activité qu'ils demandent. Il s'agira de mettre en place des accueils pour les réfractaires au STO, de trouver et de transporter la nourriture des premiers maquis, d'assumer les parachutages qui nous incombent, bref, de commencer la libération de notre pays. Une œuvre exceptionnelle, grandiose, où chacun doit trouver sa place.

### **Mon arrestation**

Le vendredi 18 juin au matin, après cette soirée mouvementée, je descends en ville à pied pour rencontrer quelques camarades, avant la dispersion des vacances. J'apprends d'abord que la police serait intervenue le matin même à l'EPS Carriat, mais personne ne peut me dire pourquoi et quelle suite il y a eu. Peu après, on m'annonce que la police spéciale de Vichy, venant de Lyon, serait à Bourg. Enfin vers 11h30 juste avant de rentrer pour déjeuner, je croise par hasard rue du gouvernement Marcel Cochet, notre professeur d'éducation physique. Il me confirme la venue ou l'arrivée imminente de la police spéciale de Vichy. Il me demande d'aller voir rue Edgar Quinet s'il n'y a rien d'anormal dans la cour intérieure et près de la montée d'escalier de son appartement. C'est à deux pas, tout est tranquille, il peut rentrer chez lui. Pour ma part, je remonte la rue de la République, tourne à gauche sur le boulevard Victor Hugo pour arriver

boulevard de Brou. J'observe les environs avant de me rendre chez mes parents face à l'Hôtel-Dieu. Il est à peu près 12h15 et rarement le boulevard de Brou a été aussi vide que ce matin-là. Rien qui marque une quelconque modification à la vie paisible de ce quartier...sauf, quand saute un magasin.

La bonneterie Sermet est barricadée, sans vie. Arrivé chez mes parents, je pénètre comme d'habitude dans la pièce d'entrée. Elle sert aussi de magasin sans vitrine. Elle n'est fermée à clé que la nuit. A peine arrivé, tout se précipite : la police tient en joue mes parents, mon jeune frère et ma sœur. On attendait mon retour. Il est 12h30...je suis arrêté...menotté. La traction planquée rue Barra, face à la chapelle de l'Hôtel-Dieu arrive. Parmi les policiers se trouve l'inspecteur Guillermin qui a déjà participé à l'arrestation de la sizaine Roy.

Descendu au commissariat de police qui siège place de l'Hôtel de Ville en-dessous de la salle du conseil municipal, on enregistre mon arrivée et sans aucun ménagement on m'enferme dans ce qui tient lieu de cellule. Les inspecteurs, mission accomplie et partant déjeuner, prennent même soin de dire au service de garde : « S'il bouge, vous l'abattez ! »

Pour moi, pas de déjeuner, mais je n'avais vraiment pas faim. Une seule question me revenait sans cesse : qui m'avait dénoncé ?

En réfléchissant, je pense que c'est la suite des arrestations de Thenon, Roy, etc. Mais pourquoi aujourd'hui ? De plus, que me reproche-t-on ? Jusque -là, tout le monde a été muet. Il est environ 13h30, quand les inspecteurs reviennent, mais accompagné de Marcel Cochet qu'ils viennent d'arrêter. Nous sommes ensemble dans la cellule du commissariat où Marcel est bien connu, ayant travaillé quelque temps à la Mairie, à l'état-civil, avec Monsieur Grandpierre, et dont les bureaux sont tout à

côté au premier étage. Comme pour moi, ils ne lui ont rien dit. Immédiatement, nous mettons au point les réponses que nous ferons si nous sommes questionnés sur les rapports que nous avons avec Paul Pioda qui a été arrêté il y a une dizaine de jours et interné à Saint-Paul-d'Eyegeaux.

Avec Pioda : « rencontre pour des livres de classe, puis échange de quelques journaux », si la question arrive avec quelques preuves dénonciatrices. La suite n'est pas celle à laquelle je pensais. A 14h30, on vient me chercher seul, pour un premier interrogatoire, au commissariat.

Une question brutale : « Vous appartenez à la Résistance ! Attention, toute mauvaise réponse peut vous coûter très cher pour la suite de vos études ». Les inspecteurs de Bourg ne me paraissent pas très virulents, malgré des paroles fortes...peut-être pour l'entourage ? Ayant répondu par la négative, l'un d'eux m'indique que le matin même ils ont interpellé à l'école Carriat le jeune Houppert, élève de cet établissement qui avait fait l'objet, la veille au soir, d'une interpellation pour circulation nocturne d'un mineur accompagné d'une jeune fille. Et ce matin, pour éviter que ses parents qui habitent Jasseron soient informés de l'incident, il a proposé tout simplement aux policiers qu'en échange il était prêt à leur donner le nom d'un résistant de Bourg. Et c'est pour cela que je viens d'être arrêté, lui ayant remis à plusieurs reprises un numéro de « Libération », de « Combat », de « Franc-Tireur » ou de « Bir-Hakeim ».

Je suis surpris...à la fois sur les circonstances et sur les mobiles. Je pensais à bien d'autres choses plus ennuyeuses en conséquences.

Pour éviter toute enquête qui mettrait en cause d'autres élèves de Carriat, j'avoue que je connais bien Houppert. En effet, je l'ai rencontré à plusieurs reprises, dont une fois chez ses

parents à Jasseron. Sur sa demande, je lui avais apporté, à l'occasion, un journal clandestin en lui demandant de le détruire après lecture. En aucun cas il ne s'agissait de résistance.

Ayant reconnu les faits, mon interrogatoire se termina...sans aucune allusion à Marcel Cochet ou au Lycée Lalande. A mon retour en cellule, c'est lui qui est interrogé. A ce moment, seul, je repense à mes contacts avec Houppert. C'est un garçon sympathique, dont la famille, originaire de Lorraine a été rapatriée en Bresse. Monsieur Houppert, employé dans les services fiscaux, a été muté à Bourg et la famille a fixé sa résidence à Jasseron. Il se disait très désireux de participer activement à notre mouvement.

En avril ou mai 1943, sur sa demande, je suis allé à Jasseron, à bicyclette, chez ses parents, pour parler avec lui de résistance. Reçu par Madame Houppert, elle m'introduit dans la chambre de son fils. Il est là qui travaille...mais avant d'aborder le sujet, on fait le tour de la chambre. On s'arrête sur les photos qui ornent les murs : sa famille, sa jeunesse en Lorraine et... subitement, me voilà accroché par une photo où il apparaît comme membre des Jeunesses hitlériennes (Hitlerjugend). Il porte la tenue d'apparat et défile en chantant avec d'autres jeunes gens. Je ne peux cacher ma surprise et il m'explique sans se démonter, que c'est bien lui. Vu que la Lorraine était devenue allemande, il n'avait pas eu le choix. Aussi avait-il été enrôlé automatiquement dans la « Hitlerjugend ». C'était dit avec une telle sincérité qu'on pouvait le croire. Cependant, très choqué, on parle de tout, sauf de résistance. Cette rencontre sera aussi la dernière avec lui et cela, je ne pouvais l'imaginer à ce moment-là.

Je décide sans tarder de prévenir mes camarades du mouvement pour qu'il soit interdit dans nos rangs.

Je n'apprendrai la suite que deux ans plus tard à mon retour de déportation ; je désirais ardemment régler cette affaire avec lui. Malgré mes recommandations formulées dès le 18 juin à son encontre de le laisser tranquille tout en le surveillant étroitement, rien ne sera fait et quelques mois plus tard, il entrera au poste de commandement (PC) du Colonel Romans-Petit, chef des maquis de l'Ain. Lors de l'attaque du PC de Romans à la ferme de la Montagne par l'armée allemande, il se trouve en permission : heureuse coïncidence ?

Encore en permission lors des attaques allemandes de juillet 1944 contre le maquis sur le plateau d'Hauteville, il se fait prendre à son retour, suite à une réflexion incontrôlée sur le mot de passe. Interrogé, il avoue son appartenance au service de renseignement allemand. Condamné à mort, il est passé par les armes. Devant le peloton d'exécution, il fait le salut hitlérien, et s'écrie : « Heil Hitler ! » Aucune enquête n'a été faite par la suite pour connaître les dégâts qu'il a commis dans les rangs du maquis et de la Résistance. Dommage !

Mais en cet après-midi du 18 juin 1943, mes pensées sont ailleurs. J'essaye de prévoir quelques questions qui me seront posées et surtout quelles réponses je pourrais faire et qui n'engagent que moi.

A son retour d'interrogatoire, Marcel Cochet se pose les mêmes questions. Si pour moi c'est la Résistance à Carriat, et seulement cela qui a été évoqué pour lui, en revanche, il doit préciser quel sont ses liens avec Paul Pioda, quels sont leurs buts, quelles sont les autres personnes concernées.

Ensemble nous parlons de nos réponses. Nous constatons que nos arrestations ne sont pas liées : celle de Marcel Cochet fait suite à celle récente de Paul Pioda. Peut-être a-t-il été repéré en se rendant dans sa boutique de la rue du Gouvernement ?

Mon arrestation est due à l'intervention de la police spéciale à Carriat le matin même. Elle faisait suite à l'interpellation récente d'Houppert, qui pour s'en sortir avait donné mon nom et confirmé l'existence d'un petit groupe de résistants à Carriat. Cependant, pour ne pas se charger lui-même, Houppert a seulement déclaré que ce petit groupe, dans lequel figure le nom de mon jeune frère René, n'a pas d'activité résistante. Ce groupe là se consacre uniquement à la lecture d'un journal clandestin que je lui passe. Nos réflexions sont subitement interrompues à 18h30. On nous transfère à la Préfecture au service des relations franco-allemandes. Ce sont des bureaux situés au fond à gauche de la cour d'honneur. Dès notre arrivée, nous sommes séparés pour des interrogatoires distincts, mais aussi beaucoup plus musclés. Il est vraisemblable que l'on ait attendu le départ du personnel préfectoral pour pouvoir agir en toute liberté. Ainsi des oreilles bienveillantes n'entendront ni les hurlements ni les coups de nos bourreaux ni nos propres réactions. Dans le service où je suis, le personnel est français. D'abord une première question sur un ton doucereux. Comme la réponse n'était pas satisfaisante, je reçois une gifle monumentale qui, la surprise aidant, me déséquilibre et me fait tomber. Aussitôt relevé, j'essaie de présenter un profil bas, mais les trois hommes en face de moi, me répugnent. Petit à petit, j'arrive à déclarer ce que j'ai admis au commissariat : « quelques journaux clandestins remis à Houppert qui les a fait lire à des camarades de son groupe ». Cependant, pour activer et en savoir davantage, l'un d'eux me fait mettre à genou sur une règle carrée. Et l'on recommence depuis le début. Mais je me suis fixé une réponse et je m'y tiens malgré la douleur devenant de plus en plus insoutenable. Bien sûr, ils évoquent le Lycée, mais ma réponse est simple : « je suis interne au Lycée et ne sors que très peu, le dimanche pour aller chez mes parents donner mon linge sale et récupérer des vêtements propres ». Finalement à 20 heures, on

redescend tous les deux au commissariat de police. Marcel Cochet a été sérieusement bastonné. Et il en porte encore les marques. Mes genoux, très enflés, me font encore souffrir. Le confort de mes pantalons de golf les protège et atténue un peu la douleur. Un repas rapide nous est porté, puis chacun reçoit une couverture pour dormir sur les bat-flanc qui existent. Cette pièce éclairée par une simple ampoule et aérée par un vasistas hors de notre portée donne sur la rue Bichat, en face de la bijouterie Decourcelles. Nous sommes longs à nous endormir. Nous essayons d'imaginer la suite. Vers minuit, un garde vient prendre de nos nouvelles et nous apprend que le magasin de Monsieur Jaeger (épicerie et bar) situé boulevard de Brou, non loin de chez mes parents, vient de sauter. Cette nouvelle nous apporte quelque réconfort. En effet, des copains continuent et ce sans tenir compte des événements, des risques qui se précisent. Tout cela nous permet aussi de nous endormir.

### **Samedi 19 juin 1943**

Nous sommes réveillés très tôt. Le petit déjeuner est servi à 7 heures. Commence alors une longue attente. A midi, un déjeuner rapide est avalé et l'attente se prolonge. L'après-midi s'écoule. Que va-t-on faire de nous ? Finalement, vers 19 heures, arrive la police judiciaire de Lyon. Nouvel interrogatoire. A 20 heures, ils vont perquisitionner chez mes parents et ne trouvent rien. Pouvait-il en être autrement, trente-six heures après mon arrestation ? Chez Marcel Cochet, ce sera le même scénario.

### **Dimanche 20 juin 1943**

Le fait d'attendre, et d'attendre encore commence à nous peser. Est-ce vraiment dimanche ? Mais contre toute attente, la PJ est là à 10 h pour un nouvel interrogatoire. Je ne fais que répéter ce que j'ai dit pour la énième fois. A midi, j'apprends que la police a demandé ma remise en liberté. En début d'après-midi, on m'annonce que la Justice, consultée, a émis un avis favorable. Tous les espoirs sont donc permis, ce n'est plus qu'une question d'heures. Ce soir, je serai à la maison. A 18 heures, lorsqu'on vient me chercher, je pense déjà à mon départ. Mais on m'annonce que le Secrétaire général de la Préfecture s'oppose à ma remise en liberté. Grosse déception !... Il s'agit sans doute d'un collabo tout dévoué aux ordres du Maréchal, de la milice et de l'occupant.

### **Lundi 21 juin 1943**

J'attends la suite avec impatience. Où va-t-on m'envoyer ? A 11 heures, je suis transféré au palais de justice pour être présenté au parquet. Devant le juge d'instruction très aimable, je répète une nouvelle fois ma déposition. Il m'écoute sans dire mot. Je reviens au commissariat à midi. Déjeuner rapide comme toujours. A 15 heures, nouveau transfert au palais de justice. Je suis surpris, je ne comprends pas ces allées et venues. On m'entend une nouvelle fois et puis j'attends plus d'une heure encadré par deux agents de ville. A 16h45, je suis de nouveau introduit dans le cabinet du juge qui m'annonce que je suis remis en liberté, provisoirement en attendant le jugement. Je suis surpris, content, mais rien ne doit apparaître, car il me répète une seconde fois sa décision. Retour au commissariat, où je récupère

essentiellement mes affaires de toilette. Le temps de dire deux mots à Marcel Cochet qui attend toujours sa sentence, et je rentre chez mes parents. Il est près de 19 heures. Ils sont heureux de ce dénouement. Aucun reproche ne m'est fait, car ils sont au courant, au moins dans les grandes lignes, de mon activité au sein de la Résistance. Pour ma part, je ne sais que penser de cette décision de la justice à l'arraché. Ce soir, il est trop tard pour envisager la visite de mon seul chef. Effectivement, le lendemain matin, mardi 22 juin, je reçois un messenger de Lyon qui m'informe que dans les 48 heures je recevrai une carte d'identité avec mon nom de guerre « Christian de Gourbe ». Selon toute vraisemblance, je devrai rejoindre Périgueux. En attendant, je dois impérativement faire comme si de rien n'était. Midi, déjeuner en famille, et l'après-midi, je mets un peu d'ordre dans mes affaires scolaires, n'ayant pu le faire le lendemain du bac. 16h15 : un coup de sonnette. Deux inspecteurs de police, sur ordre du Préfet viennent me notifier mon arrestation pour rejoindre le camp de Saint-Paul-d'Eygeaux en Haute-Vienne. En attendant le train, ils me déposent au commissariat, où je retrouve Marcel Cochet qui a eu la même notification. A 18 heures, on apprend que notre départ est reporté... Alors recommence une nouvelle attente. A 20 heures, on nous annonce que cette mesure est ajournée. C'est une nouvelle nuit au commissariat de police ce mercredi 23 juin. L'attente et surtout les incertitudes commencent à nous peser, la garde a été renforcée. Le Préfet et son chef de cabinet veulent manifestement notre arrestation pour l'exemple, tant auprès des adultes que des jeunes. Mais nous allons encore attendre combien de temps ? Pour aller où ? Combien de temps ? Les griefs reprochés tant à l'un qu'à l'autre sont trop faibles pour une action d'éclat de « l'autorité préfectorale ». Nous pensons à tout cela, quand vers 15h30, on nous emmène devant le juge d'instruction. A 16 heures, présentés au parquet, on nous notifie notre arrestation. Pour ce qui me concerne, le Préfet a gagné

contre la justice. Du palais, je rejoins avec Marcel Cochet la prison de Bourg sans ressortir dehors. Alors commencent les formalités d'écrou. A noter que le gardien-chef de l'établissement est Monsieur Franchi, dont l'un des fils, Martin, est élève à Lalande en classe de terminale et lui aussi membre très actif de notre réseau. Notre accueil à la prison est très correct. Il est vrai que nous n'appartenons pas au milieu de leurs clients habituels. Après avoir abandonné au greffe tout ce que nous ne pouvons continuer d'avoir sur nous, papiers divers, couteaux, etc., on nous dirige sur ce qui sera dorénavant notre domicile. Toutefois, pour ne pas nous mélanger aux « droits communs », on nous mène à 18h30 dans une chambre à part, où se trouve déjà Marcel Thenon. Pour nous, ce sont des retrouvailles. Je retrouve mon ami Marcel, arrêté après le coup de main sur les fiches de départ du STO. Marcel Cochet retrouve un de ses élèves en éducation physique. Le repas du soir nous est apporté peu après notre arrivée. Et ce sera tardivement, après l'échange d'autres nouvelles, que nous trouverons le sommeil.

### **Jeudi 24 juin 1943**

Nous sommes trois dans cette chambre, nous organisons notre vie en dehors des autres détenus. Pas de travail et sortie dans la cour seuls. Les autres sont dans des ateliers où ils sont rassemblés et la nuit dans des cellules à trois ou quatre. Pour nous, nous restons toute la journée dans notre chambre, sauf le temps de la promenade. Il est impératif de s'occuper. Tout de suite, je demande à mes parents de me faire passer quelques livres de ma bibliothèque, que je n'ai pas encore lus. En outre, celle de la « maison » est là.

Le vendredi 25 est identique au jour précédent. Mais déjà certains gardiens sont plus proches de nous. Ils ne disent rien, mais on le sent. Alors nous leur demandons des nouvelles de la guerre, ou de Bourg qui souffre de plus en plus des restrictions, des exactions de la milice et de la présence des Allemands. Le samedi 26, des bruits nous parviennent annonçant une nouvelle intervention de la PJ de Lyon à Bourg. Vers 16 heures, Thenon descend à l'infirmerie avec son paquetage. Pourquoi ? A 19 heures arrivent dans notre chambre trois nouveaux pensionnaires : André Pignier, fils de François, patron d'une entreprise de couvertures, dont la famille est très impliquée dans la Résistance avec Pioda, André Groby, patron d'une entreprise de serrurerie, marié et père d'une petite fille et qui habite rue du Point du jour, et Monsieur Chiamberti père, patron d'une entreprise de garnissage automobile, installée rue Littré. Mais à peine sont-ils installés que Marcel Thenon remonte et ordre m'est donné de descendre à l'infirmerie avec toutes mes affaires. J'y trouve l'infirmier, Berniquet, ou tout au moins celui qui fait fonction d'infirmier. Il n'appartient pas aux détenus pour faits de Résistance, mais il ne me donne pas l'impression d'appartenir aux habitués de la maison. Il m'indique ma chambre, tout à côté de l'infirmerie, vide en ce moment. Je dois en principe l'aider lors de la visite médicale du Docteur Léger, médecin de la prison, et aussi de l'Hôtel-Dieu que je connais un peu, l'hôpital étant situé face au domicile de mes parents. Après un repas rapide, la soirée me semble longue. Je suis seul et éloigné de mes camarades. Je n'ai rien à échanger avec Berniquet, sauf quelques anecdotes sur le fonctionnement de la maison.

**Dimanche 27 juin 1943**

Je me pose toujours la question : pourquoi suis-je ici à la place de Marcel Thenon ? On a sans doute voulu nous séparer, par ordre de qui ? Et dans quel but ? En savoir plus sur nos relations ? Jamais nous ne serons interrogés à ce sujet soit individuellement, soit lors d'une confrontation. De plus, il n'y a pas de problème de place dans la chambre. Je n'aurai jamais l'explication. En attendant, l'arrivée à l'infirmerie d'un détenu fraîchement emprisonné, « Popovic », d'origine russe m'occupe un peu. Il faut essayer de le comprendre et tenter de l'éloigner de la mini-pharmacie, car il manifeste un goût très marqué pour l'alcool à 90 degrés, non pour les plaies, mais pour le boire !

L'après-midi, nous avons la visite d'un gardien, je lui rends compte de mes observations sur le « malade » de l'infirmerie. Il écoute, distrait et me demande de le suivre. Nous quittons l'infirmerie et montons à la chambre, où nous retrouvons Marcel Cochet, Marcel Thenon et André Groby. Monsieur Chiamberti a été relâché la veille. Ainsi puis-je passer l'après-midi avec mes amis et je ne rejoins l'infirmerie que le soir pour la soupe. Cette après-midi m'a redonné du tonus et la nuit se passe mieux.

### **Lundi 28 juin 1943**

La journée est marquée par un vaste branle-bas : une arrivée de six nouveaux pensionnaires. C'est exceptionnel dans un tel établissement où les admissions sont presque toujours individuelles pour les incarcérés de droit commun. Cet « arrivage » est le fruit des arrestations opérées par la PJ de Lyon enquêtant à Bourg. Ainsi arrivent à la prison de Bourg : Gaston

Zurcher, un adulte que je ne connais pas, Roger Desmaris de Bourg qui appartient à un groupe franc de même que Robert Venet et Bobby Gayot. Arrivent également André Chiamberti (dont le père avait été arrêté par erreur) et Jean Falconnier, employé comme apprenti ferrailleur chez M. Groby et chez qui on a trouvé des tracts dans le vestiaire. Tous sont installés dans les pièces du haut comme « détenus politiques ».

### **Mardi 29 juin 1943**

Rien à signaler, le train-train continue. Je ne pense même pas que j'ai 19 ans ce jour-là. Mais d'autres y ont pensé et je reçois une carte d'anniversaire. Elle est anonyme, mais je pense qu'elle émane des filles de ma promotion scolarisées à Quinet et qui connaissent ma date de naissance. Mais peut-être que je me trompe ?

### **Mercredi 30 juin 1943**

J'apprends le soir que Marcel Thenon a quitté la prison de Bourg pour celle de Lyon Saint-Paul.

## **Jeudi 1<sup>er</sup> juillet 1943**

Dès le matin, on vient me chercher pour remonter à la chambre où se retrouvent Zurcher, Pignier, Venet et Desmaris. La journée passe vite, car nous avons beaucoup de choses à nous dire. Ils m'apportent des nouvelles de copains qui sont toujours dehors, mais surtout des informations sur cette dernière semaine à Bourg et dans les environs : il s'agit des actions de la Résistance, mais aussi celles de la milice, autant d'informations que nous n'avons jamais.

## **Vendredi 2 juillet 1943**

Rien à signaler. J'en profite pour mettre à jour ma fiche où j'inscris les faits marquants de la journée. Je lis aussi des livres que mes parents ont pu me faire passer par un colis accompagné d'une lettre d'Henri Pécheur, élève non-normalien. A 15h30 arrivent six nouveaux pensionnaires : Georges Hartz, un camarade de classe de l'école primaire, René Barnez, un copain de Carriat d'il y a deux ans, Roger Perret que je connais bien, Claude Perrin lui aussi un voisin, ami depuis la maternelle, enfin Gauthier, pour moi un suspect lorsque Thenon a été interpellé et Riss, un inconnu. Cinq sur six sont au FUJ et Gauthier, consciemment ou inconsciemment n'est-il pas à l'origine de leurs arrestations ? Personne n'est plus là pour le dire. Mais cet arrivage de six nouveaux détenus pose un problème de logement. Il faut loger seize personnes que l'on ne peut mélanger avec les « droit commun ». Tout de suite, deux pièces du haut qui

communiquent entre elles sont mises à la disposition des seize arrivants : huit dans chaque pièce, huit lits alignés, têtes au mur avec un passage minimum entre les lits, tel est l'état des lieux. Dans un angle, près de la fenêtre très haute qui donne sur la cour de la prison, un wc, un simple trou, muni d'une chasse d'eau et séparé des lits par un muret d'une hauteur d'un mètre. Au mur, un robinet d'eau. Ainsi, tout le monde participe à la vie quotidienne de chacun. C'est l'hygiène que l'on nous impose...Et en allant dans l'autre chambre, on bénéficie de la même promiscuité. Enfin, l'affectation est faite par l'administration pour la première chambre : Marcel Cochet, André Groby, Paul Pioda, Gauthier, Roger Perret, Claude Perrin, Georges Hartz et Riss. Dans l'autre pièce, nous trouvons : René Barnez, André Chiamberti, Roger Desmaris, Robert Venet, Zurcher, André Pignier, Jean Falconnier et moi-même. Le fait d'être ensemble nous permet d'oublier les très mauvaises conditions de vie qui nous sont imposées. Pour le lecteur d'aujourd'hui, que sont devenus ces seize « terroristes », comme les baptisaient la presse et la radio de l'époque ? Riss a disparu par la suite, de même que Gauthier. Barnez, Hartz, Perrin, Desmaris et Zurcher réussirent à s'évader de la prison de Bourg. Blessés plus ou moins grièvement, ils rejoindront le maquis et participeront à la libération du département. Cochet, Groby, Pioda, Perret, Chiamberti, Pignier, Falconnier et Morin, jugés par un tribunal français, seront déportés en Allemagne ; disparaîtront dans les fours crématoires Groby, Pioda, Chiamberti et Pignier. Venet et Gayot réussirent leur évasion, mais repris plus tard, ils seront lâchement assassinés par la milice. Mais en ce dimanche 4 juillet 1943, premier jour où nous nous retrouvons tous, personne ne sait et personne ne pense à ce que sera demain, sinon pour marquer son total engagement et mieux encore pour participer aux futurs combats qui entraîneront la libération de notre pays. Réunis, nous nous sentons plus forts face à l'adversité. Et ce

dimanche là, nous organisons donc un concours de belote auquel tous participent. C'est presque une belle journée.

### Lundi 5 juillet 1943

Emmené au parquet et menotté comme il se doit, je suis confronté à Paul Pioda. Pour moi, comme pour lui, c'est une surprise. Bien sûr, au cours des interrogatoires, son nom a été évoqué. J'ai toujours reconnu que je le connaissais pour les échanges de livres scolaires et pour ses expositions de peinture dans ses vitrines du magasin. Mais j'ai toujours nié, et c'était la vérité, d'avoir des contacts fréquents avec lui dans le cadre de la Résistance. De fait, cette confrontation ne donna aucun résultat. Et nous avons regagné nos chambres comme nous en étions sortis. Les mardi 6 et mercredi 7 se déroulent sans incident notoire. C'est le modèle type de la journée calme : lever tôt le matin - mais peut-on faire autrement avec une telle promiscuité-toilette l'un après l'autre, sortie dans la cour, promenade et gymnastique avec Marcel Cochet évidemment, puis retour dans la chambre où nous occupons notre temps à lire, écrire et à jouer aux cartes. Parfois, nous échangeons sur l'actualité, la vie à Bourg et les suites de la guerre. Perspectives ? Notre train-train journalier est parfois interrompu par l'entrée d'un gardien venant chercher l'un ou l'autre pour une visite au parloir. Mais parfois, une nouvelle extérieure nous parvient, même de la part de certains de nos gardiens qui désapprouvent notre détention. Le 6 ou le 7, je reçois une lettre de Marcel Thenon datée du 4. Il est à Lyon, à la prison Saint-Paul, dont il décrit la vie, mais il m'annonce encore son passage devant le tribunal spécial le 8 juillet. Il espère revenir à Bourg, sans doute pour purger sa peine. Il me demande de donner de ses nouvelles à tous, ce que je fais avec plaisir.

Ainsi le jeudi 8 juillet, 21<sup>ème</sup> jour de mes vacances sous les verrous, nous apprenons que Marcel Thenon transféré à Lyon depuis huit jours, est passé devant la Cour spéciale. Il a écopé de quatre ans de prison. Cela nous fait rire, car nous sommes certains que cette sale guerre sera bientôt terminée, bien avant même la fin de l'année. Après le cuisant échec de Stalingrad, les armées allemandes reculent et chaque jour nous faisons le point sur notre carte d'Europe. Il en est de même face aux armées japonaises opposées aux Américains et aux Britanniques. Mais notre espoir vient d'Afrique du Nord. A quand la traversée de la Méditerranée ?

Le 9 juillet RAS. Mais le 10 juillet, le débarquement en Sicile confirme nos espoirs. Les Russes à l'Est, les Anglo-Américains avec les FFL au Sud : l'étau se resserre, la libération se rapproche, notre moral est bon.

Nouvelle lettre de Marinnet et de Guettet datée du 8 juillet ; c'est bon pour le moral. Le dimanche 11 juillet est marqué par l'organisation d'un concours de belote, puis de rencontres aux dames, et c'est nouveau, des chants font leur apparition et certains d'entre nous ont vraiment du talent.

### **Lundi 12 juillet 1943**

Voilà un jour qui s'annonce comme les autres. Le beau temps et la chaleur sont là ; c'est l'été qui commence, ce sont aussi les vacances. Pour certains. Mais dans notre geôle, nos pensées vont ailleurs : d'abord sur les fronts de guerre, où nos Alliés avancent. Où sont-ils ? Que vont-ils faire ? Quand pourrons-nous les rejoindre ? Et cela nous ramène à Bourg, où les actions contre les collabos s'intensifient, où la presse clandestine

se multiplie, apportant même des nouvelles locales. Et ce jour, comme les autres, va connaître une digression. Vers 8 heures, des bruits de scie et de marteau se font entendre tout à côté de nos chambres. Un aménagement nouveau ? C'est bien possible. Un renforcement des fenêtres du couloir donnant sur la rue du Palais ? Encore possible. Le suspense va durer jusqu'à la sortie du premier groupe. Immédiatement, les copains viennent m'informer qu'il s'agit de l'entreprise Brochand, entreprise de menuiserie, rue de la République à Bourg, dirigée par Amédée Brochand, grand mutilé 1914-1918, dont la fille, madame Montpeyroux est ma marraine. Et pour effectuer les travaux, il y a mon frère aîné Jean, prisonnier de guerre évadé, qui vit cependant toujours sur le qui-vive. Il appartient à « Libération ». Les gardiens ont vite compris le lien et comme la plupart partagent nos idées, je peux rencontrer mon frère plusieurs fois. Les copains le chargent aussi de commissions pour leur femme, leurs enfants et leur famille. De plus, il nous apporte des nouvelles fraîches.

Le mardi 13 juillet, Jean revient et sous prétexte de travaux entre nos deux chambres, les portes lui sont ouvertes, alors que nous sommes derrière les barreaux. Il peut informer l'extérieur sur les conditions très précises dans lesquelles nous vivons. Il sert de facteur pour certains. Dans la journée, nous descendons par petits groupes pour prendre des photos individuelles. En fin d'après-midi, mon frère repart avec des lettres qu'il distribuera aux familles, des plis avec des informations que l'on ne peut dire au parloir toujours sur surveillance.

## Mercredi 14 juillet 1943

Depuis hier, on réfléchit à la manière de marquer cette date qui nous est chère : c'est la fête de la Liberté, de la République, deux valeurs pour lesquelles nous nous battons, ce qui nous vaut d'être sous les verrous. Nous voulons souligner ce jour sans que notre manifestation ne provoque l'éclatement du groupe uni que nous formons et sans qu'il y ait de mesures prises à l'égard des gardiens dont la majorité nous est favorable. Ils n'hésitent pas à nous aider quand ils le peuvent. Finalement, c'est à 8h30 alors que nous sommes tous dans la cour, et sous le regard attentif des « droit commun » dans leur cellule, que nous respectons, bien alignés, une minute de silence. Puis nous reprenons ensuite nos promenades sportives, ainsi que les séances d'éducation physique. De retour dans nos dortoirs, nous organisons des jeux et des chants viennent agrémenter la journée. Le soir, comme une sorte d'apothéose, une bombe explose en centre-ville : les copains font encore du bon boulot !

Le 15 juillet, journée calme, comme tout lendemain de fête.

Le 16 juillet, coup de théâtre : fouille générale alors que nous sommes tous dans la cour. Sans doute un ordre de l'extérieur suite à un bruit ? Qui sait ? Toujours est-il que rien n'est découvert. Ce même jour, arrive une lettre de Martin Franchi, fils du directeur de la prison, qui vient de rejoindre les Chantiers de Jeunesse. Il trouvera une mort glorieuse avec son jeune frère lors des combats de la libération du département à Trébillet en août 1944.

## **Samedi 17 juillet 1943**

Je change de chambre, mais on me dit que cela sera temporaire. Le même soir, la garde est renforcée. Circule-t-il à l'intérieur les rumeurs d'une évasion ? C'est possible, surtout avec le nombre de « détenus politiques », qui augmente chaque semaine après les arrestations opérées à Châtillon-sur-Chalaronne, Vonnas et Bourg. Sans être annoncée clairement, la confirmation se produit le lendemain. En même temps que je retrouve ma place avec mes camarades, je remarque que la garde de jour est considérablement renforcée. Est-ce que ce remue-ménage à l'intérieur a des conséquences sur les cuisines ? En tout cas, tout le monde a la « courante », ce qui pose un grave problème. Un seul wc pour nous tous, ouvert à tous vents ! Outre le problème de place, s'ajoute désormais celui des odeurs !

Le mardi 20 juillet, on nous annonce que la gymnastique dans la cour est supprimée et interdite. La sortie dans la cour, peu ensoleillée et froide, reste autorisée. Autre nouvelle : les colis seront contrôlés et les denrées trouvées à l'intérieur seront sondées. Au cas où... Nouvelle lettre de Jean Marinet (20/07). Tout est fouillé dans les colis ; on recherche un couteau, une lame, des médicaments dangereux ou tout simplement une lettre clandestine.

## **Mercredi 21 juillet 1943**

Marcel Cochet est désigné, par l'administration pénitentiaire, comme prévôt de nos deux chambrées : voilà donc un responsable en cas d'infraction. En ce qui nous concerne, il

semble que la vie ici va changer. La discipline va se durcir et les relations aussi avec les gardiens, du moins en apparence. A peine la nouvelle concernant notre ami Marcel est-elle connue, que l'on nous informe que les colis venant de l'extérieur sont désormais interdits. Alors là, la réaction va aussi se durcir. Tout notre approvisionnement en denrées comestibles est compromis ! Mais c'est surtout pour beaucoup la fin des cigarettes supplémentaires, celles qui permettent de passer le temps en pensant à la liberté, au lendemain, etc. Chacun se pose des questions, quand on nous annonce l'arrivée du gardien-chef. Accompagné de deux gradés, il entre dans nos chambrées. Réunis et attentifs, nous écoutons « l'affaire des colis » : des objets interdits en prison auraient été saisis, dans certains paquets. Aucun nom n'est cité et nous ignorons à quelle communauté ils étaient adressés. Pour conclure, il nous annonce que l'interdiction n'est que temporaire.

En effet, le lendemain jeudi 22 juillet, les gardiens nous informent que le service des colis est rétabli, mais que les boîtes closes à l'intérieur sont interdites. Si l'on en trouve, elles sont saisies et aussitôt détruites. Quant au destinataire, il est puni.

Le vendredi 23 n'apporte rien. La vie dans nos chambrées continue : pour certains de la lecture, arrivée grâce aux colis ; pour d'autres l'écriture. Je me souviens toujours des poèmes extraordinaires, écrits par Michel Pesce, sculpteur sur bois, chef d'un groupe franc très actif à Bourg. Les jeux de cartes rassemblent toujours les mêmes, un peu désœuvrés dans cette promiscuité. Et l'on sent chez certains un besoin de bouger qu'interdit la surface de nos chambrées, d'où une certaine tension qui s'installe insidieusement, accrue par le poids de la discipline imposée. Du reste, ordres et contre-ordres se succèdent sans cesse. Jeudi, on nous informait de l'interdiction des boîtes pour contenir nos vêtements ou des boîtes de nourriture. Le samedi 24 juillet, trois jours plus tard on nous informe que les boîtes sont

permises, à condition qu'elles soient étiquetées, ce qui a toujours été le cas. Ce même jour, lettre de René Lethenet élève de ma promotion, qui sera arrêté et déporté en 1944.

Le dimanche 25 est agrémenté par une querelle assez vive entre Berniquet et Popovic. Berniquet, délégué à l'infirmerie, doit accueillir ce Russe arrivé récemment à Bourg on ne sait comment, et qui a été incarcéré pour défaut de papiers d'identité. En arrivant à l'infirmerie, il veut imposer ses choix de résidence et de soins, d'où une altercation assez vive que tout le monde peut suivre. Voilà une façon comme une autre de passer le temps un dimanche après-midi...?

Le lundi 26 juillet 1943

Après une nuit rendue pénible suite à une indigestion, nous apprenons la démission de Mussolini. Cela nous reconforte particulièrement. L'axe Rome-Berlin est cassé. La journée se déroule autour de cette information et de ses conséquences, tout au moins celles auxquelles nous pensons, car dans l'après-midi, un gardien vient me chercher pour être présenté au juge d'instruction. Là, je retrouve les membres de la sizaine de Carriat, dont les noms ont été donnés à la police par Houppert lorsqu'il m'a dénoncé. J'y retrouve René, mon plus jeune frère, Roger Pollet, Jean Boujon et deux autres, mais pas de Houppert. Je confirme avoir remis un exemplaire de « Libération » à Houppert, mais nie toute organisation réalisée ou en voie de l'être. A l'issue de cette courte rencontre, les jeunes rentrent chez eux, en attendant d'être convoqués au tribunal spécial de Lyon, et moi, je rejoins ma chambrée à la prison.

Le lendemain, mardi 27 juillet, nouvelle confrontation entre Roger Desmaris, Marcel Cochet et un certain Monsieur. Gay, mais tout cela ne donne pas grand-chose.

Mercredi 28 juillet. La grande nouvelle est la dissolution du fascisme en Italie. Pour nous, c'est jour de fête, car dans nos « petites têtes », nous pensons que dissolution signifie disparition. Il ne faudra pas attendre longtemps pour comprendre que si le fascisme est dissous, les fascistes, eux, sont toujours au pouvoir et encore plus durement. Ainsi les jours se succèdent à la prison avec des hauts et des bas. Mais à partir de ce mercredi, j'arrête les notes manuscrites devenues trop compromettantes en cas de découverte. Je continue de recevoir encore des lettres de copains tous résistants :

- le 29 juillet d'André Fillatre, un voisin de mes parents qui fera le maquis avec les FTP,

- le 3 août de Régis Pannetier, un de la promotion, résistant à Chavannes -sur-Reyssouze,

- le 5 de Gilbert Guillard, mon fils de promotion, et qui sera le Commandant en second de la 5<sup>ème</sup> Cie FUJ des maquis de l'Ain,

- le 12 août de ma cousine Colette Vugnon de Montracol,

- et le 13 août de Roger Guettet de Bellegarde de la promotion après la mienne et qui sera un brillant résistant et maquisard.

Autant de lettres qui me donnent un moral d'acier. J'ai même, pendant cette période, tenté d'écrire un poème. Mais cela fut sans suite, car je ne pus traduire ce que je voulais exprimer.

Toutefois à cette époque, se trame une affaire qui aurait pu changer le cours de ma vie et celle de certains autres. En effet,

en intégrant la prison de Bourg en 1943, j'ai eu le plaisir de retrouver un jour à l'infirmerie Mademoiselle Thérèse Sommier, assistante sociale de la prison, sans doute à titre bénévole. C'est elle qui m'avait fait le catéchisme dans mon enfance. Toute dévouée à notre cause, elle sera un lien permanent avec nos familles. Elle travaille en collaboration avec le Docteur Léger, jeune médecin de l'Hôtel-Dieu et que je rencontrais chez mon coiffeur où il se faisait raser tous les matins. Plusieurs fois, il m'a parlé de ma libération, lors des visites à l'infirmerie. En ce début d'août, il m'en parle de nouveau et un matin avec Marcel Cochet, nous propose de nous envoyer à l'Hôtel-Dieu. Pour cela, il faut trouver pour chacun un motif valable qui nécessite une hospitalisation. En outre, il faut que les interventions immobilisent les deux patients un nombre de jours sensiblement identiques. Enfin qu'ils soient ensemble en état de s'évader de l'Hôtel-Dieu pour rejoindre le maquis. Après réflexion, Marcel sera opéré d'un panaris qu'il doit se provoquer. Ce sera une plaie qu'il se fait à la main et qu'il infecte volontairement. Quant à moi, il s'agira d'une opération douloureuse des hémorroïdes. Tout est prêt avant le 15 août et on nous transfère en ambulance à l'Hôtel-Dieu, à deux pas de chez moi. Nous sommes installés tous les deux dans une chambre spéciale, réservée aux prisonniers. Elle communique avec la chambre occupée en permanence par un policier. Elle dispose aussi d'une sortie directe sur les autres services. Nous sommes au dernier étage, à plus de dix mètres au-dessus d'un jardin intérieur. Nous apprécions malgré tout un certain confort que nous n'avions pas en prison !

Le lendemain matin, après une préparation sommaire, on nous dirige au bloc opératoire. Pour moi, une surprise m'attend : le chirurgien qui est déjà là, est le docteur Vernaud, qui plus tard, dirigera une importante clinique à Bourg. Il a fait venir tous les internes, car, pour la première fois, il va endormir seulement la partie à opérer. Il s'agit d'une rachianesthésie, une piqûre dans la

colonne vertébrale, délicate à réaliser. Tout le monde suit attentivement le geste du praticien, le temps passe, peut-être des minutes. Je suis toujours lucide, je réponds aux questions, mais le bassin et tout le bas du corps ne répondent plus. L'opération peut commencer. Tout se passe comme prévu et une heure plus tard, je rejoins la chambre sur un brancard roulant. Marcel Cochet est déjà là avec un pansement énorme à la main. En fin de matinée, l'ensemble de mon corps redevient sensible, je pourrai marcher. Je ne peux m'alimenter, car un pansement interdit tout transit... Ce n'est que le 20 août que celui-ci est enlevé et que je peux m'alimenter normalement. Surtout, je peux mettre mes jambes par terre. Dans deux ou trois jours, nous pourrons partir, c'est-à-dire mercredi prochain, en profitant de l'animation et de la forte circulation de voitures hippomobiles venant à Bourg pour la foire.

Nous nous préparons, l'aide extérieure étant assurée. Mais soudain, le 22 août, très tôt le matin, nous entendons du remue-ménage à notre étage. Brusquement la porte s'ouvre et l'on nous fait sortir rapidement. Marcel Cochet doit s'habiller. Quant à moi, on m'installe sur une civière, un agent de police rassemble mes vêtements et mes affaires de toilette. Il n'y a plus de doute, on nous emmène. Pour aller où ? Et pourquoi ? Nous l'ignorons encore.

Un fourgon de police nous attend au rez-de-chaussée et là nous apprenons que nous revenons à l'infirmerie de la prison, suite à une tentative d'évasion de cet établissement pénitentiaire. Elle a mal tourné, il y a plusieurs blessés graves qui vont prendre notre place à l'hôpital. Pour nous deux, l'opération visant à nous libérer est renvoyée. Bien que très gravement atteints, nos successeurs auront plus de chance, puisque le maquis viendra les délivrer dans la nuit du 8 au 9 octobre. De retour sur place, nous apprenons donc que cette tentative s'est déroulée la veille au soir, mais qu'il y a eu échec pour ouvrir la porte. La tentative a eu lieu

en sautant du mur séparant la prison du parc de l'hôtel de l'Europe. Deux ou trois ont réussi à s'échapper dont Zurcher et Barnez. Quatre ou cinq sont assez gravement blessés, suite à leur chute de plus de dix mètres sur un sol très dur. Quant aux autres, ils sont toujours là... Je reste quelques jours à l'infirmerie avec un suivi particulier et un régime spécial pour mon transit intestinal. A la prison, le régime carcéral a changé. Même manquée, cette évasion a eu pour conséquence de réduire fortement les échanges entre chambrées de « détenus politiques » ; le courrier est limité et surveillé, les colis sont ouverts et contrôlés, même si les gardiens qui nous étaient favorables, le sont toujours autant. En effet, ils doivent maintenant se méfier. Pour ma part, je ne peux plus tenir mon modeste journal relatant les faits nouveaux et exceptionnels. J'envoie même une lettre à mes parents le 13 septembre pour obtenir des livres et certains objets, car le nombre des parloirs a vraiment diminué. Heureusement, j'ai la visite à l'infirmerie du Docteur Léger qui me donne toutes les nouvelles de l'extérieur et surtout sur ce que la presse n'écrit pas quant à l'atmosphère en ville. Puis c'est le retour auprès des copains. On parle de plus en plus de notre départ pour Lyon, afin d'être jugés. Les journées paraissent interminables. Même si nous avons la chance d'avoir vue sur le ciel extérieur, nous restons toujours enfermés. Je lis beaucoup, je réponds à toutes les lettres des copains du Lycée et d'ailleurs ; on discute, on refait le monde tous les jours. Heureusement qu'il y a le courrier et les parloirs avec l'arrivée des nouvelles fraîches que nous partageons. Enfin, le 8 octobre, on nous annonce le transfert d'une partie des détenus de Bourg à la prison Saint-Paul de Lyon. La soirée se passe à trier ce que nous devons emmener et à rassembler tout ce qui doit être rendu à nos familles, des livres, mais aussi des lettres et mes quelques pages sur la vie quotidienne à la prison burgienne. Malgré l'incertitude sur ce qui nous attend à Lyon, nous sommes presque heureux de quitter ces lieux, d'autant plus que Marcel Cochet m'a

glissé dans l'oreille que la Résistance avait été informée de notre transfert. Il n'est donc pas impossible que notre convoi soit attaqué pour nous libérer.

Le 9 octobre 1943, les partants sont rassemblés. Une fois les formalités administratives réglées, nous prenons place dans des véhicules de la gendarmerie, menottés, bien encadrés, avec nos baluchons de linge et surtout nos affaires de toilette. C'est un départ sans problème, le convoi prend la direction de Lyon en passant par la route de Chalamont ce qui n'est pas le trajet habituel pour relier les deux villes. Est-ce pour déjouer une attaque possible ? Toujours est-il que nous arrivons sans encombre à la prison Saint-Paul. Fini notre palais du nom de la même rue. Nous voilà dans un univers carcéral gigantesque.

Extrait d'une lettre envoyée à Roger Bouvet le 24 octobre 1943 : « ...donc huit jours avant vous, nous avons à notre manière, fait « la rentrée » à Saint-Paul. Mais une drôle de rentrée, presque clandestine, au matin d'une belle journée, dans une immense prison, qui a tout du film américain. Mais ce serait beaucoup trop long pour te faire ressentir le « formidable » qu'on éprouve dans « l'Hôtel aux douze colonnes ». Tout cela je te l'expliquerai quand on se reverra à Bourg. Il s'agit d'une salle centrale ronde supportée par douze colonnes, semblable aux rayons d'un immense cercle. Tu as les bâtiments qui contiennent les cellules et entre deux bâtiments consécutifs une cour limitée sur l'extérieur par un mur, absolument lisse et très haut ».

## Lyon : Prison Saint-Paul

Après le choc provoqué par l'énormité des bâtiments cependant construits avec une certaine recherche architecturale, nous constatons immédiatement que notre vie va profondément changer dans cette «Maison ».

A Bourg, on a paré au plus pressé. L'établissement recevait exclusivement des « droit commun » en attendant leur jugement. La nuit ils sont en cellule à trois, quatre voire cinq. Le jour, ils sont dans des ateliers où certains travaillent pour gagner quelque argent utile pour améliorer l'ordinaire. L'arrivée de détenus politiques, qu'il faut séparer, crée des difficultés de logement. Des locaux doivent être rapidement aménagés pour y entasser les nouveaux arrivants. C'est ce que nous avons connu pendant près de quatre mois. A Saint-Paul, finies les communautés : c'est le régime des cellules avec un à cinq détenus, regroupés selon l'âge, l'origine ou tout simplement selon la date d'arrivée. Finies les grandes discussions qui suivent les informations glanées aux parloirs. Et pourtant, on arrive à échanger entre les cellules. Quand ? Au moment des allées et venues pour se diriger dans la cour qui correspond au bâtiment, et aussi d'une cellule à l'autre, par une sorte de téléphone en morse.

Ainsi apprenons nous qui sont nos voisins, pourquoi ils sont là. On échange également des informations sur la vie extérieure. Mais ce mode de transmission est long et peut-être dangereux. Avec l'éloignement, les visites au parloir se font rares. Par contre, nos échanges par lettres seront beaucoup plus fréquents, mais soumis à la censure permanente. Il faudra lire les informations entre les lignes.

Aucune des lettres reçues de mes parents ou de mes copains ne sera restituée à ma famille après mon départ de Lyon puis d'Eysses. Heureusement, ma mère a conservé scrupuleusement toutes celles que j'ai expédiées à ma famille, quatorze depuis Saint-Paul et une trentaine depuis Eysses. A mon arrivée dans cette nouvelle prison, je suis affecté provisoirement avec quatre autres Burgiens à la cellule D33, c'est-à-dire la cellule 33 du bâtiment D. C'est le minimum pour accueillir cinq personnes, mais on nous informe que c'est seulement pour quelques jours. Si la cellule est étroite, par contre elle est haute et le seul regard apportant un peu de clarté naturelle est un vasistas étroit, très haut et bardé de croisillons en fer épais. L'administration est étrangement muette sur les colis et les lettres que l'on peut recevoir. Quant aux parloirs, ils sont interdits, jusqu'à nouvel ordre. Les journées sont longues, nous n'avons pas grand-chose à lire. Tous nos ouvrages sont restés à Bourg, ils seront rendus à nos familles. Heureusement au bout de quatre jours, le 13 octobre, nous changeons de cellule et transportons nos affaires à la F 115. Une cellule bien différente de la précédente, peut-être un peu plus grande en plus de la porte d'entrée munie d'un regard qui fait aussi passe-plat. Elle est équipée, sur le côté gauche, en entrant d'un autre regard assez vaste permettant de voir la totalité de la cellule. Ce regard est pour l'instant totalement fermé. Nous apprendrons quelques jours plus tard que cette cellule est celle des condamnés à mort, le regard supplémentaire étant celui du gardien, qui « 24 heures sur 24 », de son local attenant, a la garde, et peut-être aussi la sauvegarde, du condamné à mort avant son exécution. Cette cellule aurait servi il y a peu pour un jeune résistant qui fut guillotiné....

Quant à la vie, elle est pour nous identique. Je suis avec Paul Pioda, Marcel Cochet et deux autres Burgiens, Lusy et Falconnier. La cellule est propre et nous avons le plaisir, chaque nuit, d'avoir la visite d'une petite souris. Elle agrmente les

intervalles entre deux alertes ou le sifflement de deux trains, entrant en gare de Perrache toute proche. La journée se passe à lire, car nous avons accès à la bibliothèque, et lorsque les jambes le réclament, Marcel nous apprend à danser... sans musique ! Tout cela contribue à maintenir le moral et l'espoir d'un retour proche et même quelquefois, ce moral à toute épreuve m'autorise à écrire des lignes qui auraient pu être sanctionnées comme :

« Ici, nous n'avons besoin de rien. La seule chose qui nous manque, la Liberté, nous l'aurons bientôt, malgré certaines gens bien intentionnées qui voudraient que l'on finisse nos jours en prison. Heureusement que cela ne nous fait pas peur... » (Lettre du 19/10/1943)

Lors d'un déplacement, j'ai même la chance de rencontrer Marcel Thenon. J'apprends peu après qu'il est passé au tribunal spécial, seul, les autres ayant réussi à s'évader du camp de Saint-Paul-d'Eyegeaux. Il a récolté six ans de réclusion pour la destruction du fichier du STO dans l'Ain. Quant à nous, nous attendons de voir nos avocats, et de connaître la date de notre passage devant le tribunal. Le 22 octobre, au matin, on nous annonce notre départ pour une autre cellule, la F 120. Nous rejoignons enfin une cellule normale, tout près de celle que nous occupions. Sans être superstitieux, nous apprécions de ne plus être dans la cellule des condamnés à mort. La veille, j'ai rencontré mon avocat, Maître Georges, de Bourg qui m'a annoncé que plusieurs affaires de l'Ain, dont la mienne, seraient soumises au tribunal spécial de Lyon, le 8 novembre à 9 heures. Luzy et Falconnier quittent provisoirement la cellule pour purger la peine de mitard qu'ils avaient eue à Bourg à la suite de la tentative d'évasion manquée. En attendant leur retour prochain, c'est un « politique » lyonnais qui nous rejoint dans la cellule. Le moral est excellent. On espère beaucoup des jours et des mois à venir. On le dit, mais aussi on l'écrit. Les lettres passent à la censure

(celle du 31.10.43 par exemple), mais rien n'est enlevé. Une simple observation au crayon : « pas de politique ». Et bien souvent un simple V pour bien montrer qu'elle a été vue, mais sans doute pas lue, à moins que le censeur ait la même opinion sur les jours à venir. La Toussaint est passée et nous voici le 8 novembre. Très tôt le matin, grand remue-ménage dans notre quartier. Nous sommes plusieurs à passer devant le tribunal de Lyon pour des affaires différentes. A huit heures, départ en car, enchaînés deux par deux. Direction : les quais de Saône, où sont situés les tribunaux. Nous sommes sous bonne escorte de gendarmerie, pour un trajet relativement court. Le bâtiment du palais de justice est majestueux, mais nous entrons sur le côté, à l'abri des regards de tous. Après un parcours intérieur de couloirs en antichambres, d'escaliers intérieurs en salles d'attente, nous arrivons enfin dans la grande salle d'audience, espace magnifique où notre groupe attend. Seuls approchent ceux qui passeront à la première affaire, c'est-à-dire nous... Quant aux autres, ce sera pour plus tard. Le tribunal, à 9 h 30, tout de rouge vêtu, fait son entrée. C'est pour moi un spectacle que je n'avais jamais vu et c'est vraiment impressionnant. Mais à peine ai-je le temps d'apprécier cette mise en scène, qu'une nouvelle m'arrive : le petit monsieur, là, au milieu, celui qui préside, c'est Monsieur Faure-Pinguely. D'après les Lyonnais et aussi les avocats, c'est le plus dur de tous les juges. Il est très redouté pour ses sentences. Même, il aurait fait exécuter il y a peu, un jeune homme pour un homicide qui ne lui était pas totalement imputable, et qu'il n'avait nullement souhaité.

La première affaire est menée rondement : lecture du procès-verbal des faits, interventions des avocats de la défense, coupées de remarques acerbes du Président. On a l'impression que tout est bouclé d'avance. Et puis c'est la lecture des sentences : une pluie de peines de prison, de temps de réclusion, dix ans, vingt ans, la perpétuité ! Qui dit mieux ? Lorsque mon

tour arrive, je suis surpris de ne pas voir Houppert, celui qui m'a dénoncé et les élèves de Carriat, pris dans l'affaire du tract concernant Jolyon, et autres miliciens de Bourg. Je suis confronté au tribunal spécial avec Marcel Cochet et Paul Pioda. Pourquoi ? Mystère. Avec Marcel, nous avons été arrêtés le même jour, mais nous n'avons aucun lien, en tant que résistant, même si l'on peut supposer qu'il y ait de solides attaches avec la Résistance. C'est sous la direction de Marcel Cochet, professeur d'EPS que nous chantions en plein centre-ville en allant au stade Louis Parant. Quant à Pioda, il est le fournisseur supposé des tracts. En fait, il y eut trois procès en un. Le tract incriminé a fait l'objet début juin 1943 d'une plainte en diffamation de la part de Monsieur Jolyon, professeur de lettres au Lycée Lalande. Dans la lecture des attendus, j'apprends avec surprise qu'il a écrit au tribunal pour demander quelque indulgence à l'égard du bon élève que je suis. L'affaire est encore menée rondement par le Président qui n'admet pas d'être coupé. En ce qui me concerne, je détenais un des tracts que j'avais distribués à d'autres élèves. Cela fera l'objet d'un autre procès. Mon avocat, Maître Georges plaide après son collègue Maître Quaire, défenseur de Pioda et de Cochet. Il faut dire que tous deux font preuve de beaucoup de courage face à un Président qui n'admet aucune remarque ou observation à son réquisitoire. Ils essaient de démontrer que ce que l'on nous reproche, n'est basé, sur aucun fait précis, que l'on nous prête des intentions, voire des faits inexistants. La plaidoirie se termine et il faut attendre le verdict. C'est alors que derrière moi, se lève une toute jeune avocate, si j'en juge à la robe qu'elle porte, qui demande la parole et qui, sans attendre l'autorisation du Président déclare : « Monsieur le Président, n'oubliez pas que les jeunes que vous condamnez aujourd'hui, sont ceux qui vous jugeront demain ! » Nous sommes stupéfaits. Personne n'avait remarqué son arrivée. Mais quel courage face à un Président aussi engagé pour appuyer les demandes de Vichy, de la milice ou de la

Gestapo. Personne n'ose applaudir, mais nous le pensons. Imperturbable, le Président se lève et sans la moindre allusion à cette intervention annonce les condamnations :

PIODA Paul : cinq ans de prison.

COCHET Marcel : six ans de réclusion.

MORIN Paul : deux ans de prison.

Aucune surprise, aucune réaction de notre part. C'est presque un soulagement. C'est fini. Cependant, je dois revenir avec les jeunes gens de Carriat et Houppert. Cette affaire ne sera évoquée au tribunal qu'en mai ou juin 1944. Je n'y serai pas ramené pour comparaître et entre-temps Monsieur Faure-Pinguely, le très redouté Président, aura été abattu par la Résistance. L'ensemble du groupe ne recevra qu'un avertissement. Il est vrai que parmi eux figure Houppert qui sera arrêté en juillet 1944 dans les rangs des maquis de l'Ain, puis fusillé, ayant reconnu être un agent de renseignement au service de l'Allemagne nazie. Avec Cochet et Pioda, nous apprendrons que nos familles sont condamnées à verser solidairement une amende de 112 000 francs, augmentée d'un autre élément de condamnation de 144 francs, plus un timbre quittance de 5 francs soit 12 149 francs diminuée de 1800 francs prélevés sur nos comptes de cantine de la prison. Lorsque nous quittons le banc des accusés, je réussis à dire deux mots à cette avocate, pour la remercier et lui souhaiter de réussir dans la voie qu'elle s'est fixée.

Le retour à Saint-Paul se déroule rapidement. Nous sommes soulagés. Pourquoi ? Je ne saurais l'expliquer. Je pense qu'à cet instant, nous estimons que notre peine donnée par un tribunal français se déroulera en France. Nous sommes en effet persuadés que la guerre est une affaire de quelques mois, et

certaines de notre libération prochaine par des groupes francs amis. Je retrouve la cellule F 120 et immédiatement avec mes camarades, nous évoquons la condamnation, le déroulement du procès, car ils doivent passer devant le tribunal spécial dans quelques jours. Ensuite, nous parlons de l'avenir, peut-être dans une prison centrale. Mais pour dix-huit mois qu'il me reste à faire, cela n'est pas certain. Toutefois, Saint-Paul est surpeuplé. Alors un départ ? Et où ? Et quand ?

Et les jours passent, toujours dans l'incertitude du lendemain, aggravée par les difficultés à nourrir tout le monde. Alors on augmente l'effectif de certaines cellules, qui désormais accueillent cinq, voire six détenus au lieu de un ou deux. Après le 15 novembre, les toilettes traditionnelles sont remplacées par un seau en tôle galvanisée. Le 22 novembre, une nouvelle fournée de Bressans passe devant le tribunal. C'est toute l'équipe de Vonnas avec Aimable Chaynes, les frères Fourrier, Lucien Monnier, ainsi que Perrin, Gauthier etc. Les journées sont marquées par l'attente de notre devenir, mais aussi par ce qui se passe à Bourg et dans l'Ain. Ainsi le 27 novembre, apprenons-nous le coup de mains des maquis contre le Chantier de Jeunesse des Venues, et le défilé des maquis de l'Ain à Oyonnax. De même, nous apprenons que le restaurateur de la Mitaine à Marlieux, celui qui a dénoncé aux Allemands la Trappe des Dombes avec ses dépôts d'armes, de munitions et de carburant, a été abattu par la Résistance dans son auberge. Autant de nouvelles qui nous fortifient dans nos croyances, d'une libération proche. Par contre, j'apprends avec beaucoup de peine, l'arrestation par la Gestapo de Lulu Pouchoy qui exploite un café tout près de chez mes parents. Seule une nouvelle m'irrite beaucoup, car je n'ai pas les moyens de répondre : Monsieur Jolyon, que j'avais remercié par politesse pour son intervention au tribunal, mais assez sèchement, a fait état de cette lettre à ses élèves en y ajoutant de nombreux paragraphes de son cru, en faveur du Maréchal. La propagande tue trop

souvent l'honnêteté. Immédiatement, je rédige une lettre à mes camarades du Lycée pour rétablir la vérité et leur demander de la montrer. Monsieur Jolyon n'a jamais montré la lettre envoyée, et pour cause...ce n'est pas ce qu'il avait dit. Le 4 décembre, un de nos camarades résistant est exécuté. Lors d'un engagement au maquis, et pour s'échapper, il avait fait prisonnier un gendarme, lui avait pris sa tenue et l'avait abandonné au froid, loin de toute habitation. Malheureusement, notre camarade a été repris, le gendarme est mort de froid ou des suites de ce fait. Condamné à mort, il a été guillotiné ce matin. La prison a été mise sous haute surveillance et dès cinq heures la nouvelle était connue de tous dans les cellules. Pourtant, la vie continue. Nous sommes de plus en plus déterminés à reprendre les armes. L'entraînement physique nous occupe de plus en plus pour être en forme dès la sortie. Avec Marcel Thenon, nous attendons notre passage devant le « Spécial » avec le groupe de Carriat. Mais quand ? Aucune idée à ce sujet.

Et subitement, le 8 décembre, grand branle-bas matinal dans la prison. Il s'agit d'un départ important de détenus pour une destination inconnue. Les gardiens courent de cellule en cellule, récupèrent les prisonniers qui doivent partir. Je suis de ceux-là, comme Jean Falconnier, mais Marcel Thenon reste pour l'instant à Lyon. Nous n'avons que quelques minutes pour rassembler nos affaires, d'abord ce que nous emportons : trousse de toilette, vêtements de rechange. Il faut faire un paquet de ce que nous laissons : linge sale, livres, documents, tout ce qui, en principe, devrait être rendu à nos parents. Le rassemblement se fait en plusieurs groupes dans la rotonde au centre de la prison. Nous sommes enchaînés deux par deux, menottés aux poignets et chaînes aux pieds. Mon coéquipier est pour moi un inconnu, mais pas question de se présenter en ce moment, car immédiatement, en petits groupes, nous sortons pour rejoindre un camion qui doit nous emmener. Ce court déplacement est pénible, car nous

devons avancer deux par deux. Enfin, nous grimpons dans le véhicule, qui démarre aussitôt. Des gendarmes peu bavards nous encadrent. Notre trajet est très court et quelques minutes plus tard, nous voilà en gare de Perrache. Nous descendons accompagnés des gendarmes, et nous nous dirigeons vers un quai annexe. Le train qui doit nous emmener nous attend déjà. Ce sont des wagons pour voyageurs avec des compartiments fermés et un couloir latéral. C'est un convoi global pour une destination unique. Mais laquelle ? Trois couples de deux détenus et deux gendarmes sont répartis dans chaque compartiment. Etant maintenant assis, nous avons le temps de nous présenter. Mon coéquipier me paraît avoir une dizaine d'années de plus que moi. Il se présente : « Docteur Hercberg » de Lyon, condamné à dix-huit mois de prison. Vu la longueur des études de médecine, il a au moins dix ans de plus que moi (il est né le 27/11/1910). Nous allons donc ensemble partager ce voyage vers l'inconnu. Tous les wagons étant remplis, nous démarrons. Nous sommes anxieux. Quelle direction ? Au bout de quelques minutes, nous sommes soulagés, car nous prenons la direction du sud de Lyon. Mais vers quelle prison, vers quel camp ? Nos accompagnateurs restent aussi muets ; savent-ils vraiment où nous allons ? Le convoi roule, roule sans arrêt. Nous traversons Saint-Etienne et nous voilà rassurés, car ce n'est pas le chemin de l'Allemagne ! Voilà Roanne, puis Montluçon. Seuls les repas viennent perturber ce voyage. Le fait d'être enchaîné pose de gros problèmes pour aller aux toilettes. On nous détache de notre coéquipier pour être de nouveau attaché à un gendarme. Bientôt, nous voilà à Guéret. Puis, à la nuit tombée, nous traversons Limoges. Voilà encore Périgueux et enfin Eysses. Moins de dix-huit heures de voyage !

### **A la Centrale d'Eysses**

Pour beaucoup, Eysses est une ville totalement inconnue. A 70 kilomètres de Bordeaux et à 30 d'Agen. Cette cité n'est

connue que pour sa prison centrale qui a accueilli un certain temps de jeunes délinquants purgeant de lourdes peines. Dorénavant, vidée de tous ses « droit commun », Eysses est le lieu de rendez-vous de tous les prisonniers politiques de la zone sud. Le transfert de la gare à la prison se fait normalement. Nous sommes le 9 décembre. Mais d'entrée, l'accueil nous surprend. Il y a bien sûr, comme il se doit, une partie administrative : la « mise sous écrou ». Détachés, nous attendons. Tout va assez vite. J'ai le matricule 2683 et je suis affecté au préau 1. Sans tarder, nous sommes regroupés selon nos affectations : préau 1, 2, 3 ou 4. La plupart de mes amis de Bourg, qui ont aussi rejoint Lyon sont là : et presque tous se retrouvent au préau 1 ! Paul Pioda, Marcel Cochet, Aimable Chaynes, Jean Falconnier, Raymond Fourrier, Joseph Geoffray, André Groby, Paul Guillerminet, Jean Luzy, Lucien Monnier, Roger Morandat, Claude Perradin, Pietro Rasenc, Pierre Sallin (préau 2), et Marcel Vialay (préau 3).

L'enregistrement est effectué, le matricule attribué et le préau affecté. Dès notre sortie du bâtiment administratif, nous sommes accueillis par deux détenus, l'un au nom du parti communiste et l'autre au nom des gaullistes. Ce sont des représentants de la communauté des détenus d'Eysses. Ils nous annoncent que depuis la veille, la Centrale est en rébellion pour empêcher le départ vers une destination inconnue de 156 internés administratifs. Leur départ du 8 décembre a été annulé. Les détenus de la Centrale, un millier auxquels s'ajoutent deux cents nouveaux, occupent les réfectoires, pendant que les Groupes Mobiles de Réserve (GMR) occupent les dortoirs. Nous apprenons de même que des tractations sont en cours avec la direction et la Préfecture. Mais pour nous, petits nouveaux dans la maison, quels changements après ce que nous avons connu à Bourg et à Lyon où l'obéissance était la seule et unique loi ! Après une nuit d'attente, nous apprenons vers 6 heures du matin que les GMR ont quitté les dortoirs. L'espoir est grand, mais peu

après, on nous informe qu'une bataille a eu lieu près de l'infirmerie. Finalement, en début d'après-midi, nous rejoignons notre préau, car la vie à Eysses n'a rien à voir avec la vie dans une prison.

Hormis l'infirmerie, le quartier cellulaire, pour les punis, est un lieu de résidence pour ceux qui sont en transit. Les 1200 détenus d'Eysses sont répartis en quatre préaux. Chacun d'entre eux est un local assez vaste, en rez-de-chaussée avec de vastes fenêtres donnant sur des cours ou sur le mur d'enceinte. A l'intérieur, des tables et des chaises pour permettre aux 300 occupants d'avoir une vie journalière presque normale. On peut changer la disposition des tables et des chaises selon les activités du jour. Chaque jour, il y a un moment réservé pour que les occupants du préau puissent aller dans la cour. Enfin, la nuit tombée, tout le préau regagne au premier étage le dortoir, constitué d'environ 300 « cages à poule ». C'est le nom de chaque cellule. La porte d'entrée est faite de bandes métalliques en croix, laissant des espaces entre deux bandes, les trois autres cloisons sont en brique, et le dessus est constitué du même procédé que l'entrée. Ainsi le détenu dans sa cellule est visible à travers la porte d'entrée et au-dessus de son couchage. Enfin, l'ensemble des portes peut être verrouillé ou déverrouillé en une seule fois. Voilà le décor. Mais qu'y fait-on ?

Allons du plus simple au plus complexe :

- le dortoir. Lorsque nous arrivons en décembre 1943, le « collectif d'Eysses » a obtenu de l'administration que les cellules ne soient plus verrouillées, permettant ainsi d'aller aux toilettes sans faire appel aux gardiens. Mais cela permet aussi de faire des réunions plus discrètes entre détenus, surtout pour ceux qui remplissent les fonctions de délégués auprès de l'administration. Enfin, pour les autres, cela permet, avant de se coucher, soit

d'écrire une lettre à la famille en toute tranquillité, soit de participer à une ultime partie de cartes.

- la cour. C'est le lieu de défoulement. C'est le seul moment de la journée où nous apprécions celui que connaissent les gens libres. Mais depuis que la Centrale est affectée à des opposants au régime de Vichy, les sorties dans cette cour sont consacrées à la gymnastique. Le collectif prépare la sortie de tous, mais dehors, il faudra rejoindre le maquis, la clandestinité et participer aux combats pour la liberté. Pour cela, il faut être entraîné, avoir de la résistance physique en réserve. Aussi, sans que cela apparaisse, des professeurs d'éducation physique, de formation comme Marcel Cochet, ou d'autres improvisés, nous font travailler : course de vitesse, de fond, saut en hauteur et en longueur, et lancer du poids, à défaut de grenade. Pour donner le change, on pense aussi à des rencontres et des tournois inter-préaux.

- enfin le préau. C'est le lieu où nous passons le plus de temps. Sont rassemblées 120 personnes de 17 à 65 ans, de toutes professions, de milieux différents, mariés, pères de famille ou célibataires, des personnes agiles, d'autres qui le sont moins, des délégués syndicaux, bouillants et de bons pères de famille tranquilles, et combien d'autres choses qui nous différencient les uns des autres. Et pourtant, dès mon entrée dans ce milieu hétéroclite, j'ai l'impression que tout se déroule normalement, sans bruit, sans agitation. Il semblerait que chacun se trouve bien, qu'il a pris sa place dans cet ensemble.

Alors pourquoi ? Et comment ? Immédiatement apparaît l'organisation, suggérée, comprise, appliquée et respectée. Tout cela à travers le découpage même de la journée. Un emploi du temps souple qui permet à tous d'avoir une activité à chaque moment, une activité de son choix, sans obligation, dont on peut changer en fonction de ses possibilités.

Et pour les nouveaux de l'Ain, dont je suis avec d'autres camarades, notre arrivée est saluée avec chaleur par la centaine de ceux qui sont arrivés antérieurement, originaires de villes du sud de la France : Marseille, Toulon, Orange, Montpellier, Aix-en-Provence et Avignon. L'accent du Midi me fait tout de suite chaud au cœur et me fait un peu oublier l'éloignement de mon Bourg natal que je n'avais jamais quitté depuis ma naissance. Finies les visites fréquentes de ma mère au parloir. Qu'en sera-t-il des colis qu'elle pouvait m'apporter avec vêtements, cigarettes et nourriture ? En ce moment, je pense à autre chose : aux découvertes que je vais faire avec d'autres camarades, beaucoup plus expansifs que nous. Et tout va si vite. Tout de suite, nous sommes affectés à un « gourbi ». Un mot nouveau pour moi, sans doute apporté par des premiers occupants du préau qui avaient peut-être séjourné en Algérie. Ici, pas de cabanes en branchages, mais seulement la table à laquelle nous sommes affectés, toujours en tenant compte d'un équilibre gaullistes-communistes, en regroupant les jeunes entre eux, en tenant compte des affinités issues de la Résistance. Par contre, si la place est impérative à la table au moment du repas, il n'en est pas de même au cours de la journée. Les rassemblements se font en fonction des activités, de l'arrivée du courrier, qui nous donne des nouvelles locales. Sur les conseils de qui, je ne le saurai jamais, je fais partie immédiatement des responsables « jeunes » du préau 1 avec Lautissier. A ce titre, je siégerai au comité directeur du préau 1 avec Dumas, Pioda, Rivière, Fieschi, et quelques autres, dont Marcel Benvenuti, de la région de Marseille. J'accepte, car ce sera au moins lors des réunions le moyen de faire passer le temps plus vite. En effet, que peut-on faire lors de ces longues journées ? Il y a bien sûr la lecture, quelquefois un journal introduit en fraude, mais plus fréquemment un livre emprunté à la bibliothèque. Il y a aussi des discussions sur la vie dans d'autres régions que la mienne. Et surtout l'utilisation des compétences des copains. Pour

ma part, je donne à la demande des cours de lecture et d'écriture, surtout aux Espagnols républicains, qui sont avec nous, mais aussi à d'autres plus âgés. Le plus souvent, ce sont des cours de mathématiques, là aussi à la demande. Pour ma part, j'assiste à des cours de combat, que nous aurons à mener : le déplacement, la sécurité, l'armement, l'obéissance, bref autant de compléments à notre forme physique. C'est un de nos camarades, Charles Nees, jeune sous-lieutenant, qui assure cette formation. Mais ce qui occupe la plus grande partie de mon temps, c'est la calligraphie de notre journal intérieur « Le Patriote Enchaîné ». Depuis plusieurs mois, le « collectif d'Eysses », qui regroupe toutes les tendances de la Centrale, a décidé, pour une meilleure information de tous, de confectionner un journal interne reprenant toutes les nouvelles des journaux clandestins. Sans oublier celles de la résistance locale, connues grâce à l'aide des gardiens, eux-mêmes résistants. Mais il n'y a pas de machine à écrire, ni d'imprimante ! Il faut rédiger, mettre en page et dessiner les titres. Tout cela est long, difficile. Beaucoup d'attention est nécessaire. Quand le premier numéro est prêt, il faut en faire vite d'autres exemplaires, pour au moins chaque préau. Ainsi, dans chacun sont repérés deux ou trois camarades, dont l'écriture et le coup de crayon sont réguliers et expressifs. Choisi parmi les nouveaux arrivants, je vis des heures agréables à recopier des articles qui feront du bien au cœur des lecteurs, privés de toutes les informations qui remontent le moral. Si on ajoute à ces activités le temps passé à bavarder de nos occupations antérieures et de notre vie estudiantine, il reste finalement assez peu de temps pour s'ennuyer. On parle de notre arrestation et on se hasarde à faire des projets d'avenir ! Cet emploi du temps ne tient pas compte des manifestations organisées par les uns et les autres : chants régionaux, patois locaux, chants, comédies, voire tours de prestidigitation.

Mais ce qui me manque le plus, ce sont les repas. La cantine centrale nous les livre matin et soir. C'est le repas type de toutes les prisons de l'époque. Même pour des personnes n'ayant aucune activité physique, la nourriture est bien insuffisante. Par manque de produits de qualité même moyenne, le tout laisse vraiment à désirer. Et c'est là, sur la table que se produit le miracle : au repas viennent s'ajouter parfois un ou deux suppléments et un demi-verre de vin. Tout le monde en bénéficie, et cela grâce à la mise en commun de tous les colis reçus. Ainsi les rapports lors des déjeuners sont corrects ; tout le monde est logé à la même enseigne. Mais aussi, quelle leçon de solidarité, qui nous aidera tous à survivre, mais cela, nous l'ignorons encore. Cette solidarité rappelée à l'extérieur va inciter des amis à nous envoyer des colis. Ainsi la boulangerie Guichon, celle de mes parents, va nous envoyer un colis de pain et de tartes pour Noël. Un geste d'une grande générosité, mais non sans danger pour l'expéditeur qui marque son nom sur le paquet, destiné à, selon Vichy, de «dangereux terroristes »... Voilà le cadre dans lequel nous vivons, pleins d'espoir d'une libération proche, malgré l'échec des « trois glorieuses » de décembre 1943 que nous venons de vivre. Les jours suivants, Monsieur Lassalle, Directeur de la Centrale est relevé de ses fonctions et remplacé par Monsieur Chartronel. Sur les ordres de Vichy, il fait effectuer immédiatement des travaux pour améliorer la sécurité intérieure et réparer les dégâts commis lors de ces journées. Noël arrive, et dans chaque préau, ce sont des journées festives, agrémentées de repas, grâce à l'arrivée de colis plus généreux. Grâce aussi à la complicité de gardes qui ferment les yeux sur les bouteilles d'alcool contenues dans certains colis.

Il en est de même pour le Jour de l'An où nous sommes tous absolument persuadés que 1944 sera l'année de notre libération. Les vœux vont bon train avec tout ce qui nous manque et que nous attendons. Et d'abord la Liberté ! Quelle place a-t-elle

dans la vie lorsqu'on en est privé ! On sait que ce ne sera pas pour demain, mais on souhaite que ce soit pour bientôt !

Ce sera d'ailleurs le 3 janvier au soir pour 54 des nôtres qui réussissent à s'évader du quartier cellulaire. On saura plus tard, par les journaux, que quelques-uns y ont laissé la vie. Pour nous, c'est une raison supplémentaire de surveiller nos actions. Ma lettre du 8 janvier 1944 transmise de main à main raconte bien ce que je ressens à ce moment. Elle fait le récit de mon arrivée à Eysses après des mois de cellule. J'y relate aussi les événements qui s'y sont déroulés dans les jours qui ont suivi notre arrivée, mais aussi l'espoir pour nous de rejoindre bientôt les maquis voisins. Ce qui n'empêche pas que le 16 janvier 1944 les quatre préaux réunis organisent une fête de la jeunesse. Quatre cents d'entre nous âgés de 16 à 25 ans vont produire devant leurs camarades des spectacles de chant, de chorale, des courtes pièces de théâtre, ou déclarations amusantes. Une belle journée qui nous comble de joie et le soir, dans les « cages à poule », les moments les plus marquants sont évoqués.

Mais quelques jours plus tard, notre avenir s'assombrit brusquement. Monsieur Chartronel, Directeur de la Centrale doit partir. Sans doute a-t-il obéi trop mollement aux ordres reçus ? Certaines manifestations dont on a eu connaissance à l'extérieur sont intolérables dans un tel établissement. Il faut ici un homme à poigne, un homme de conviction, un homme qui partage les idées des chefs et qui parfois aille même au-delà des souhaits exprimés. Et c'est ainsi qu'arrive fin janvier Shivo, colonel de la milice, de plus un ami intime de Darnand, chef et fondateur de celle-ci. Ce dernier a fait appliquer tous les ordres de l'occupant et en particulier ceux de la SS, armée spéciale de répression. Elle est capable de massacrer tous les habitants d'un village et ensuite d'y mettre le feu. Tout de suite, on sent le changement. Les gardiens sont plus présents ; visiblement, ils ont reçu des ordres précis. En

un mot, la vie de la maison doit changer. Seul, Shivo sait qu'il rencontrera des difficultés. Aussi fait-il venir trois gardes qui lui sont tout dévoués et qui pourront intervenir partout dans la Centrale. Parallèlement, il veut augmenter la sécurité dans les bâtiments : les préaux sont murés, ce qui complique le passage d'un préau à l'autre. A l'extérieur, il fait installer cinq tourelles orientables capables de lutter contre une révolte interne, mais aussi capables de repousser une attaque venant de l'extérieur. La vie quotidienne prend un nouveau visage : les séances de parloir sont repoussées selon le bon vouloir du chef, la fouille des colis devient systématique, et des mesures sont prises pour mettre en échec la solidarité, surtout d'un préau à l'autre. Nos responsables sont bien conscients de cette évolution qui va à l'encontre de toute tentative d'évasion collective. Avec ou sans aide extérieure, il faudra tenter l'opération à la première occasion. C'est à ce moment que nous apprenons que Shivo a invité une commission spéciale de Vichy pour contrôler l'ensemble des modifications apportées dans l'établissement. Le comité clandestin accélère les préparatifs d'une évasion collective. Le temps presse. Il faut faire vite avant que Shivo ne transforme la Centrale en véritable forteresse et qu'une relève soit faite pour amener un personnel entièrement dévoué à l'ordre nouveau. Ma lettre du 4 février 1944 et non 1943, transmise de la main à la main à mes parents par un garde appartenant à la Résistance, relate cette période sous la ferme direction de Shivo. Le samedi 19 février s'annonce comme les jours précédents : petit déjeuner, suivi d'une séance d'éducation physique, peut-être la dernière avant son interdiction. A dix heures, parvient une nouvelle. L'inspecteur de Vichy serait arrivé ! Dans l'instant il faut que notre préau soit propre, voire accueillant. Les gardiens insistent sur la propreté des lieux et en particulier sur l'accueil que nous devons lui réserver, en rang et en silence. A midi, tout est fait. Le repas est vite expédié, la vaisselle faite, rangée, les tables alignées et les chaises mises à

leur place. On attend les nouvelles. Les gardiens de service ne peuvent cacher leur appréhension vis-à-vis de cette inspection, souhaitée par l'autorité de la Centrale. Les minutes sont longues. Nous sommes alignés dans le sens des tables. Ainsi l'inspecteur fera le tour du préau et verra tout le monde. A 15 heures, la porte s'ouvre : deux gardes entrent et s'écartent sur le champ. Pénètrent alors Shivo et l'envoyé de Vichy. Deux autres gardes ferment la marche. Les deux cents patriotes du préau 1 sont dans un garde-à-vous impeccable. Le cortège avance lentement, je suis à une vingtaine de mètres face à la porte. Tout juste a-t-il parcouru dix mètres, que ses six membres sont neutralisés, bâillonnés, fouillés et ligotés en un clin d'œil. Couchés sous les tables, ils sont à quelques mètres de moi. Aucun cri, aucun bruit, l'affaire a été rondement menée. Aussitôt, le message de la neutralisation du cortège passe dans les autres préaux. Par sécurité, tous les gardes sont arrêtés. Mais ce qui se passe à l'extérieur de notre préau nous échappe. On nous demande de changer de tenue pour sortir. C'est fait très rapidement. Comme prévu je me mets à la disposition du sous-lieutenant Nees dont je suis l'agent de liaison.

En fin d'après-midi, nous apprenons que par la faute des cris des droits communs l'occupation totale de la centrale a échoué. La sortie ne pourra plus se faire sans combat. D'ailleurs on entend déjà des coups de feu, et quelques rafales d'armes automatiques. Avec la nuit, tous les projecteurs sont éclairés. La circulation dans les couloirs des dortoirs doit se faire avec précaution car les miradors ont une vue directe par les fenêtres. Il faut donc longer les murs et passer sous les fenêtres en question. A deux reprises je dois me déplacer à la demande de Nees pour connaître la situation des préaux voisins. A minuit on distribue à tous un casse-croûte. Peu après on entend un feu plus nourri. On apprend un moment plus tard que se sont les Espagnols qui ont lancé une attaque, laquelle a échoué par manque de moyens. A trois heures du matin, soit douze heures après le début de

l'insurrection, nous savons que la bataille est perdue. Ordre est donné à chacun de rejoindre sa place après avoir fait disparaître toutes traces de l'action engagée. Nous ne connaissons que plus tard les causes de cet échec: tout d'abord la mort au combat de nos camarades, et l'existence de blessés. A cela s'ajoutent l'absence d'aide extérieure, l'arrivée massive autour de l'établissement de miliciens et de GMR, la volonté des nazis de détruire sur le champ (à dix heures) la totalité des bâtiments et d'exécuter leurs occupants, enfin les tractations avec la préfecture pour échanger nos prisonniers. Peu avant quatre heures nous intégrons tous nos cages à poules au dortoir. Nous y sommes consignés deux jours durant.

Le 20 février à l'aube, la Centrale est occupée par les miliciens et les GMR. On apprend que Darnand, chef national de la milice est arrivé ou va arriver. Le lundi 21 février nous sommes tous soumis à un interrogatoire. Les dortoirs sont fouillés de fond en comble, et nous aussi, par groupes de détenus dans la cour. Je tombe sur un jeune GMR poli et non brutal. La fouille du groupe étant achevée, certains sont retenus, d'autres, dont je suis, reviennent au dortoir. Cinquante de nos camarades seront ainsi de nouveau interrogés, certains rejoignent leur dortoir, les autres retournent à l'interrogatoire, et cela se poursuit toute la nuit du 22 au 23 février. Nous saurons quelques jours plus tard que sur les cinquante, douze ont été déférés en cour martiale, cour envoyée par Darnand reparti entre-temps à Vichy. Le 23 février à sept heures les douze présentés, à ladite cour, valides comme blessés, sont condamnés à mort. A cette heure, nous sommes redescendus sous les préaux, anxieux de la suite. Il est près de onze heures quand on entend la Marseillaise, suivie du Chant du Départ. Aussitôt la Marseillaise est reprise à l'unisson sous tous les préaux. Un profond silence envahit ensuite toute la centrale, car nous pensons à nos camarades qui viennent d'être fusillés. Les jours qui suivent sont tristes et longs. Nous sommes informés des

sanctions prises à notre rencontre : le soir peu après notre montée au dortoir, nous nous retrouvons « bouclés » dans nos cages à poules. Dans la vie de tous les jours, c'est la suppression des colis, une seule lettre à écrire et à recevoir par mois, et un seul mandat mensuel de trois cents francs pour acquérir des compléments de nourriture à la cantine.

Mes parents apprennent ce qui s'est passé à Eysses, mais ignorent ce que je suis devenu. Le premier mars, je reçois un télégramme demandant de mes nouvelles. Le lendemain je suis autorisé à faire une courte réponse. Cela me donne l'occasion de leur dire que Mic (Micky Barrange) est parmi nous. Il est arrivé à Eysses fin février. Un soir au dortoir un camarade vient me chercher : « Paul, on te demande au préau deux ». Je cours à la porte de sortie de notre dortoir qui donne sur un palier reliant les préaux. Quand on monte l'escalier, à droite se trouve la porte du dortoir du préau un, à gauche celle menant au dortoir du préau deux. L'intervenant du préau deux parle devant le judas de sa porte et moi je suis au judas de l'autre porte. Après m'être fait connaître, il me dit : « Je suis Mic Barrange. J'étais dans le train, en voyage dans le Languedoc. Lors d'un contrôle par la police spéciale, il s'avéra que mes papiers n'étaient pas suffisants pour justifier mon séjour en ces lieux. Arrêté, j'ai été condamné à deux mois de prison qu'on m'envoie faire à Eysse. Je suis donc là pour très peu de temps. » Il me demande des nouvelles des Bressans et surtout de ceux du Lycée Lalande avec Marcel Cochet. A sa sortie, il me promet de donner des nouvelles à Bourg et dans l'Ain. Je n'aurai pas d'autres occasions de parler avec lui. A mon retour, plus d'un an après, j'apprendrai qu'il a été relâché, qu'il a rejoint Lyon et son poste de responsable national FUJ. Arrêté début juillet, il sera fusillé avec d'autres membres du directoire des FUJ. La vie à Eysses devient chaque jour plus imprévisible. Les gardes, eux-mêmes sont sous surveillance permanente. L'occupant nazi est de plus en plus présent.

Début mars 1944, nous sommes soumis à de nouveaux interrogatoires et en même temps les dortoirs sont passés au peigne fin. Clandestinement on prépare le premier mai. Le jour arrivé, il est fêté sous tous les préaux par des manifestations simples mais symboliques de notre future libération. On assiste le soir, à un programme récréatif et varié dans chaque dortoir.

Prise au dépourvu, la direction de la centrale n'a rien pu faire pour contrer ces manifestations plus que patriotiques. Mais le 8 mai au matin, des officiers nazis sont à l'intérieur de l'établissement : mauvais présage. A la fin du mois, on apprend qu'il y aurait des regroupements de l'occupant autour de la Centrale. A l'aube du 30 mai, nous sommes informés qu'elle va être évacuée.

### **Départ d'Eysses - Destination Compiègne**

Le 30 mai 1944 à 10 heures, le préau 2 est évacué. Une demi-heure plus tard, c'est notre tour. Nous n'emportons rien avec nous. Nous quittons le préau en rangs par quatre, les deux mains sur la tête, entre deux rangées de GMR, de miliciens et de SS de la division « das Reich » qui fouillent chaque détenu. Nous grimpons, tous les uns derrière les autres dans un camion bâché, où nous sommes entassés debout. Nous partons. Nous quittons Villeneuve-sur-Lot, pour arriver en gare de Pennes-d'Agenais. Très vite nous grimpons dans un wagon, dont l'odeur nauséabonde nous indique qu'il vient de transporter du charbon. En nous haussant sur la pointe des pieds, nous apercevons des wagons sur le plateau desquels se trouvent des SS figés derrière leurs mitrailleuses. Enfermés, nous avons tout de même quelques pensées d'espoir. Nous savons que depuis fin février, les maquis

préparent notre libération. Aujourd'hui est le dernier jour où ils peuvent intervenir sur le train et sur la voie ferrée. Mais des questions de logistique se posent. Nous démarrons, prenons un peu de vitesse et nous entendons crépiter les mitrailleuses. Puis voilà une explosion. Le train ralentit, quelques rafales, et plus rien. Il stoppe. Le temps de vider les deux derniers wagons qui ont déraillé, de répartir les détenus dans d'autres wagons, et le convoi repart. On attend vainement une seconde attaque qui ne se produit pas. Dans les wagons, il fait de plus en plus chaud et la soif se fait cruellement sentir. Je crois qu'elle augmente, quand on a la certitude que l'on est parti pour un long voyage. En effet, notre trajet est loin d'être direct et rapide, car les trains de l'occupant, eux, ont priorité : d'où des arrêts fréquents et de nombreux détours. Et puis notre convoi subit la loi de l'occupant qui s'attend à une grande attaque des Alliés. Mais où ? Sur les côtes de la Manche, car c'est le chemin le plus court. Ailleurs ? Oui, mais à quel endroit ? Le « mur de l'Atlantique » est achevé, il attend le jour J d'un débarquement possible. Il a besoin de troupes d'appui. Or, l'essentiel des forces allemandes se bat sur le front soviétique, à l'est, où la situation se dégrade chaque jour. Les quelques unités disponibles à l'ouest ne peuvent être partout à la fois. Alors on les déplace en permanence par voie ferrée en fonction des renseignements arrivés à l'état-major allemand. On nous fait donc utiliser les voies disponibles allongeant la distance. Mais surtout, nous avons la vie dure dans ces wagons. Entassés, nous souffrons de la soif, de la chaleur, de la promiscuité et du manque d'air.

Ainsi, notre convoi fait halte à Bordeaux où des cheminots nous apportent un peu d'eau. Puis le train repart, s'arrête à Poitiers où la Croix-Rouge est autorisée à nous donner de l'eau. Nous sommes à Tours le 1<sup>er</sup> juin. Nous continuons, voilà St-Pierre-des-Corps où une alerte nous oblige à une attente sur les voies de garage. Notre train traverse ensuite Le Mans, où l'on

nous donne un bouillon chaud, mais pas d'eau. Le 2 juin, nous passons à Argenton, puis c'est Dreux, Versailles. Enfin, le samedi 3 juin, nous arrivons en gare de Compiègne. C'est là notre terminus. Nous descendons des wagons, et vite rassemblés, nous pouvons beaucoup boire avant d'entamer la traversée de la ville à pied pour rejoindre notre nouvelle prison. Etant donné l'heure matinale, il y a peu de monde dans les rues. Enfin, nous arrivons non pas dans une prison, mais dans un camp, celui de Royallieu, déjà fortement surpeuplé. On nous emmène au camp C qui nous a été réservé, à nous seulement, comme si nous étions contagieux. A peine installés, nous cherchons à savoir qui sont nos voisins. Le camp A regroupe un nombre important d'hommes arrêtés ou raflés dans toute la France par la police et la Gestapo. Tous sont en attente d'un départ pour l'Allemagne. Quand ? Nul ne le sait. Mais voilà soudain que les contacts à travers les barbelés cessent, car on vient d'informer nos voisins qu'ils s'adressent à des « droit commun » très dangereux ! Vingt-quatre heures seront nécessaires pour rétablir la vérité. Nous sommes des détenus politiques, sans bagage et sans rien, victimes de Vichy. A partir du moment où ceux du camp A connaissent la vérité, de la nourriture, de la boisson et même des médicaments arrivent. En plus, nous avons des nouvelles de l'extérieur, nouvelles qui arrivent par des gardiens du camp, des Français. Il y a trois jours que nous sommes là, quand on apprend la nouvelle du débarquement. Mais aussitôt, on nous dit qu'il a été repoussé. Le lendemain, on parle toujours de combats, et nous remarquons que l'activité aérienne est assez soutenue. On reconnaît les forteresses volantes américaines. Ainsi les jours passent et les combats continuent. Cela nous démontre que le débarquement en Normandie a bel et bien réussi. On se prend même à envisager notre prochaine libération. Nous pensons au jour où libres, nous pourrons aussi combattre pour libérer d'autres camarades. Dix

jours passent et le 17 juin, une fouille générale est organisée aux camps A et C.

### **18 juin 1944 : départ de Compiègne pour l'inconnu.**

Au petit jour du 18 juin 1944, nous quittons le camp C. Nous sommes les 1200 détenus d'Eysses et les 800 du camp A. Nous devons rejoindre à pied la gare. Personne dans les rues. Tous les volets sont fermés, sans doute sur ordre. J'ai l'impression qu'à certains endroits les fermetures ne sont pas totalement étanches : des yeux nous observent. J'y trouve une sorte de soutien qui me réconforte. En gare, un train de marchandise nous attend. Ce sont vingt wagons de transport de bestiaux dont toutes les issues, même les plus petites, ont été calfeutrées. Le changement est radical car ce sont les Allemands, et eux seuls, qui prennent les choses en main. Les ordres sont brefs, on ne discute pas et on obéit. Chacun a reçu une pâte de fruit pour le voyage. Nous sommes cent par wagon, même s'il est inscrit dessus : chevaux en long : huit – hommes : quarante. Le centième est à peine monté que la lourde porte glisse sur son rail. Nous voilà enfermés, bouclés. Nous venons d'entendre la mise en place des cadenas. Debout, je retrouve les camarades du préau 1 d'Eysses, mais aussi des préaux 2, 3 et 4. A peine le temps de faire connaissance avec eux, que le convoi s'ébranle. Aussitôt, nous prenons conscience des conditions inhumaines de vie, voire de survie. A cent dans ce wagon, comment s'asseoir et prévenir les secousses et les chocs ? Chacun se cherche une place dans l'obscurité car toutes les issues, portes ou parois du wagon, ont été obstruées. On tâche de trouver un peu de fraîcheur ; on s'éloigne des tinettes placées au centre et encore inutilisées. Mais cela ne va pas durer, et les odeurs nauséabondes vont croître et

empirer. A cause des secousses du trajet, nous voulons nous asseoir, mais trop nombreux, nous ne le pouvons pas. Impossible de se reposer les jambes. Alors l'expérience d'Eysses nous revient en mémoire : un délégué du wagon est désigné. Un tour de rôle est mis en place pour se reposer un peu. Les plus âgés et les handicapés bénéficient d'un temps supplémentaire pour pouvoir s'asseoir.

Avec le temps qui passe et malgré le peu de déplacements à l'intérieur du wagon, la chaleur augmente et l'air se raréfie. Cela ne fait qu'empirer avec le soleil et la saison : nous sommes le 18 juin. Notre responsable met en place une rotation pour que chacun puisse durant quelques minutes être proche d'une fente laissée entre les ouvertures obstruées. Ce passage permet à chacun de nous de jeter dehors un papier préparé en hâte la nuit précédente. Sur ce billet figurent le nom et l'adresse du destinataire, et un mot sur la destination inconnue au départ de Compiègne. Chacun espère que ce bout de papier sera un jour ramassé par une personne sensible à notre désarroi et qui le transmettra sous enveloppe par la poste. Bien peu arriveront à destination. Le temps s'écoule donc ainsi : quelques minutes assis, de longues heures debout et enfin arrive le temps trop bref passé devant la fente. C'est presque une occupation ! La journée s'écoule, comme la nuit. Parfois un arrêt, pour la relève de la garde du train. Après la traversée du Rhin, nous nous arrêtons en gare de Karlsruhe. Les wagons sont ouverts, enfin de l'air et seulement deux bidons d'eau par wagon. La soif devient de plus en plus difficile à supporter et le rationnement de plus en plus dur à vivre.

La chaleur ambiante, le soleil et la transpiration augmentent notre soif et tout cela nous affaiblit peu à peu. Malheur à ceux qui ont mangé au début la pâte de fruit, car le sucre accentue cette maudite soif. A cela s'ajoute la puanteur

venant des tinettes. Le tonneau-tinette pue et fume. Triste spectacle, puanteur générale. Il faut toute l'autorité du responsable pour que l'ordre continue à régner dans le wagon. Certains ne peuvent plus tenir et mettent un peu de leur urine dans leur quart. Ce n'est certes pas bien bon, mais au moins, c'est du liquide. La nuit du 19 au 20 juin arrive et la fatigue générale s'accroît. Nous changeons de tactique : un tiers s'allonge, les autres restent debout. Au petit matin, nous avons tous pris un peu de repos. On entend l'annonce de la gare d'Ulm, puis on traverse aussitôt le Danube. Nous sommes stoppés et mis sur une voie en attente. Des prisonniers de guerre français qui travaillent là parviennent à nous faire passer un peu d'eau. C'est un geste courageux qui nous fait grand bien. La chaleur diminue et comble du bonheur, il se met à pleuvoir. Cela est bon pour le moral, mais cette eau céleste ne peut éteindre notre soif. Le convoi repart, pas pour longtemps, car nous faisons halte en gare d'Augsbourg. Les wagons restent clos ; cela signifie que nous ne sommes pas encore à destination. Nouveau départ pour un trajet assez court, puis de nouveau un arrêt : nous sommes en gare de Dachau. L'arrêt se poursuit et l'on entend nos convoyeurs descendre du train. Là, nous comprenons que c'est la fin du voyage. Ils hurlent sur les quais, accueillis par d'autres qui les attendaient, qui NOUS attendaient aussi. Le wagon s'ouvre. Hormis la garde, le quai est désert. Il faut sortir immédiatement du wagon. « Los ! Los ! (allez...allez, vite !) hurlent les gardes. Une fois sur le quai, nous sommes alignés et comptés. Tous ceux de notre wagon sont là. L'asphyxie a été évitée. Par le bouche à oreille, nous saurons très vite que tous ceux venant d'Eysses sont là. Par contre, deux détenus du camp A de Compiègne sont décédés en route.

Nous sommes le 20 juin 1944 et il est 14 heures. Le cadre dans lequel nous sommes ne frappe personne. Il s'agit d'une simple gare. Mais tout ce qui est porteur de vie entre ces murs n'a

rien de commun avec ce que nous connaissons. Nous allons l'apprendre à nos dépens.

## Dachau

« Dachauer Bahnhof ». Gare de Dachau. A partir de cet instant, la vie ne sera jamais plus comme avant, mais nous l'ignorons.

Même si je situe le lieu par rapport à Munich, suite aux informations recueillies auprès de Monsieur Albert Laplanche, notre professeur d'allemand du Lycée Lalande, je ne sais rien de la vie qui nous attend. A peine descendus du wagon à bestiaux, les cris, les hurlements et les coups de cravache pleuvent de toutes parts. A peine le temps d'apercevoir dans le wagon voisin le corps d'un camarade gisant sur le plancher souillé. Il est sorti du wagon et jeté sur le quai. Rassemblés rapidement et alignés encore plus vite, nous nous mettons en route, à pied, sous les coups et les injures. Direction : la ville.

A partir de ce moment, les souvenirs seuls peuvent parler, car nous ne pourrons plus rien écrire. Ce n'est donc pas l'histoire d'un lieu, d'une époque, d'un temps que je peux écrire, mais uniquement mes souvenirs personnels, ceux qui ont marqué ces jours, ces semaines, ces mois. Je fais confiance à ma mémoire, sans bien respecter la chronologie. Surtout, je m'attache à ne pas en rajouter sur tout ce que nous avons vu, subi, souffert et enduré. A peine sortis de la petite gare de Dachau, encadrés par des SS qui hurlent et cognent sans arrêt, je vois que la population est habituée à ce genre « d'arrivage ». Tout de suite, elle s'approche,

non pour voir, mais aussi pour participer à notre accueil. Les plus âgés nous injurient, les plus jeunes nous jettent des pierres. On nous traite d'assassins, de voyous et de traîtres. Bien que pas très longue, cette traversée de Dachau me paraît interminable. Enfin le faubourg, avec moins de « curieux agressifs », puis une zone de verdure, pauvre, mais où les SS redoublent d'activité : coups et hurlements pleuvent.

Brusquement, face à nous, apparaît un portail monumental flanqué de deux tours de guet. Pire encore : des barbelés partout.

Mais ce qui frappe avant tout c'est le grand panneau porté par ces deux tours qui surplombe le passage et sur lequel est inscrit : « Arbeit macht frei ». Littéralement, cela veut dire : « Le travail fait libre ». Mieux : « le travail rend libre ». Arrêtés face à l'entrée, le chef SS se saisit d'un porte-voix. Les portes s'ouvrent en même temps. Il hurle : « Vous entrez là et vous sortirez là-bas ! » L'ouverture du portail laisse donc apparaître une grande place et tout au fond un petit bâtiment, dont la cheminée laisse monter dans le ciel une fumée blanchâtre assez dense. Nous saurons quelques instants plus tard qu'il s'agit du four crématoire, qui fonctionne sans relâche jour et nuit. Ainsi, notre « avenir » est tracé. Mais tous, intérieurement, pensons que les Soviétiques à l'Est comme toutes les forces alliées occidentales avanceront suffisamment vite pour nous sauver. Avant cette sortie. Il s'agit de quelques semaines, mais pour tous, nous pensons à la fin de l'année : il reste encore six mois. Rassemblés en rang sur ce grand espace, nous apprenons qu'il s'agit de la place d'appel. Il commence aussitôt par ordre alphabétique. A notre nom, on sort du rang et nous prenons place dans la queue qui se dirige vers un bâtiment assez élevé, sans ouverture autre que la porte d'entrée. C'est là que notre nouvelle vie commence. A peine entrés, nous entendons des cris et des hurlements de douleur.

Ainsi, passons-nous devant des mini-groupes de gardes SS, de prisonniers de ce camp, car nous sommes au « Konzentrationslager (KZ) Dachau », à savoir au camp de concentration de Dachau. La langue unique autorisée est l'allemand. Les ordres sont en allemand, et malheur à celui qui ne comprend pas. Les coups vont pleuvoir jusqu'à ce qu'il comprenne. Mais je n'ai pas le temps de penser à l'avantage que j'ai d'avoir appris cette langue au Lycée. Déjà me voilà devant le premier groupe. Je dois déposer tout ce que j'ai : colis, etc. Ceux qui viennent d'Eysses n'ont rien. Surtout, je dois déposer et à part, bijoux, bagues et montre. Ceux qui ont des appareils dentaires ou des dents en or doivent les remettre. Même un garde est là, une paire de tenailles à la main pour les arracher. Je tente de dissimuler mon bridge avec deux dents en or, mais dont la face visible est en émail. Je réussis, mais aujourd'hui encore je frémis en pensant aux tenailles. D'autres, à côté de moi, hurlent de douleur, car un Kapo fouille à mains nues en remontant par l'anus pour y chercher d'éventuels bijoux qui auraient pu y être cachés. Le poste suivant est celui du déshabillage intégral. Nous sommes là, tous nus comme des vers, les uns derrière les autres. C'est la déchéance qui commence. Alors on nous saute dessus pour nous raser partout à la tondeuse, sans rien laisser au hasard. On contrôle rapidement que nous ne transportons pas de petites « bêtes ». Puis, on nous badigeonne les parties intimes au formol. Après cette chasse aux poux, nous entrons dans la salle des douches. Là, entassés, nous recevons de violents jets d'eau brûlante, puis glacée. Enfin, c'est la sortie. Un par un, nous passons devant un ultime groupe : il s'agit de l'habillage. Il y a des paquets tout prêts en fonction des tailles, c'est ce qui est dit : une veste, un pantalon, un caleçon, une chemise sans boutons, deux morceaux de chiffons qui feront office de chaussettes, un béret et un genre de galoches en guise de chaussures. Avant l'hiver, nous recevrons un manteau, la « Kapotte ». Tous nos

pauvres vêtements sont rayés, de couleur bleue et grise en bandes de trois à quatre centimètres. Généralement, ces vêtements ont déjà été portés par d'autres. Beaucoup portent des restes d'inscription, comme NN « Nacht und Nebel », c'est-à-dire « nuit et brouillard », ou des traces de chiffres peints sur le tissu.

Le véritable coup de barre arrive, lorsqu'on me remet les trois plaques à porter : l'une sur le pantalon, l'autre sur la veste et la dernière accrochée au béret. Chaque plaque est formée d'un rectangle au-dessus d'un triangle équilatéral. Le rectangle a la couleur du métal et porte un numéro : 73788. C'est le chiffre, dorénavant le matricule correspondant à Paul MORIN porté sur le registre des entrées. Dessous, le triangle est rouge. Le détenu est un « politique », donc un ennemi du régime allemand. Enfin au centre, figure la lettre F, la nationalité d'origine, « Franzose », Français. Cette plaque est ma nouvelle carte d'identité. Dorénavant, je m'appelle :

«Dreiundsiebzigtausendsiebenhundertachtundachtzig » (73788).

Comme tous les copains, je suis sous le coup, anéanti. Et pourtant il faut vite s'habiller, essayer de trouver un bout de fil de fer pour fixer les plaques, puis rejoindre en courant le baraquement qui va nous abriter. Tout le long de la place d'appel, sont érigés de telles constructions en dur d'un seul niveau. Entre elles, les espaces sont clôturés. Chaque intervalle constitue la cour du bloc telle est la dénomination du bâtiment. Je suis affecté au bloc 19 dont le chef selon l'avertissement d'un copain serait fou ! Sur mes gardes, avec beaucoup d'autres, provenant surtout d'Eysses, et même de Bourg et de sa région, je me mets face au bloc 19. J'attends alors pour entrer. Bientôt, il apparaît. Renseigné sur nos origines, il s'exprime en français, pour être certain que tout le monde le comprenne. Il nous lance des injures, nous traite de tous les noms, surtout les plus sales, et nous promet des jours et des heures dont nous nous souviendrons. Au passage, il donne

même quelques coups de cravache. C'est vraiment un fou, dont on utilise la folie pour faire régner la terreur, la crainte et l'angoisse. Dès l'entrée, on s'efforce d'être toujours éloigné de lui. On apprend par quelques plus anciens du lieu qu'il se nomme Mehansarian, qu'il est arménien et qu'il a dû vivre quelque temps en France, d'où sa connaissance de notre langue. C'est lui qui nous informe que nous sommes en quarantaine, c'est-à-dire en attente d'une affectation pour travailler.

Comment se déroule notre journée ? Le matin, réveil aux aurores, déjà des coups qui tombent au hasard, toilette rapide en groupe, rassemblement au bloc, départ pour la place d'appel, contrôle de l'effectif de tous les blocs, retour, attente dans la cour avec interdiction de rentrer. Il faut stationner sous un soleil de plomb ou sous la pluie toute la journée, à peine entrecoupée d'un semblant de déjeuner : pratiquement rien de solide et beaucoup d'eau. Alors, par groupe de copains et pour passer le temps, on évoque notre Bresse natale, les amis que nous y avons laissés, nos parents et principalement notre retour. Sous quelle forme ? Quand ? Tout le monde a un avis, mais tous sont bien loin de la réalité à venir. Arrivés le 21 à Dachau, nous sommes vite le 29. Et ce 29 juin 1944, j'ai 20 ans. Eh bien cette journée s'est passée sans même que j'y pense, mon esprit étant totalement tourné vers l'avenir et non vers le présent. Arrivent les premiers jours de juillet. Nous apprenons brusquement que beaucoup vont quitter Dachau pour un Kommando, c'est-à-dire un camp de travail plus petit, dépendant du camp de concentration. Il s'agit d'Allach et certains ajoutent qu'il s'agit du camp disciplinaire. Sur le champ, nous voilà rassemblés, et les numéros des transférés sont annoncés. La liste est vite affichée au bloc. Je suis du nombre des partants, tout comme plus de 80% des Français du camp de Compiègne. Presque tous les Bressans y sont. Et c'est alors que je rencontre Paul Pioda, dont le visage a doublé de volume à cause d'œdèmes. C'est la raison pour laquelle il ne part pas. Il vient tout

de suite vers moi et compatit à mon malheur, puisqu'il s'agit du Kommando disciplinaire, donc le plus dur. Je ne le reverrai plus jamais, car il partira aussi vers un autre Kommando, sans les copains autour de lui, ce qui sans doute lui a été fatal.

Le lendemain, appel. Le Kommando pour Allach est rassemblé. Les SS, les Kapos et autres sinistres sires redoublent de hurlements, de vociférations et de coups. L'interminable colonne de plusieurs centaines de détenus s'ébranle pour un déplacement à pied, nous dit le bouche à oreille. Effectivement, Dachau, la ville est à une vingtaine de kilomètres de Munich. Allach n'est pas une commune, mais un quartier de banlieue à huit ou dix kilomètres du centre-ville. Ce sont donc dix kilomètres que nous effectuons en rang sous les coups et les injures, mais aussi sous la vigilance féroce des chiens des SS, même plus féroces que leurs maîtres auxquels ils obéissent au doigt et à l'œil. Au bout de trois heures environ de marche, nous arrivons en vue d'un camp. Des barbelés électrifiés, comme à Dachau, des miradors tous les cent mètres environ, mais une entrée beaucoup plus simple, un portail central flanqué de deux portes et des bâtiments bas, sans doute affectés à un personnel plus libre. Le portail s'ouvre et nous entrons dans le camp sous l'œil attentif d'autres SS. Face à nous, la place d'appel, toute en longueur. A gauche, des bâtiments bas, en dur : l'administration, les cuisines, le Revier (l'infirmerie), etc. A droite, des baraquements en bois : ce sont les blocs, c'est là que nous vivrons. Encore un paysage différent, sans doute aussi une vie différente. Heureusement beaucoup de Bressans et d'anciens d'Eysses sont là. Ce n'est pas une satisfaction, mais au moins nous pourrons échanger nos idées, nos informations et peut-être nous entraider, car ici nous sommes devant l'inconnu le plus total sur notre avenir.

## Allach : Kommando de Dachau

Allach a été construit bien après Dachau, pour accueillir les déportés de tous les pays affectés aux usines de la banlieue munichoise. Des baraques en planches, une vingtaine, ont été construites en léger sur des socles en béton. C'est là le minimum pour accueillir dans un pays très froid des hommes sans nourriture, mal vêtus, mais travaillant beaucoup. A ce camp, s'ajouteront après 1944 un petit camp pour femmes et aussi un autre pour les juifs.

Les usines à fournir en personnel sont BMW et Dikerhof. BMW (Bayerische Motoren Werke) est une usine bavaroise de moteurs. A cette époque de la guerre, elle produit en outre et surtout des moteurs d'avions (bombardiers et chasseurs), puis des pièces pour les V1 et V2. Dikerhof est une entreprise de bâtiment, qui participe à la construction du mur de l'Atlantique en France. A Allach, elle construit des halls de travail pour BMW, puis en 1944, la Bunkerhalle (hall blindé), pour la même firme. Cette entreprise enverra même des kommandos pour déblayer les quartiers de Munich écrasés par les bombardements alliés. A notre arrivée à Allach, ce kommando de plusieurs milliers d'hommes ne compte que quelques Français. Il est composé essentiellement d'Allemands, de Polonais et de Russes, en particulier des Ukrainiens faits prisonniers lors de l'avance allemande de 1941 – 1942. Mais tous rejettent les Français qu'ils traitent d'indisciplinés, de paresseux, de sales et de vantards. Nous arrivons à plusieurs centaines déjà bien groupés autour de ceux d'Eysses et de Natz. Pour ma part, je suis affecté au bloc 10, bloc en bordure de la place d'appel, avec un groupe de Français assez important, suffisant pour obtenir le respect des autres

nationalités. Mais je remarque le grand nombre de triangles verts parmi les Allemands. Ce sont donc des « droit commun » : la vigilance s'imposera. Le bloc 10 est comme tous les autres, composé de trois parties : bâtiment en bois, tout en longueur, et rez-de-chaussée. La porte d'entrée unique est au bout. On pénètre dans un premier local : c'est là que réside le chef de bloc avec son bureau où l'on passe obligatoirement. Ici sont entreposés les « bouteillons de soupe », puis on trouve sa chambre qui est fermée. Le chef de bloc est aidé du Stubendienst, service qui l'aide pour l'entretien et pour la discipline. Après ce passage obligé, on entre dans une grande salle, où sont alignés des lits superposés sur trois niveaux. Entre eux, juste le passage pour circuler. Au milieu de cette vaste pièce, une grande bassine pour recueillir les urines de la nuit. Il y a aussi parfois de la diarrhée, bien que cela soit... interdit ! Sortir de nuit est aussi interdit sous peine de mort. Enfin, au fond, un autre local, équivalent à celui du chef de bloc : c'est la Stube, chambre beaucoup plus réduite avec les mêmes lits alignés en nombre plus restreint. C'est là que dorment les membres du Stubendienst et des privilégiés. Je suis affecté à la grande salle. En ce moment, nous devons dormir deux par couchette, puis ce sera trois avec les nouveaux venus. A mon arrivée, je reçois une couverture, dont je suis responsable, même en mon absence. Midi : c'est l'heure du défilé avec la gamelle devant le Stubendienst et les bouteillons de soupe. Un liquide où il y a peut-être des pommes de terre écrasées et quelques légumes moulinsés. Enfin, c'est chaud. Comme tous, je vis avec ma gamelle suspendue à la ceinture de mon pantalon. Pareil pour ma fourchette et ma cuillère. Les couteaux sont interdits. Alors pour pouvoir couper, on meule un côté de l'un des deux ustensiles. La prochaine fois, je ferai plus attention pour arriver à la fin du service, car le fond du bouteillon semble plus épais. La soupe vite expédiée, je pose ma couverture sur ma place. Je suis au premier, avec un autre Français. Le rez-de-chaussée et le second sont aussi

occupés par des Français, mais à côté, ce sont des Russes. Enfin. Il n'est pas 14 heures, que l'on sonne l'appel des Français qui viennent d'arriver. Rassemblement immédiat devant le bloc, et déjà hurlements et coups de Gummi, câble d'acier entouré de caoutchouc. Les Kapos et leurs aides s'en donnent à cœur joie. En rang, comptés, recomptés, on rejoint la place d'appel toute proche, où arrivent les Français des autres blocs. On recompte, on tape, on injurie, puis en rang par six, nous nous dirigeons vers l'entrée du camp près du bâtiment de commandement et d'administration. Et là, est installée une grande table. D'un côté sont assis des civils, des SS, un homme vêtu de noir, de la Gestapo sans doute. De l'autre côté, à l'extrémité, un détenu, en tenue rayée. C'est un Hollandais, qui fait office d'interprète. Alors commence le défilé de tout notre groupe, plusieurs centaines devant cette sorte de jury composé de représentants des entreprises, venant quérir du personnel. L'encadrement du camp est aussi présent. Et l'on attend son tour et pour plus tard la sentence : BMW ou Dikerhof ? Ou autre chose ! Je suis surpris par le manque d'expression des copains, mais peut-être sont-ils tous comme moi, tellement soucieux de leur avenir qu'ils ne peuvent en parler, car personnellement, je n'ai jamais eu d'activité sur le terrain. Alors, je me pose des questions : chez Dikerhof, dans le bâtiment, je ne tiendrai pas le coup, n'ayant jamais eu d'activité physique surtout avec l'ambiance et l'environnement du camp ? Chez BMW, même chose, je n'ai jamais utilisé de machine-outil, tout au plus une lime, mais que peuvent-ils bien faire d'un détenu limeur ? Autant de questions sans réponses possibles, et autant de soucis pour mon avenir que je n'arrive pas à imaginer ici. A part les coups qui vont pleuvoir, l'horizon est bien sombre et incertain. Enfin mon prédécesseur dans la file arrive devant l'aréopage et je tends au maximum l'oreille pour connaître les questions posées et traduites par le « Hollandais de service ». Quelques dizaines de secondes et c'est

mon tour. « Name ? » Mon nom ? 73788 et instinctivement, avant même la traduction, je le décline en allemand. Idem pour ma profession : « Student » étudiant. Alors que je suis examiné physiquement, un membre du jury me demande : « Tu parles allemand ? » Je lui réponds aussitôt : « Oui, un peu ». « Et tu l'écris ? » « Oui, un peu ». Mon passage est terminé et je regagne mon bloc un peu surpris de ces questions. La journée se termine avec toujours le même souci : BMW ou Dikerhof ? Un tout petit repas le soir : une tranche de pain et un morceau de pâté...de quoi ? Je ne le saurai jamais. A peine allongé avec mes copains à mes côtés, voilà qu'il faut se relever et aller aux abris, car l'alerte est déclenchée. Dans l'abri, un bâtiment situé à l'arrière de notre bloc, nous sommes serrés comme des sardines. On ne voit rien, on attend. Et sans doute deux heures plus tard, on revient s'étendre espérant que nous serons tranquilles jusqu'au lever.

### **Chez BMW**

4 h30 : c'est le réveil. Nous sautons du châlit, et nous nous précipitons dehors, en suivant les autres, plus anciens, vers les toilettes. C'est un bâtiment parallèle au nôtre, et là, on se mouille avec une eau froide, puis en chœur et dans la même pièce, on va faire ses besoins, les uns assis à côté des autres, autour d'un bassin circulaire où flotte le trop plein de ceux qui nous ont précédés. La vue, l'odeur ne peuvent se raconter. On se dépêche de rentrer au bloc pour s'habiller, accrocher la gamelle, le quart, la fourchette et la cuillère au pantalon. On range la couverture, et on se précipite pour l'appel : il est 5h. Les SS sont là, hurlant et tapant. Les Kapos font de même, essayant de faire mieux que leurs maîtres. Puis vient l'appel pour les Kommandos. BMW ou Dikerhof ? Je vais chez BMW. Je respire un peu, car je

travaillerai à l'intérieur. Mais à quoi faire ? Alignés, comptés et recomptés, il est 5h30 quand nous partons, en rang par cinq, bras dessus, bras dessous, au pas cadencé sous la houlette d'un Kapo. Le déplacement se fait, dès la sortie du camp, entre deux rangées de barbelés, encadrés par les Kapos et surveillés de près par les SS armés. Leurs chiens, des bergers allemands, sont parmi nous et obéissent au doigt et à l'œil de leur maître. Malheur à celui qui perd la cadence, ou qui lâche les bras des copains ! Un ordre et le chien mord le « délinquant » à la cheville, ce qui provoque la chute. Alors le chien s'empare de la nuque, attendant un nouvel ordre. Généralement, l'opération s'arrête là. Cela m'est arrivé une fois, et j'en ai porté longtemps la trace. Il arrive que le SS commande la fin de l'opération. Souvent mourant, l'homme perd connaissance, et les deux voisins doivent l'emporter au bout du chemin pour le signaler, en prévision de l'appel suivant. Pour le premier jour, le déplacement se fait normalement. Je note seulement au passage, un franchissement de voie, où il faut monter, puis redescendre des escaliers. Cela paraît peu de chose, mais plus tard, j'en ferai la sinistre expérience, le jour où je serai désigné avec un camarade pour porter un bouteillon d'une cinquantaine de litres de soupe, soupe distribuée plus tard à l'usine. Enfin c'est l'arrivée chez BMW. Nous allons au hall1. Nouveau rassemblement, nouveau comptage, et appel pour les affectations. Avec deux ou trois autres, je me retrouve au contrôle. Ouf ! Quelque chose que je saurai peut-être faire pour m'éviter les coups de Gummi ou de cravache. Le chef de service est un civil allemand, un « monsieur », sans doute de Munich, bien plus âgé. J'apprendrai par la suite qu'il s'agit d'un ancien combattant de 1914-1918, prisonnier de guerre en France, dont il n'aurait pas rapporté un trop mauvais souvenir. Tout de suite, il indique à chacun sa place, face à un banc de contrôle, distribue l'outillage indispensable (pied à coulisse, etc.), et donne le casier pour le ranger. La première pièce qu'il contrôle devant nous est

un carter à huile. Chacun de nous aura quatre à cinq orifices à vérifier en diamètre et profondeur. Ensuite, il faut reporter l'opération contrôlée sur un cahier personnel où est mentionné le numéro de la pièce. Le chef nous prévient : en cas d'erreur volontaire ou involontaire, c'est la peine de mort immédiate. Deux heures plus tard, nous faisons nos premiers contrôles, et je comprends alors que ce sont mes réponses données en allemand, qui m'ont envoyé ici, à l'intérieur, donc à l'abri, dans un atelier où je peux parfois m'asseoir. Beaucoup de mes camarades ont été affectés à des machines, essentiellement des tours simples, réglés pour faire un trou dans le carter. Ils sont aussi à l'abri, mais doivent rester debout durant douze heures et surtout doivent suivre la chaîne. Heureusement que les carters sont très légers, bien que volumineux. Un diamètre d'un bon mètre, une épaisseur de trente centimètres, environ, bien des creux pour la circulation et la conservation de l'huile, mais un poids de quelques kilos seulement. Le métal est, nous dit-on l'électron, un alliage d'aluminium et de magnésium, alliage très léger, mais dont l'un des composants, le magnésium s'enflamme spontanément, lorsqu'il dépasse une certaine température, avec une lumière extrêmement blanche et puissante. On utilise le magnésium pour le flash des appareils photos. A plusieurs reprises, des carters se sont enflammés car le tour réglé trop vite a échauffé le métal qui s'est embrasé en une boule de feu très blanche, très pure, mais très puissante. La pièce a été perdue, le détenu sévèrement puni, bien qu'il n'y soit pour rien, car le réglage des tours est l'œuvre des civils allemands spécialisés. Après ces quelques découvertes, la journée se poursuit. Arrêt à 8h pour le café : de l'eau chaude parfumée à je ne sais quoi. Quelques minutes après, reprise du travail jusqu'à midi où la pause-déjeuner est un peu plus longue. On reçoit une gamelle de soupe : là encore de l'eau chaude avec des légumes écrasés, hachés que l'on ne trouve qu'au fond du bouteillon. Enfin à 18 h, c'est la fin de la journée. Rassemblement

à l'entrée du hall, où l'on croise nos remplaçants de l'équipe de nuit. Appel, puis départ en direction du camp, comme à l'aller. Il en sera ainsi, avec alternance, une semaine de jour (8h à 18h), une semaine de nuit (18h à 8h) du lundi au samedi. Lors de la semaine de nuit, on est censé dormir la journée avec la coupure de midi pour le repas. Mais c'est sans compter avec les allées et venues des autres, les alertes et les hurlements du Kapo et de ses aides. Le retour nous ramène au camp vers 19h. Tout de suite, nouvel appel, contrôle une fois, voire deux fois, puis on revient à la baraque. A 20h, distribution de la soupe : une tranche de pain, un peu de bouillon et souvent une tranche, une toute petite tranche de viandes diverses hachées, où de pâtes de fruit. Et c'est le couvre-feu. Il est interdit de sortir, sauf en cas d'alerte. Nous sommes serrés les uns contre les autres, tête-bêche. Heureusement que certains sont de l'autre équipe et sont donc au travail, libérant un peu de place. Au cours de la nuit, on peut seulement uriner dans un grand bac situé au milieu du bloc et qui dégage une puanteur envahissant tout l'espace. Mais ces heures de répit sont toujours les bienvenues, car les hurlements et les coups sont plus rares. De mes semaines de jour au hall 1 de BMW de cette fin d'été 1944, je conserve toujours intact le souvenir d'une alerte en plein après-midi, mais aussi celui d'un retour au camp qui me réveille encore la nuit.

Fin août ou début septembre 1944, la sirène donne l'alerte. Il est 14 ou 15h. Un raid aérien se dirige vers nous, mais pour qui ? Déjà de nombreuses fois sommes-nous sortis, mais pour rien. Comme d'habitude en rang, sous les coups et les hurlements, nous gagnons une butte boisée de grands arbres, une terre battue au sol et juste après la Bunkerhalle dont la construction s'achève. Comme d'habitude, nous regagnons nos emplacements, et l'on s'assied en attendant de s'allonger si la menace se précise. Plusieurs minutes s'écoulent avant de percevoir le bruit d'un vol de bombardiers, sans doute haut dans

le ciel, car le déplacement paraît lent. Et subitement, alors que le vol est sur nos têtes, on entend des sifflements qui s'amplifient très vite et c'est l'explosion, pas où nous sommes, mais vers l'usine et ses halls. Dans ces circonstances, nous avons ordre de rester couchés. N'écoutant que ses sentiments, mon voisin, voisin de travail à l'usine, Marcel Rivière, de Lyon, se dresse mû comme par un ressort en criant : «Bon Dieu, l'usine est en feu ! » Presque immédiatement, nous percevons la réplique d'un fusil-mitrailleur dans notre direction pour calmer toute démonstration, mais Marcel a déjà repris sa place allongée. En réalité, c'est un hall de montage de chez BMW qui vient d'être détruit. Le nôtre est intact.

L'autre souvenir remonte à quelques jours après cette alerte. La journée de travail terminée, nous prenons le chemin du retour, sous les vociférations. Quant aux coups habituels, nous cherchons surtout à les éviter. Le petit pont franchi, nous arrivons bientôt au camp, mais dès l'entrée, quelque chose nous surprend. Il y a bien, là, alignée parfaitement, une musique militaire en tenue de parade. Mais comme nous dans ce cas, les musiciens sont muets, en attendant. Nous apprendrons plus tard qu'il s'agit de la Musique royale du Danemark déportée intégralement, avec instruments et uniformes. Nous rejoignons nos places pour l'appel, où d'autres sont déjà là. C'est à cet instant, que nous découvrons face à nous, deux potences dressées sans doute dans l'après-midi. Mais pour qui ? Et pourquoi ? Les minutes passent et bientôt arrive le chef du camp accompagné de SS en grande tenue. Il nous annonce que des détenus (suivent leurs matricules), de nationalité italienne et russe ont tenté de s'évader. Les voilà condamnés à mort. Sur ses ordres, ils sont amenés les mains attachées dans le dos. A voir la difficulté qu'ils ont à se mouvoir, on comprend que l'interrogatoire a dû être fort musclé. Chacun est placé face à sa potence. Ils grimpent sur un petit escabeau et là, un SS leur passe une corde au cou. Sur ordre du chef de camp,

les escabeaux sont retirés, mais la chute des corps est si courte que nos deux camarades se tordent. Il n'y a pas eu rupture des cervicales, ils meurent donc étouffés. Chez nous personne ne bouge, nous souffrons de leurs souffrances. Et c'est alors que la musique prend le départ pour défiler devant les deux suppliciés. En rang et tête droite, nous emboîtons le pas aux musiciens, passant devant nos deux camarades qui bougent encore faiblement. Ensuite, nous rentrons au baraquement, muets et en état de choc suite à ce que nous venons de voir et de vivre. Dans les mois qui suivirent, j'ai assisté à plusieurs autres pendants pour divers motifs. Exemple ce refus de travailler d'un copain d'un bloc voisin, qui trop fatigué, usé même n'avait pu se lever pour l'appel du matin. Tout cela m'a impressionné, mais c'est la première pendaison, avec la présence active de la musique comme un spectacle, qui reste gravée en ma mémoire. Il m'arrive d'en rêver encore, la nuit. Ainsi défilent les semaines de jour, passées chez BMW. Le soir, après le repas, la fatigue aidant, nous ne pouvons guère discuter avec les copains. Le sommeil vient vite. Les semaines de nuit, c'est un peu différent. L'appel pour le lever est à 15h, suivi sans traîner de la toilette. C'est 15h30. 15h45, départ du bloc vers la place d'appel. De 16h à 17h, appel, contrôle. Encore un appel, sous les cris, les coups et hurlements habituels. A 17h ou 17h15, c'est le départ pour l'usine entre nos rangs de barbelés, sous l'œil des Kapos, tandis que les SS sont à l'extérieur. Comme pour le matin, il faut prendre les bouteillons pleins à l'aller. Le déplacement a lieu au pas cadencé, uniquement pour avoir l'occasion de taper, de hurler et pour les chiens de mordre. 17h50, arrivée à l'usine, et dix-huit heures au travail jusqu'à six heures le lendemain. Vers 20h, arrêt d'un quart d'heure pour récupérer et manger la soupe. En cas d'alerte, on ne sort pas, mais la densité de l'éclairage est diminuée. A six heures du matin, arrive l'équipe de jour. Nous sortons du hall, premier appel, avant le retour à l'usine. Retour au camp, selon le même

trajet et dans l'habituelle ambiance meurtrière. Vers 7h arrivée au camp et contrôle du nombre de détenus. Certains, exténués, très affaiblis ne peuvent plus avancer ou faire quoi que ce soit. Ils sont alors dirigés sur le Revier, l'infirmerie. Quelques jours plus tard, certains reviennent, mais la grosse majorité meurt d'épuisement, de malnutrition et de maladies. A 7h30, retour au bloc et coucher. Vers midi, appel pour le repas dans le bloc : la soupe, à savoir un morceau de pain accompagné d'une sorte de pâté ou de confiture indéfinissable. Puis pause de 13 à 15 heures. Parfois, on peut se reposer correctement ; on peut aller voir dans un bloc voisin des copains, aider l'un d'eux en difficulté. Rien n'est facile. Mais trop souvent, les alertes viennent interrompre nos pauvres projets. Il faut vite se mettre à l'abri. Alors tout change et on essaye de se faire à cet étrange et singulier rythme de vie. Enfin, il y a le dimanche, le jour où l'on ne se rend pas à l'usine. L'appel n'a lieu qu'à 7 h. Ensuite, on profite du temps libre pour se laver un peu mieux, et si la météo le permet, de laver un caleçon ou un genre de maillot. Un temps assez long est toujours consacré à la chasse aux poux, car il y en a partout. Si l'un de nous se déplace à la vue d'un Kapo ou d'un SS, c'est une prime de vingt coups de Gummi sur les fesses nues en étant accroupi sur un chevalet. J'ai assisté plusieurs fois à un châtiment, celui du retardataire ou du voleur etc., mais je ne l'ai jamais subi. Ceux qui hélas en furent victimes, étaient inconscients au quinzième coup ; cela n'arrêtait ni le Kapo ni le SS. Le dimanche permet aussi d'aller chez le coiffeur, pour la coupe des cheveux, mais surtout pour l'entretien de la Strasse, ici la raie sur le crâne qui doit toujours être nette et bien visible. Sinon, la punition est de vingt-cinq coups. Enfin, l'après-midi est aussi consacrée à la réparation des vêtements, mais surtout à la rencontre avec les copains des autres blocs. Voilà le temps venu de prendre des nouvelles des uns et des autres.

C'est aussi le moment d'échanger les informations que l'on a pu obtenir, sur les fronts, sur la guerre. Ainsi apprenons-nous le 20 août le débarquement en Provence, et la prise de Marseille. Un grand espoir naît en nous, qui doit soutenir notre moral.

Vers le 17 septembre, j'apprends de la bouche d'un camarade employé dans les bureaux du camp et qui a pu jeter un œil sur un journal allemand, que des éléments de la Wehrmacht ont repoussé une attaque américaine à Montrevel-en-Bresse. Cela signifie pour moi, que les troupes US sont à Bourg, et donc que ma ville natale a été libérée. Mais qu'en est-il de mes parents, de mes frères, de ma sœur, des autres membres de ma famille ? Je l'ignore. Cependant le moral reprend le dessus, car la vie dans le camp se dégrade de jour en jour malgré un été et un automne relativement cléments. Certes, au début, les Allemands devaient faire la loi parmi les détenus. Mais à notre arrivée à Allach, seuls quelques Français étaient perdus au milieu de Russes, de Polonais et de deux petites communautés : l'une italienne et l'autre allemande. C'étaient surtout des « droit commun ». Il y avait aussi une bonne douzaine d'autres nationalités, mais qui cherchait à se faire oublier. Les Allemands, chez eux et parlant la même langue, avec l'appui ou la neutralité des Kapos, et chefs de bloc sont partout. Ils sont toujours prêts à voler les autres. Les Polonais essayent d'en faire autant, s'alliant au besoin contre nous, car ils nous reprochaient de ne pas les avoir aidés en 1939.... Quant aux Russes, ce sont essentiellement des Ukrainiens habitant des kolkhozes d'où ils n'étaient jamais sortis. J'ai eu l'occasion de travailler avec un officier de l'Armée rouge, originaire de Leningrad (Saint-Pétersbourg aujourd'hui). Nos échanges en allemand au camp n'avaient rien de commun avec ceux de ses autres camarades de travail qu'il évitait, bien que parlant la même langue.

Notre grand problème au sein du camp reste le vol. La nuit et pendant le sommeil, il faut dormir sur ses vêtements et ses galoches. Pendant le travail, c'est la couverture qui disparaît si les copains de l'autre équipe ne sont pas là pour surveiller. Tout se vend et tout s'échange pour un quignon de pain ou pour une simple cigarette. Pendant mon séjour au bloc 10, ma couverture a disparu une nuit. Le matin, j'aurais pu être passible de la schlague. Je me suis rendu dans le bloc voisin, n'abritant pas de Français. J'ai choisi une couverture en assez bon état, et sans colonies de poux ! J'avais vérifié auparavant.

Le dimanche est aussi le jour où, entre Français, nous échangeons nos impressions sur notre travail. Ceux qui sont chez Dikerhof ont, c'est certain, une vie plus dure. La grande majorité ne travaille que le jour, mais dehors, sous le soleil, dans le froid, le vent et la pluie. La station debout les mine. De plus, leurs travaux sont fort pénibles physiquement : charrier du béton, des moellons ou des pierres à la brouette, creuser à la pioche etc., autant de tâches harassantes et ce durant douze heures d'affilée. Après la diarrhée des premiers jours, qui a éliminé les plus fragiles, puis les plus jeunes et enfin les plus âgés, la tuberculose fait des ravages. La toux épuise ceux qui sont atteints et l'infirmerie, dépourvue de tout ne peut les accueillir ni les secourir. L'admission n'a lieu que lors de la phase finale. Heureusement, la solidarité joue. Dès qu'un camarade est en difficulté, il y a parmi les Français la collecte de la bouchée de pain ou d'un petit morceau de pâté. Réuni, tout cela est porté à celui qui en a bien besoin. En plus de la nourriture, il y a le geste qui le touche, et beaucoup des nôtres sont revenus grâce à cela. Et même dans certains cas, le fait de venir voir celui qui est mal en point, est un geste apprécié qui remonte un peu le moral et redonne la force (?) de se battre. Et je pense que tous, à un moment donné, avons bénéficié de ces gestes qui nous ont permis d'échapper à une mort programmée. Car ici, tout peut mener à la

catastrophe. Un jour de l'automne 1944, je rencontre Roger Morandat. Il est dans un mauvais kommando ; il apprend qu'on cherche un boulanger. Immédiatement, il se porte candidat et est retenu. Il est « heureux ». De la pâte, il va en pétrir. Je le reverrai à Bourg en 1945. Le poste était prévu à Auschwitz, mais la chance lui a souri pour le retour, lui faisant éviter de justesse le massacre final. Avec l'automne qui se termine, la Bunkerhalle est en voie d'achèvement. Cette usine, sous deux mètres de béton recouverts de quatre mètres de terre plantée d'arbres est invisible de l'extérieur et à l'abri des bombes. Et un beau matin, je suis désigné pour rejoindre la Bunkerhalle. Il y a de grands alignements de machines, de perceuses, de raboteuses essentiellement et au bout un poste de contrôle. Je suis affecté à la première travée, mon poste est à une vingtaine de mètres de la dernière machine. Je dispose de deux établis parallèles : sur l'un est posé le carter à vérifier, sur l'autre le carter vérifié qui attend son passage chez le super contrôleur, un civil allemand qui vérifie mon travail et rectifie sur le carter les anomalies que j'ai relevées. En-dessous des établis, des placards fermés à clé contiennent mes outils, surtout des instruments de mesure, des pieds à coulisse, etc. Je conserve toujours mes clés et je les ai encore ! Alors, une question se pose : qui va venir à mes côtés pour me contrôler et peut-être me surveiller, me dénoncer ? Le surveillant que j'ai eu jusque là, malgré son âge, et son esprit un peu tatillon, dû surtout à sa peur bleue des SS, ne m'a jamais dénoncé. Bien que le travail se soit toujours réalisé au ralenti, et sans des contrôles très rigoureux, il n'a jamais rien dit, rien fait contre nous. Alors, qui va prendre le poste ? Et brusquement, à peine installé, je vois qu'un jeune Allemand prend possession des lieux. Qui est-ce ? Et comment si jeune est-il là, alors que tous, bien plus âgés sont au front ? Est-ce un protégé du régime ? Alors le danger est bien présent. Et c'est lorsqu'il avance que je m'aperçois de sa grande difficulté à se mouvoir, et sa lenteur à se déplacer. Une fois ses

affaires en place, il vient me voir et me dit qu'il est un grand blessé de Stalingrad. Fraîchement sorti des hôpitaux, il est affecté à ce poste où il peut travailler assis. Il m'explique ce qu'il attend de moi et ce qu'il fera. Il y a un vrai dialogue que j'apprécie, car c'est le premier et ce sera le seul pendant mon séjour à Allach. Passée cette mutation inattendue, une autre nouvelle m'attend au camp à mon retour de cette première journée à la Bunkerhalle. Après l'appel du retour, je dois prendre mes affaires, ma couverture essentiellement, quitter le bloc 10 pour rejoindre le 3. Celui-ci est à l'entrée à droite, le troisième le long des barbelés électrifiés et des miradors et le dernier dans ce sens. Il est dans un angle du camp, ayant deux côtés parallèles aux barbelés. En entrant, je trouve des Français, mais ma surprise est bien plus grande, lorsque j'apprends que je suis affecté à la Stube, un des lieux privilégiés du bloc où vit une petite communauté choisie par la haute direction. Pourquoi moi ? Je n'aurai jamais une réponse, mais je suppose que cela est dû au poste que j'occupe à l'usine. Et là, je fais connaissance avec trois préfets, arrêtés, déportés, et travaillant chez BMW. Il s'agit de Camille ou Jean Ernst, Pierre Coldefy et Pierre Lecène dont je partage le lit. Il y a également Georges Nonmailler, dont certains disent qu'il était officier supérieur. Personne n'en est sûr. Après la libération, on saura qu'il portait un faux nom. En réalité, il se nomme Georges Palaud. Avec Claude Lévy, qui deviendra Leroy après le retour, Lucien Clade, Dussauge et Rivière de Lyon, j'ai maintenant une équipe de copains, adultes, près de moi et c'est bon pour le moral.

Avec les jours qui passent et mes contacts avec mon chef direct, je relève au passage que l'extrême précision ne l'attire pas du tout et qu'en conséquence, ce n'est pas ou ce n'est plus un membre engagé du parti. A plusieurs reprises, je lui ai signalé des carters où certaines sorties ou entrées d'huile avaient trois ou quatre millimètres en trop, alors qu'on devait arriver au dixième de millimètre. Il les a fait passer sans rectification. Au montage, il

n'y avait donc pas étanchéité, d'où fuites d'huile aux essais et incendie du moteur. Une ou deux fois seulement, il a fait une bague pour réduire ou supprimer l'écart qui était de l'ordre du centimètre. Je suis tranquilisé par ce changement et très satisfait de mon nouveau bloc. Novembre et décembre se passent plutôt bien, les intempéries étant supportables.

Arrive Noël, et l'on nous informe que ce jour-là nous ne travaillerons pas. Le matin, on fait comme le dimanche, mais après le repas, un bruit circule rapidement d'un bloc à l'autre transmis par les copains français. Il s'agirait d'un rassemblement de nos compatriotes dans un bloc voisin. Au début de l'après-midi, nous y sommes et nous rencontrons Georges Briquet. Connu de tous les Français, il animait à la radio et ce jusqu'en 1939, le tour de France. Il nous propose, en cet après-midi de Noël, de faire le « tour de France des chansons ». Chacun présente alors des chants de sa propre région, parfois en patois. Après les « Allobroges » de nos amis savoyards, nous poussons la « Saint-Martin ». C'est une grande journée, presque de bonheur, qui se termine juste avant la soupe du soir qui nous apporte aussi un petit supplément de pain et de pâté. Heureusement, car janvier va nous paraître long : la bataille pour le franchissement du Rhin piétine, le front russe bouge peu, surtout au nord. Tel est notre avis. Par contre, les deux camps qui nous touchent, celui des femmes et celui des Juifs, reçoivent de nouveaux contingents de déportés venant de l'Est. Chez nous, ils remplacent rapidement les décès, qui augmentent aussi à vive allure à cause des intempéries.

Je profite de cette période pour demander à mon responsable s'il ne serait pas souhaitable de m'adjoindre quelqu'un : il irait prendre les carters au dernier tour avant notre contrôle et les emmènerait après vérification à la chaîne suivante dans le hall voisin. Il me demande si j'ai quelqu'un à lui proposer.

Je lui donne le matricule d'un jeune ami, enseignant, de la région d'Agen, et qui est en difficulté physique chez Dikerhof. Quelques jours plus tard, cet ami prend son poste, à l'abri, presque au chaud, et avec beaucoup moins de fatigue. Il retrouve le sourire et surtout espoir en l'avenir.

Mais c'est aussi à ce moment que je rencontre une difficulté majeure qui aurait pu me coûter la vie dans l'ambiance de folie régnant alors dans le camp. Les armées allemandes reculent ou piétinent, les SS ne se contrôlent donc plus, surtout lors des châtiments. Le bridge en or de deux dents que j'ai pu dissimuler à l'arrivée, se descelle. Ne tenant plus, je l'enlève et le cache dans ma poche. Que faire ? La seule solution : le remettre en place rapidement avec du ciment. Le seul endroit possible est le Revier, l'infirmerie, où je connais le docteur Laffite. Au premier moment de liberté, je me précipite donc au Revier et la chance veut que je rencontre ce médecin à l'entrée. En deux mots et loin des oreilles indiscretes, je lui expose la situation. Il réfléchit une minute et me demande de le suivre. Il nettoie la racine-pivot avec une brosse faite d'antiseptique. Il sort un tube de colle médicale et me repose mon bridge, en me répétant que cela est vraiment sans garantie. Il faudra donc revenir s'il ne tient pas. Il tiendra ainsi jusqu'en février 1950 ! Fin janvier, l'hiver arrive réellement, il fait encore plus froid et la neige, véritable manteau blanc, a une épaisseur d'une trentaine de centimètres. Cela ne favorise pas nos déplacements à l'usine, devenus fort périlleux. Subitement, le 1<sup>er</sup> février, changement radical, le soleil brille par moins 20 degrés. Ceux de Dikerhof vivent le martyr, très mal vêtus, affamés et exposés au grand froid. Pour nous, les trajets sont durs, mais à l'usine, il fait presque chaud. Nous prenons notre mal en patience. Et les jours passent, sans amélioration, lorsque tout d'un coup, vers le 15 février, l'usine stoppe sa fabrication, les trains de charbon ne pouvant plus arriver. La centrale électrique de l'usine est à l'arrêt, paralysant

les lieux de production. En attendant, je suis affecté à Dikerhof. Pendant deux jours avec d'autres, je vais cribler du sable à l'arrière des maisons d'habitation des SS. Ce sont des femmes SS qui nous surveillent. Je les juge plus cruelles que les hommes. Leur passe-temps : donner du pain aux chevreuils qui s'approchent des maisons pour trouver quelque chose à manger. Heureusement, le troisième jour, je suis affecté à un camp annexe qui est en train de s'agrandir. Il est contigu au nôtre, et je participe à l'installation des lits superposés. Pas de chauffage en ce lieu. Mais la présence humaine qui s'active contribue à donner un semblant de confort et de chaleur. Surtout, nous sommes à l'abri du vent du nord. Et l'on arrive au 28 février, et comme par enchantement, le grand froid cesse brusquement. Le soleil est là, mais le thermomètre affiche quelques degrés en dessous de zéro. Pourtant la neige fond. L'hiver serait-il terminé ? Aux tous premiers jours de mars, l'usine rouvre ses portes et nous repartons travailler. Les nouvelles participent aussi à ce renouveau : les Russes se rapprochent et les Américains reprennent leur marche en avant. Le tout est ponctué par des bombardements plus nombreux et surtout plus précis. Mais aussi, la population du camp augmente de jour en jour. Les annexes sont bondées elles aussi. Hommes et femmes débarquent après des voyages pénibles et inhumains. De longues et harassantes marches à pied en épuisent et en tuent plus d'un. En outre les nouveaux venus apportent le typhus, qui fait des ravages quotidiens. Le « mort-express », le grand wagon sur pneumatique qui, traîné et poussé par des déportés, relie Allach à Dachau, emporte les morts de la journée aux fours crématoires de Dachau. Il ramène la nourriture du camp pour le lendemain. Désormais, l'express emmène tous les jours une montagne de cadavres. Le typhus fait peur à tous et nous redoublons d'attention et de précautions pour éliminer les poux qui seraient à l'origine de cette maladie. Enfin, avec le temps, on parle de plus en plus de camps qui se replient devant

l'avancée du front. Simultanément, un flottement est perceptible chez BMW, l'approvisionnement en matières premières devient de plus en plus problématique. Les cadences s'essouffent. Le rythme des alertes s'intensifie et nous les subissons lorsque nous sommes à l'usine. Des batteries anti-aériennes ont été installées autour du camp et elles commencent à riposter, se sentant aussi protégées par la présence des camps. Munich est durement touchée par les bombardements et Dikerhof envoie régulièrement des kommandos pour débloquer et rétablir la circulation dans les rues. Mais la discipline du camp, elle, se durcit. La moindre erreur conduit sur le champ à la bastonnade ou à la pendaison. La mortalité s'accroît. Les morts sont remplacés aussitôt par des contingents entiers d'hommes et de femmes épuisés. Dachau est submergé et seul ne peut plus faire face. A Allach, il y a du monde partout, le moindre recoin est occupé, les blocs sont bondés. Heureusement, notre Stube reste privilégiée. La qualité des occupants explique cela. Partout ailleurs, vol et violence règnent et la loi du plus fort fait tache d'huile.

Vers le 10 avril, l'usine arrête toutes ses machines. Plus de charbon, donc plus d'électricité. Les trains qui circulent encore sous les bombes transportent essentiellement des troupes vers les multiples lieux des combats. Je reprends mon activité dans les camps annexes, mais avec les alertes qui s'intensifient, on passe de plus en plus de temps dans les abris. Il n'est pas rare de percevoir le bruit des bombardements. Ils nous font peur et pourtant ils nous redonnent courage. Les servants des batteries anti-aériennes autour des camps sont tous très jeunes, alors que les réservistes sont de plus en plus nombreux près du camp. Les SS ne savent qu'hurler et frappent de plus en plus fort et sans motif.

Les 26-27 et 28 avril, nous sommes consignés dans les blocs avec interdiction de sortir. Seules les corvées pour le

transport de la nourriture et le transfert des cadavres fonctionnent encore. Et le manque de charbon a stoppé les fours crématoires de Dachau. Il faut empiler les cadavres en attendant une autre solution. On parle de plus en plus de notre départ, car la ligne de front continue d'avancer. Les camps annexes sont surpeuplés. A Allach, nous sommes douze mille et de nouveaux prisonniers arrivent tous les jours. Brusquement, on annonce le départ des Russes. Vite, ils se dirigent vers la place d'appel. Ceux qui n'y vont pas sont repérés par leurs plaques et exécutés aussitôt. Je suggère à l'officier russe, que je connais, de prendre les plaques d'un mort. Mais il part. Des SS accompagnent les Russes en hurlant et en faisant aboyer les chiens. La longue colonne quitte le camp, à pied, pour une destination inconnue. Chaque heure, le nombre de cadavres qui s'empilent sur la place d'appel augmente. La vue seule fait froid dans le dos. Lorsque l'on approche, lors d'une corvée, l'odeur et la chaleur mélangées rendent l'air irrespirable.

Les bombardements deviennent permanents et l'un d'eux détruit les batteries anti-aériennes sans endommager les baraques voisines. Les avions sont aussi de plus en plus bas, acquérant ainsi une précision remarquable. Malgré les risques qui s'intensifient, on observe cela avec un certain plaisir. Au camp, les SS qui restent ne se contrôlent plus. Ils gesticulent, hurlent, tirent partout. Il est vrai que le 28 avril, on entend les canons qui se répondent au loin. Le lendemain est vraiment un jour de folie. La moindre sortie, même pour aller faire ses besoins dans les toilettes voisines du bloc, peut être fatale. Les SS du haut des miradors tirent sur tout ce qui bouge. Et c'est presque un soulagement, la nuit tombée, de se retrouver tous, oubliant la nourriture qui a sérieusement diminué en volume le soir, pour évoquer ensemble, entre nous, la situation présente et future. On s'attend à tout, même à une exécution massive de tous. Lorsque tout est perdu, la folie peut susciter les pires actions. Les heures

de nuit s'égrènent lentement. On analyse les moindres bruits, le son du canon se rapproche, et les avions sillonnent le ciel. En cas d'attaque, nous essaierons d'échapper à nos bourreaux. Nos hypothèses se multiplient et les réponses aussi lorsque pointe le jour. Ce matin du 30 avril, il n'y a pas d'appel. Lorsque le premier du bloc 3 entrouvre une porte secondaire, pour voir le mirador tout proche de notre bloc, il a l'impression que le SS de service n'est plus là. Il est remplacé par quelqu'un de plus âgé. Mais le SS est peut-être tout près pour abattre ceux qui viendront voir. D'un bloc à l'autre, on arrive à passer sans se faire voir, et on échange nos impressions. C'est vrai, on ne voit plus de SS dans les miradors, mais la confirmation de leur départ se fera lorsqu'on se rendra compte que les uniformes de la porte principale ne sont plus les mêmes. Les SS ont quitté le camp dans la nuit. Ils ont été remplacés par les hommes du Volkssturm, les unités allemandes de réserve. C'est un soulagement extraordinaire pour tous. Mais cela ne donne pas la solution à notre avenir. Des soldats en armes sont toujours là, prêts à tirer. Dans la matinée, je suis appelé pour une corvée : partir avec quelques camarades et une remorque pour essayer de trouver un peu de nourriture autour du camp. Cette corvée est uniquement assurée par des Français escortés d'hommes du Volkssturm. Nous visitons des hangars, hors du camp, mais il y a peu de choses. Les locaux semblent avoir été pillés. On arrive très difficilement à remplir notre remorque. En passant dans le camp des SS, on arrive à leurs appartements. La plupart sont d'ailleurs ouverts et dans celui où je pénètre, la table est encore mise, des placards ne sont pas fermés. Tout montre que le départ a été précipité. Il n'y a rien à mettre dans notre caisse. Ils ont sans doute emporté le peu de nourriture qu'il leur restait pour assurer un ou deux jours sur les routes. Il est un peu moins de midi lorsque nous rentrons avec notre maigre butin. Les tirs d'artillerie sont de plus en plus proches. On cherche à voir, en vain. Le repas de midi est un des

plus succincts, mais peu importe. On attend la suite, celle que l'on espère depuis dix mois, ici, à Allach, en ayant une pensée pour ceux des nôtres qui ne sont plus là. Et de citer quelques noms, pour nous aussi des visages. Nous pensons également à tous ces Russes, partis depuis peu. Où sont-ils maintenant ? Sont-ils encore en vie ?

C'est le début de l'après-midi, les tirs d'artillerie se calment. Nous sommes dehors. Les hommes du Volkssturm sont descendus des miradors et sont là, à deux pas de nous, de l'autre côté des barbelés. Et soudain, un cri, un seul : « Les voilà ! Les voilà ! » C'est la ruée hors des blocs. Les gens du Volkssturm ont disparu, lorsqu'arrivent à quelques dizaines de mètres des barbelés non électrifiés depuis la nuit passée, plusieurs jeeps américaines. Avec mon ami Le Goff, nous arrivons en même temps contre les fils de fer barbelés. Mais déjà des dizaines, des centaines arrivent de tous côtés. Une jeep s'arrête près des clôtures. Le passager avant saute du véhicule et monte sur le capot qui est plat, un appareil photo à la main. Nous sommes en première ligne, mais déjà d'autres camarades ont réussi à atteindre le mirador et ils y grimpent. Eux aussi sont pris en photos. Au bout d'un moment, la jeep s'en va et nous rejoignons notre bloc avant d'aller à l'entrée du camp. La garde est assurée par quelques soldats américains aidés de déportés du comité international qui arrivent. Ils se présentent à l'officier américain. Celui-ci est heureux de voir notre liberté retrouvée, mais il est aussi ému par l'extrême misère dans laquelle nous sommes plongés. Son émotion est décuplée quand il aperçoit sur la place d'appel les monceaux de cadavres ou plutôt de squelettes qui attendent une sépulture. Le comité international qui comprend deux Français, le docteur Laffite et Boulanger est validé. Son premier travail : dresser la liste précise de tous avec nom, nationalité et éventuellement fonction au camp avec une appréciation. Le comité français comprend le docteur Laffite

comme président, secondé par Boulanger, nos amis Marcel Rivière et Doise comme secrétaires, Nonmailler au service d'ordre, Lévy (Leroy) aux enquêtes de moralité et de droit et Cladé aux loisirs.

Maintenant, les drapeaux confectionnés la veille et la nuit sont au faîtage de tous les blocs. On chante à certains endroits, et les détenus allemands vont pour la première fois, nous faire entendre « Le chant des marais ». L'après-midi de ce 30 avril mémorable pour moi se termine par des chants et aussi par la question : « Quand allons-nous rentrer ? » La soupe du soir est insignifiante, mais qu'importe, nous aurons mieux demain. Le soir, à la veillée, le préfet Pierre Lecene récite des vers, d'autres racontent des histoires. La nuit passée a été presque calme, les alertes n'ont plus retenti. Pour une fois, et depuis bien longtemps, le sommeil fut vraiment réparateur. On se lève malgré tout de bonne heure...c'est sans doute l'habitude. On va aux lavabos sans se presser, on essaye de se laver, mais nos tenues rayées sont tellement sales ! Et puis voilà le petit-déjeuner, à savoir le bouillon habituel et enfin, on va aux nouvelles. A l'entrée, on apprend qu'un commandant américain vient d'arriver avec autorité sur les 8000 déportés qui restent au camp après le départ des Russes. On apprend aussi qu'il ne tolèrera aucun règlement de compte de quelques nationalités que ce soit. La fête du travail marquera aussi la fête de la libération. Pour se faire, il faut libérer la place d'appel et d'abord évacuer la montagne de cadavres et nettoyer certains abords. Tous les valides participent au défilé sur la place d'appel : nous sommes groupés par nation et en rang, drapeau national en tête. La Marseillaise est chantée à pleine voix, l'Internationale aussi. En fin d'après-midi, on apprend que le docteur Laffite est allé à Dachau, qu'il en a rapporté quelques médicaments. Mais il est porteur d'une bien triste nouvelle : le Général Delestraint a été récemment exécuté. Les Burgiens savaient qu'il avait résidé à Bourg, boulevard Voltaire après la

« drôle de guerre ». Le soir, le chant occupe tout le monde et Georges Briquet reprend son « Tour de France des chansons » sur une note encore plus élevée. Mais cette belle soirée ne supprime ni ne résout les trois grands problèmes auxquels nous sommes confrontés : ravitaillement, rapatriement et typhus.

Le typhus : il règne en maître à l'infirmerie. Depuis plusieurs semaines, les cas se multiplient à grande vitesse et les médecins sont impuissants devant l'épidémie galopante. Il sévit de même dans le camp des Juifs et dans celui des femmes. Il faut faire vite avant une extermination totale des rescapés que nous sommes.

Le ravitaillement : l'armée américaine n'a pas prévu de nourriture pour les populations libérées. Il faut trouver sur place ou dans les environs de quoi se nourrir, avant que la France puisse envoyer un convoi de vivres.

La troisième question est celle qui nous tient à cœur à savoir notre rapatriement. On le souhaite, on l'attend avec impatience. Mais rien n'est prêt pour cela, pas de véhicules de transport, pas de lieux d'accueil. Et surtout, il ya le typhus, qu'il ne faut propager ni dans l'armée ni dans les populations civiles d'accueil, ni enfin dans nos familles au retour. Trois graves questions qui, jour après jour, reçoivent des réponses fragmentaires. Sans nouvelles de nos familles depuis de longs mois, mais elles aussi sans nouvelles de nous depuis longtemps, nous sommes autorisés à envoyer une carte chacun. Du papier, des crayons et des enveloppes sont mis à notre disposition. Le 2 ou 3 mai, un camion de la Croix-Rouge venant de Reims se présente à l'entrée du camp. Venant accomplir une corvée, le hasard veut que je sois là à ce moment. Tout de suite, on va chercher les copains de Reims ou de la région. J'assiste, atterré, à une scène tragique : l'un deux, plus âgé que moi, marchand de champagne de son état, et dont la peau du ventre tombe sur les

genoux, apprend la mort de son fils, tué au maquis en Champagne. Témoin oculaire de l'affreuse nouvelle, je suis bouleversé. Mais ainsi va la vie....Reprenant mes esprits, je vois le camion d'où l'on décharge quelques vivres et médicaments. Le 3 mai, la ration de pain est augmentée. Cela permet une collecte plus substantielle pour nos camarades très affaiblis et aussi pour ceux qui viennent du camp du Struthof installé en Alsace. Dans la journée, on fait le ménage du bloc. Puis on joue aux cartes quand on a la chance d'avoir un jeu ! Ou alors, on discute de notre retour, des repas pantagruéliques que l'on fera. Bien sûr, le temps nous pèse, à moi comme aux autres. Nous sommes tenaillés par le désir de recevoir des nouvelles, de rentrer, de retrouver nos familles, d'avoir une vraie vie avec du travail et des loisirs.

### **Le départ du camp**

Le 7 mai au matin est comme tous les autres matins. Après le passage aux tinettes, aux lavabos, je reviens au bloc, où mes amis, préfets et autres sont dans la « Stube », en train de deviser sur l'avenir. Il est dix heures, lorsque Claude Lévy, plus tard Leroy, et Lucien Cladé demandent à me voir. Nous sortons du bloc et à l'abri d'oreilles indiscretes, Lévy me dit : « Paul, veux-tu venir avec nous ? Nous voulons rejoindre l'armée française qui est une composante de la 7<sup>ème</sup> armée américaine qui vient de nous libérer. Pour cela, j'ai un passage pour une corvée de six. Départ à onze heures avec un crochet rapide au camp du STO, où il y a des Français. On récupère un peu de nourriture et peut-être que des copains se joindront à nous. Qu'en penses-tu ? Si oui, motus et bouche cousue. Rendez-vous à onze heures à la porte du camp. » C'est un oui du fond du cœur que j'adresse à Claude que j'embrasse dans l'émotion et en remerciement d'avoir pensé à

moi. Et ils repartent. J'ai à peine une heure pour penser à ce que j'emporte et ce que je laisse. Par obligation, je pars avec ma tenue, mais vu son état, j'essaie au moins de trouver une autre veste. J'en aperçois une, abandonnée mais c'est un vêtement d'hiver. Tant pis ! Je replace vite ma plaque, je garde mon pantalon, mon béret, mes chaussettes russes et ce qui me sert de galoches, sans oublier ce qui fait office de chemise. Enfin, je n'oublie pas mes clés du poste de contrôle de chez BMW. Ainsi je peux partir sans attirer l'attention du poste de garde. Au fond de moi, j'ai tout de même quelques inquiétudes quant à la suite des événements. Mais à six et avec la qualité des deux compagnons qui sont venus nous rejoindre, je suis tranquille. C'est presque onze heures. Je me trouve à l'entrée du camp. Le kommando est bientôt constitué, Claude Lévy le dirige. Il peut partir...remplir sa mission. Presque en rang et sans bruit, nous quittons donc le camp. Les six Français sont : Claude Lévy, qui travaillait avant son arrestation aux « National Caisses Enregistreuses » à Grenoble. C'étaient les premières des grands magasins. Avec lui Cladé, de la direction des transports Bourgey-Montreuil de Chambéry. Un autre copain ingénieur chez Peugeot à Sochaux, un jeune garçon à peu près de mon âge, de Nîmes et le dernier, un jeune que je ne connais pas. Il faut rappeler qu'en ce moment, deux mille Français se trouvent à Allach. C'est Lévy qui pilote le groupe, car il connaît le secteur. Cent mètres plus loin, nous ne sommes plus en vue du poste de garde de l'entrée. Encore quelques dizaines de mètres à travers les baraques vides et nous sommes près du camp des STO français. Là, nous attendons à l'extérieur. Seul Claude y pénètre ; en effet il le connaît pour y être venu ces derniers jours en mission. Il doit rencontrer ceux qui devraient peut-être se joindre à nous et rapporter de la nourriture pour tous. Une quinzaine de minutes plus tard, il revient, seul. Les autres ont trop de choses à emporter, dont tous les vêtements reçus de leur famille. Par contre, ils ont donné de quoi faire au

moins deux repas pour les six. En attendant, j'avais pénétré dans la baraque face au camp, baraque qui me paraissait vide de tout occupant. Effectivement, elle était vide. Le locataire, un SS avait disparu. Rien à manger. Mais il avait laissé son calot à visière, avec son bandeau noir visible sur le devant, orné du symbole de la tête de mort (Totenkopf). Je l'enlève, car trop compromettant, et je garde la coiffure que je mets dans un sac. Je l'ai encore sans le sinistre bandeau noir enlevé depuis longtemps ! Et nous repartons. A partir de maintenant, il faut être très prudent. Nous sommes en tenue rayée, ce qui marque notre origine. En outre, nous sortons d'un monde où sévissent typhus et autres maladies. Il faut essayer à tout prix de passer inaperçus des Allemands qui ne nous aiment pas beaucoup, car nous sommes une preuve vivante de ce qu'ils ont fait. Par exemple, nous pesons 35 kg et nos visages sont d'une maigreur effrayante. Il faut aussi ne pas se faire voir des Américains qui nous ramèneraient au camp le plus proche pour ne pas contaminer leurs troupes par le thypus. Après avoir déjeuné dans un coin tranquille d'une maison abandonnée, ce qui ne manque pas, nous reprenons notre route en direction du Tyrol et en évitant autant que possible les faubourgs de Munich. L'un des nôtres part seul en reconnaissance, puis nous fait signe d'avancer, si la voie est libre. Autour de nous, beaucoup de ruines dues aux bombardements répétés, mais aussi aux batailles de chars précédant la prise de Munich. Tout l'après-midi, nous progressons peu à peu dans cette banlieue pour atteindre bientôt une région plus calme, boisée, avec une route goudronnée que nous longeons presque dans les fossés. Il ne faut pas se faire voir des convois américains qui circulent sans cesse. Nous nous accordons une seule halte de repos, dans l'école d'un village totalement désert. J'en profite pour jeter un coup d'œil à la bibliothèque et je prends deux livres qui vont dans le sac rejoindre le calot. Il s'agit d'un livre d'histoire destiné aux élèves pour voir plus tard, comment on présentait l'histoire de l'Europe jusqu'en 1939. Puis un autre

sur la Franc-Maçonnerie et les Francs-Maçons français. Ces deux livres sont maintenant au Musée de la Résistance de Nantua. Après cette pause, nous repartons. Nous sommes à une vingtaine de kilomètres de Munich. Bientôt il faudra trouver un endroit pour passer la nuit. Le jour baisse, lorsque sur notre route, se dessine un gros bâtiment laissé à l'abandon. L'un des nôtres y pénètre, revient et confirme ce que l'on pensait : il est vide. Ce devait être une auberge, dont les occupants ont fui devant l'avancée des Américains. Pour nous cela est parfait. On pourra se reposer, dîner et faire notre toilette. Il est déjà tard lorsque l'on découvre qu'il y a des gens au sous-sol. Ce sont des Yougoslaves, des hommes et des femmes, jeunes et habillés normalement. Sans doute des STO qui cherchent à rejoindre leur pays ? Nous passons cette nuit du 7 au 8 mai dans ce bâtiment qui, en fait, est la Bierstube Fruth (Brasserie- auberge), 74 Neugermerring bei München (Bayern). Le lendemain, nous reprenons notre chemin, nous cachant dans les fossés, lorsque soudain pointe au loin un convoi militaire. Il est presque onze heures : un camion s'avance vers nous. C'est un GMC, type de véhicule entièrement inconnu pour nous. Il est tout seul, arborant le drapeau tricolore d'une unité française. Pas de doute, c'est un des nôtres. Nous sautons au milieu de la route pour l'obliger à s'arrêter. Le chauffeur stoppe surpris et désemparé devant ces hommes étrangement vêtus de tenues rayées et inconnues. Avant qu'il ne descende, on lui pose la question : « Tu es français ? » Il répond par l'affirmative, à son tour il demande : « Et vous ? » « Nous aussi ! ». Il comprend alors et nous dit que nous serons renvoyés au camp le plus proche si les Américains nous repèrent. Alors, il nous fait grimper à l'arrière sur le plateau, étend une bâche pour nous dissimuler et repart en direction du poste de commandement (PC) de son unité. Et c'est ainsi que nous rejoignons le 1<sup>er</sup> groupe du 40<sup>ème</sup> RANA (Régiment d'Artillerie Nord-Africain) de la 2<sup>ème</sup> Division Blindée. Nous sommes accueillis par un des ses chefs. Ce détachement stationne

pour l'instant à Windach. Les présentations faites, le chef nous demande de nous dépouiller de notre tenue, de faire une toilette rapide et de nous rhabiller avec des treillis américains qu'il nous fait apporter. Désormais, nous voilà comme tous les militaires qui nous entourent, sauf que nous sommes sans papiers d'identité. Je demande un sac plus grand, pour y mettre la casquette du SS, ma triste tenue rayée, les deux livres pris à la bibliothèque et les clés de chez BMW. Suit un déjeuner avec beaucoup de questions des deux côtés. Nous apprenons qu'ils sont en Allemagne depuis peu, venant de faire tomber la poche de Royan après plusieurs mois de siège et de durs combats. Ils apprennent que nous souhaitons rejoindre les rangs de l'armée française pour contribuer à la victoire qui est en route. Un éclat de rire très amical du chef nous prépare à la réponse : « Vous vous êtes vus les enfants ? Dans l'état où vous êtes ! ». « Mais on peut être interprète ! ». « Non, on a ce qu'il nous faut. Avant tout, il faut vous retaper et après, on s'occupera de vous rapatrier ». Le repas est pris rapidement, le chef surveille d'ailleurs ce que nous mangeons. En quantité oui, mais fort raisonnable, car notre organisme n'est plus habitué. On a bu seulement de l'eau qui précède le café, un vrai de vrai attendu depuis plus d'un an ! Le chef propose alors un pousse-café. Venant de Royan, ils ont apporté des jerricans, ustensiles nouveaux pour nous, pleins de cognac. Chacun demande une cuillère à café pour le fond de la tasse. Deux heures plus tard, nous émergeons d'un sommeil profond et inhabituel. Depuis deux ans sans alcool, la moindre goutte était fatale. Pour moi, c'était la première fois. Ce sera aussi la dernière. L'après-midi, nous visitons les lieux occupés par l'unité, c'est pour nous une toute petite incursion dans le village dont les habitants sont partis. Certains se terrent sans doute chez eux. Puis nous partageons un dîner simple et réconfortant, sans alcool bien sûr. Surtout, nous passerons une bonne nuit, dans un lit, un vrai lit, après avoir posé nos vêtements. Cela paraît évident, mais pour nous, cela

représente tant ! C'est la première nuit de liberté, presque sans souci, à part l'anxiété pour nos familles.

Le lendemain 9 mai, on découvre l'unité et ses hommes. Pas de canons, car le régiment continue son avancée avec la 7<sup>ème</sup> armée américaine. Ils sont à la frontière autrichienne, tout proche du « nid d'aigle » d'Hitler. Mais y-est-il seulement ? Personne ne sait. Nous découvrons aussi le village, blotti autour de son église et traversé par une jolie rivière. Beaucoup de verdure, des grands prés bien verts, mais aussi des forêts surveillées par des hommes du régiment pour retrouver d'éventuels soldats allemands qui s'y cacheraient. Et le soir arrive. Encore un bon repas et une bonne nuit après des nouvelles encourageantes de l'avancée des Alliés. Ce même jour, dans la matinée, on a appris la fin de la guerre, de la guerre en Europe. Nous accompagnons un militaire qui va faire sonner les cloches à l'église du village. Nous vivons une journée de joie relative. Pour nous, la fin des hostilités a été notre arrivée ici, à Windach au 40<sup>ème</sup> RANA. Mais pour ceux qui nous entourent, c'est un poids qui disparaît, un autre avenir qui s'ouvre. Dans la journée, le commandant de l'unité évoque notre rapatriement lors du prochain départ d'une colonne vers Strasbourg. Mais il ne nous donne pas de date précise.

Le lendemain 10, j'accompagne un militaire qui va à la pêche pour améliorer l'ordinaire. J'observe qu'il n'a pas de canne. En arrivant au bord d'un trou d'eau plus important du torrent, il veut descendre plus bas, où le courant chemine à travers rochers et cailloux. A peine arrivé, j'entends une explosion : il a lancé une grenade dans le trou. La pêche fut excellente et le menu singulièrement amélioré.

C'est le 11 mai au soir, que le commandant nous réunit et nous donne à chacun un certificat signé de lui : chef d'escadron Weil, commandant le 1<sup>er</sup> groupe du 40<sup>ème</sup> RANA. En même temps, il nous annonce notre départ imminent pour la France, une

colonne de plusieurs camions devant se former pour rejoindre Kehl. Et c'est le 13 mai, aux aurores, que nous partons pour la France, vêtus de nos treillis, ayant comme bagages quelques souvenirs, dont notre tenue de bagnard des camps de la mort. Un long et lent voyage commence à travers le nord-ouest de la Bavière puis nous arrivons le soir à Winden im Elztal, près de la Forêt-Noire. Nous faisons halte et passons la nuit au sein d'une unité française d'occupation. Départ à l'aube, mais le jeune de notre groupe, inconnu de moi reste là, car il est malade. Le paysage dans la Forêt-Noire est vraiment superbe et cela nous fait du bien Quelle merveille ! Le soir, nous sommes à Nuszbach, à proximité de notre pays. Après une nuit, où nous avons pensé à nos familles et à notre retour au pays, le 15 vers midi, nous voilà arrivés à Kehl. Nous sommes obligés de nous arrêter, car il n'y a plus de pont. Le centre d'accueil des prisonniers et déportés nous prend en charge. Nous avons droit à un premier interrogatoire : nom, prénoms, matricule au camp, mais aussi motif de l'arrestation et de la déportation. Ensuite, regroupés, nous traversons le Rhin.

### **Enfin la France !**

Sur le sol français, devant Strasbourg, un car nous attend. Une fois complet, il démarre et nous traversons la grande cité alsacienne sous les applaudissements de la population qui reconnaît...le car. Nous arrivons au Vacken, le parc des expositions de Strasbourg, transformé en immense centre d'accueil. Là, nouvel interrogatoire puis on nous distribue des vêtements civils. Nous rendons nos treillis et endossons enfin une tenue de ville avec chemise, chaussettes et chaussures. Puis, c'est la visite médicale, individuelle, sérieuse avec vaccins et autres

piqûres. L'infirmière est charmante, nous correspondrons plusieurs années ! C'est alors que se pose la question de notre départ, et pour aller où ? Lévy, Cladé et l'ingénieur optent pour la direction de Lyon, où ils rejoindront femme et famille. Je suis indécis, n'ayant aucune nouvelle des miens. Mon camarade nîmois me demande d'aller avec lui à Paris, avant de rejoindre nos familles. J'accepte, et le lendemain 16 mai à 18h 30, on nous conduit à la gare. En attendant, on en profite le soir. Bien que les sorties soient interdites, nous faisons le mur pour découvrir le quartier où nous recevons un accueil extraordinaire. Quelle soirée !

Après une nuit un peu courte, c'est le réveil. Nous montons dans un wagon réservé aux rapatriés. Le voyage est un peu long, car les arrêts sont fréquents et la vitesse souvent réduite. Cependant nous apprécions le confort et nous sommes bien traités. Le lendemain matin 17 mai, à 13h 30, nous arrivons à Paris. Nous prenons un car très confortable qui, une fois plein, traverse la capitale que je découvre pour la première fois. Il nous dépose devant l'hôtel Lutétia. Là, nous subissons un interrogatoire individuel. En attendant notre tour, nous sommes harcelés par des familles cherchant soit leurs proches soit des amis, dont ils sont sans nouvelles, et ce parfois depuis plusieurs années. On nous donne des noms, on nous présente des photos : à tout cela, nous ne pouvons apporter de réponse. C'est pour nous un moment dramatique, très pénible à vivre. Enfin, c'est mon tour. Je suis interrogé dans un grand bureau, très luxueux pour nous, après ce que nous venons de connaître. L'enquête est classique ; mais en plus, elle porte sur les sévices endurés, sur les coups reçus etc. La visite médicale tient compte bien sûr des mauvais traitements subis. Une question me taraude : le typhus. Mais heureusement le médecin me rassure. Après avoir reçu des papiers d'identité, il me faut attendre. Mon copain d'Allach se joint à moi et l'attente semble ainsi moins longue. Le soir, nous

dormons au Lutétia et le lendemain, nous sortons. Le copain a prévenu sa famille qui est sur Paris. Le 18 mai au matin, on m'annonce que l'on va me transférer à l'hôtel Imperator avant mon retour à Bourg. A ce moment arrive les membres de la famille de mon ami et cela change tout. En effet ils nous emmènent tous les deux chez eux. Une fois les formalités accomplies, nous les suivons. La personne qui nous prend dans sa voiture est quelqu'un de jeune : c'est Monsieur Grandon. Son épouse est le modèle que l'on voit à Paris et partout en France, qui vante les produits de la société Palmolive. Nous arrivons devant un immeuble et montons dans un superbe appartement, situé au 34 faubourg Saint-Martin dans le X<sup>ème</sup> arrondissement. Là une hôtesse, magnifique et très agréable nous accueille. On nous pose des questions sur notre séjour forcé en Allemagne, sur notre retour et aussi sur nos projets. Monsieur Grandon a tout de suite compris mon souci majeur : qu'en est-il de mes parents et de ma famille ? Je vais rester chez eux pendant trois jours. Nous sortons en ville avec notre hôte qui nous présente à des amis qui toujours nous posent les mêmes questions sur notre passé récent. Le soir, avant de regagner ma chambre somptueuse, nous sortons dans un lieu où des gens s'amuse, mais peut-être ne sommes-nous pas à notre place ?

Le 19 mai, M. Grandon a une idée au sujet de ma famille. Comme mes parents n'ont pas le téléphone, il me propose de leur envoyer un télégramme donnant de mes nouvelles avec réponse payée et retour chez lui. Je suis d'accord et le 20 mai, je reçois un télégramme me disant que tout va bien et qu'ils m'attendent. Le 21 au matin, il se rend à l'hôtel Lutétia pour récupérer mon billet de retour et en fin d'après-midi, après un au revoir fraternel, il me conduit à la gare de Lyon où un wagon est réservé dans le rapide à destination de la cité des canuts ! Je m'installe, un peu ennuyé de quitter cette famille si accueillante, mais aussi heureux à l'idée de retrouver les miens. Vers 18h, c'est le départ avec une arrivée

prévue à Lyon vers 5 h du matin. Dans le compartiment, ont pris place d'autres rapatriés, des anciens prisonniers de guerre et même un STO. Près de nous, se trouve Madame Michelin qui rentre de déportation Elle s'apprête à regagner Clermont-Ferrand.

Après le repas, la fatigue aidant, je dors un peu. La nuit est calme. Le jour n'est pas encore levé à mon arrivée à Lyon. Je suis seul sur le quai de Perrache, lorsqu'un employé de la gare vient vers moi. Il m'annonce que personne du comité d'accueil n'est arrivé. Comme je dois rejoindre Bourg, il me dirige sur la gare de la Croix-Rousse. Tous les ponts de la ville ayant sauté, seuls les transports routiers sont possibles pour rejoindre une gare entre Rhône et Saône. Et quelques minutes plus tard arrive un bus. Le chauffeur m'invite à monter et tous les deux partons à la Croix-Rousse où il fait bien jour quand nous arrivons. Avec mon billet, on ne peut pas me laisser prendre l'autorail, car je n'ai pas de ticket d'appel. Je suis profondément déçu ; il me faudra attendre un train dans l'après-midi. Mais au moment du départ, un groupe de prisonniers de guerre (PG), qui rentre aussi dans sa Dombes natale, me prend avec lui et me fait monter dans un autorail archiplein. Le voyage est lent, avec des arrêts prolongés dans toutes les gares. A l'une d'elles, un prisonnier de guerre descend et va cueillir des pêches, très belles et savoureuses. Ce sera mon repas de midi. A Villars-les-Dombes monte un orchestre qui a dû jouer la veille. La batterie est sur roulettes et chacun porte son instrument.

A 13heures, arrivée en gare de Bourg. Tout le monde descend, mais il n'y a personne du comité d'accueil. Je suis là avec mon sac, lorsque les musiciens s'approchent. Ils descendent pour rejoindre les Graves et moi je vais boulevard de Brou, donc à deux pas. Je les accompagne posant mon sac sur la batterie. A pied, nous parcourons toute la rue Alphonse Baudin, les boulevards Voltaire, puis Victor Hugo. Mais en discutant, nous

avons avancé et je les quitte rue Lazare Carnot, rue qui fait l'angle avec le boulevard où nous sommes. Encore deux ou trois cents mètres et je suis devant chez mes parents, seul, boulevard de Brou. Il est 13h 30 lorsque je sonne et entre enfin chez moi ! Surprise générale, personne ne m'attendait : je n'avais pu prévenir qui que ce soit. Beaucoup d'effusions... Tout le monde est là, sauf mon frère aîné qui est parti au travail. Des questions, des questions. Des réponses souvent peu précises, car il y a des choses que je ne peux pas raconter à ce moment. Puis ensuite, et surtout des nouvelles d'ici, de tous, les retours, les absents et la situation générale. Mais déjà, on sonne à la porte : c'est Monsieur Amédée Brochand, le patron de l'entreprise de menuiserie où travaille mon frère aîné, grand mutilé de 1914-1918, qui a appris mon retour et qui arrive à bicyclette. Avec sa venue le ton et les questions changent. Il est heureux de me retrouver, de me revoir. En outre sa fille, épouse d'un chef d'entreprise de construction est ma marraine. Il veut savoir ce que j'ai vécu, où je suis passé, pourquoi, comment ? Il veut connaître la vie au camp, lui qui a perdu un bras sur le front, lui qui a souffert en attendant les soins, lui qui a dû réapprendre à vivre avec un bras en moins et une jambe abîmée. Il veut connaître notre calvaire, y compris les pendants. Il ne quitte pas des yeux mon costume rayé. Un après-midi difficile pour moi, qui espérais avoir tourné une page. L'après-midi s'achève, mon frère aîné est de retour et Monsieur Brochand rentre chez lui. Le soir, je retrouve enfin ma chambre, mais auparavant, j'avais rendu visite à ma grand-mère qui habite à côté. Et le lendemain, je parle de l'avenir. J'apprends alors que par ordre de Vichy, j'avais été rayé de l'Ecole Normale et interdit de tous lycées. Mais mes parents ont reçu récemment du courrier leur annonçant que j'avais été réintégré. Puis je me rends au service des rapatriés pour annoncer mon retour. Toujours et encore des formalités. On m'informe que je devrais suivre un stage de réadaptation à la vie normale à Divonne-les-Bains. Le

départ serait début juin pour un mois ou plus. En réalité, je partirai le 3 juillet pour un mois. Fin mai, un dimanche après-midi, un car s'arrête près de chez mes parents. Surprise ! Ce sont les copains de Bourg qui étaient restés à Allach qui rentrent après un stage en Suisse. Début juin, après plusieurs lettres et interventions, j'apprends que je suis admis à la 1<sup>ère</sup> partie du baccalauréat que j'avais passée en juin 1943 avant mon arrestation. Je rentrerai au Lycée Lalande le 1<sup>er</sup> octobre pour faire ma terminale, mais comme externe. Ensuite, je vais à Divonne, où je retrouve beaucoup de monde, hommes et femmes qui comme moi, rentrent de déportation. C'est le retour à Bourg et la rentrée en classe de mathématiques élémentaires. L'année suivante, j'entre à l'Ecole Normale pour une série de stages et de séances de formation au métier d'enseignant. J'y retrouve deux camarades de ma promotion : René Lethenet qui rentre également de déportation, et Jean Marinet, ancien résistant. Eux aussi ont fini l'an dernier au Lycée leur année scolaire brutalement interrompue. En fin de formation, nous devons rédiger un rapport sur une matière enseignée. A notre grande surprise, Monsieur Derriose, Directeur de l'Ecole Normale, nous demande d'écrire, ensemble, l'histoire des FUJ. Il s'agit, comme l'on sait, du mouvement de résistance que nous avons formé et qui nous a valu aussi, deux ans de retard dans nos études. Reçu à mon diplôme de fin d'année scolaire, admis à enseigner, j'attends anxieux ma première nomination pour la rentrée d'octobre. Le 18 septembre, je la reçois pour St-Etienne-du-Bois. Je suis heureux, car je reste près de mes parents. Ce seront moins de dix kilomètres que je pourrai parcourir chaque jour à bicyclette. Le lendemain, je prends mon vélo et pars pour St Etienne-du-Bois. La route est belle, et facile. Je rencontre le Directeur, Monsieur Emeyriat. Son fils qui poursuit des études supérieures, était avec moi au Lycée. Accompagné par le Directeur, je vais me présenter à Monsieur le Maire. Ensuite, je cherche un endroit pour pouvoir

déjeuner tous les midis et éventuellement passer la nuit, si le temps ne permet pas de circuler. Je pense en particulier à l'hiver et donc à la neige. A mon retour en fin d'après-midi, ma mère m'apprend que l'Académie a envoyé quelqu'un pour m'annoncer que je n'irais pas à St-Etienne-du-Bois. Je reste à Bourg, sans doute à l'école Bichat. Je suis encore plus heureux, car là, je peux rentrer pour déjeuner et dormir, et même m'y rendre à pied. Finalement, le lendemain, je reçois mon nouvel arrêté et je suis nommé à l'école Charles Robin à Bourg, aussi proche de mes parents que Bichat.

Mais tout ceci, sans que je m'en rende compte, va profondément modifier le cours de ma vie : cela a commencé d'abord par la Résistance. Puis vint ma déportation suivie de mon retour et de mon affectation à Bourg même. Oui, j'attendais une vie d'enseignant toute simple, avec sans doute des avancements, et des changements de poste. Mais pas la vie publique que j'ai menée au détriment de toutes celles et de tous ceux qui me sont chers.

### **Le premier mandat**

En octobre 1947, des élections municipales, les premières depuis la Libération, ont lieu dans toute la France. On est électeur à 21 ans et éligible à 23. C'est la loi. Dans les villes comme Bourg, l'élection se fait à la proportionnelle. Mais en plus, l'électeur dans la liste de son choix, peut marquer sa préférence pour cinq candidats en leur ajoutant une croix sur le bulletin de vote. A Bourg, les listes se forment et Monsieur Garet, professeur agrégé au Lycée Lalande, résistant lui aussi, qui m'a connu, vient me solliciter pour être sur la liste gaulliste qu'il veut présenter. Pas spécialement intéressé et parce que j'ignore le travail qui y est attaché, je refuse. Il insiste et finalement j'accepte à condition que je sois le dernier de la liste. La place étant déjà prise par le professeur de philosophie du Lycée, je me retrouve donc avant-

dernier. C'est en toute tranquillité que je participe au vote dans le bureau de l'école Lazare Carnot, bureau où je suis aussi électeur. Inconnu à Bourg, ou presque, sans appartenance politique, ayant juste l'âge pour être élu, mes chances sont minimes et cela répond à mon désir. Je ne m'attarde pas lors du dépouillement, car le lundi, je commence à 8 heures. Le lendemain matin, j'apprends que la liste Mercier a recueilli 8 élus, celle de Monsieur Garet 7 élus et les deux autres listes chacune 6 élus. Restent les croix à compter. C'est à midi que l'on vient m'annoncer que j'étais élu en seconde position de la liste par le nombre de croix que j'avais obtenu. J'étais à la fois content et anxieux : content du résultat et anxieux pour l'avenir. Et surtout, j'ignorais que je venais « d'en prendre » pour cinquante quatre ans, puisqu'élu de Bourg en 1947, je le serai jusqu'en 2001.

J'ai toujours pensé que mon appartenance à la Résistance et ma déportation, à un âge encore bien jeune, en étaient la cause. Je pense toujours aussi que cela a entraîné mon accession à la présidence de plusieurs associations importantes. Comme leur réussite était pour moi un point d'honneur, je leur ai alors consacré beaucoup de temps, tout mon temps et cela au détriment de celui que j'aurais dû consacrer à ma famille.

Mais on ne commande pas l'histoire d'une vie, on la subit, trop souvent.

Bourg-en Bresse, le....

**Paul MORIN,**

Maire honoraire de Bourg-en-Bresse,  
Premier vice-président honoraire  
du Conseil général de l'Ain,  
Commandeur de la Légion d'honneur,  
Médaille de la Résistance avec rosette,  
Croix de Guerre : 2 palmes-1 étoile vermeil

Commandeur des Palmes Académiques  
Président fondateur de l'association  
des Déportés Résistants de l'Ain  
Président honoraire de l'Union Fédérale

par

**Patrick Subreville**

Pour aider le lecteur, jeune et moins jeune, rappelons les deux dates de ce vaste conflit. La Seconde Guerre mondiale débuta le 1<sup>er</sup> septembre 1939 et se termina le 2 septembre 1945. Les conséquences de ce séisme subsistent encore de nos jours.

Il nous a paru utile de définir, de préciser quelques éléments historiques pouvant ainsi éclairer la lecture de ces souvenirs. Que cela serve aux générations futures ! Pensons à celles et à ceux qui ne sont jamais revenus. Restons sur cette soif de revivre et de vivre après avoir tant bien que mal survécu.

### *Le Troisième Reich :*

**Dachau :** (Dahauua, Dachowa, puis Dachau, ce qui signifie un endroit humide au sol argileux.) Ville bavaroise d'Allemagne située dans des marais tourbeux (Dachauer Moos) sur l'Amper. Avant d'être synonyme de mort organisée, Dachau abrita à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et au début du XX<sup>ème</sup> une colonie de peintres, comme celle installée à Worpswede, près de Brême. Ce fut l'époque de l'Art nouveau, mouvement artistique, s'appuyant sur l'esthétique des lignes courbes. Soudain, rapide, très bref et puissant, il eut une renommée internationale. Ses foyers d'activité allemands furent Berlin, Darmstadt, Munich et Dachau proche de la capitale de ce mouvement d'un autre genre que fut le nazisme. Installé sur le site d'une ancienne fabrique de munitions, ce camp fut ouvert officiellement le 22 mars 1933 pour y regrouper tous les opposants allemands au «Reich» (l'Empire). Jusqu'en 1945, 206 000 déportés y furent internés dans des conditions inhumaines et 32 000 furent exterminés. Le camp fut libéré le 29 avril 1945 par des éléments de la VII<sup>ème</sup> armée américaine et le 30 avril, 25 000 survivants furent recensés. Arrivant au camp, le déporté pouvait lire sur le portail d'entrée les mots suivants : «Arbeit macht frei», ce qui veut dire «le travail rend libre». De nombreux camps de travail, les «kommandos» dépendaient de Dachau. Par exemple Allach, où se trouvait l'usine BMW.

**BMW :** Bayerische Motoren Werke : Manufacture bavaroise de moteurs.

Elle fut fondée en 1916 par Gustav Otto et Karl Friedrich Rapp. Durant la Seconde Guerre mondiale, elle construisit des moteurs d'avion de pointe (moteur d'avion à réaction BMW 003) grâce au travail forcé des détenus du camp d'Allach. Les usines BMW furent presque entièrement détruites en avril 1945. Bien des années plus tard l'emblème bien connu, une hélice en mouvement sur fond bleu et blanc, put redéployer ses ailes pour devenir au monde une des marques les plus connues et les plus prestigieuses de voitures de luxe, de puissantes motos et de scooters. C'est en 1923 que la firme produisit le premier deux-roues !

Nous avons lu que Monsieur Morin travaillait chez BMW. Sa connaissance de la langue allemande y fut pour quelque chose. Il dut inspirer confiance, puisqu'on lui donna les clefs du

placard où étaient rangés les instruments de précision servant au contrôle des carters à huile. Les cerbères du camp avaient tout de même vu que l'on pouvait lui «confier les clefs de la maison ! » Et cela lui valut d'être par la suite logé dans une «Stube », sorte de chambrette, où étaient regroupés quelques déportés d'origine sociale plus élevée. Ce fut aussi une façon de protéger ce gardien des clefs qu'il portait toujours sur lui, clefs qui sont aujourd'hui encore en sa possession !

**Kommando :** Sous le régime nazi (abréviation de l'allemand «NAtionalsoZialistisch »), il s'agit d'une part d'une unité de travail forcé et d'autre part d'un camp de travail annexe aux camps de concentration. A ne pas confondre avec le mot « commando » désignant un groupe plus ou moins restreint de soldats bien entraînés et surarmés qui doivent remplir de délicates et périlleuses missions déterminées.

**Kapo :** Ce mot désigne les personnes chargées d'encadrer les détenus dans les camps de concentration. Ils étaient le plus souvent recrutés dans les rangs des prisonniers de droit commun les plus violents. Encore en vie grâce à la ruse ou la servilité, ils étaient néanmoins en sursis, en attendant de « disparaître ».

**NN** pour «Nacht und Nebel» en français : nuit et brouillard. C'est le nom de code des directives sur la poursuite des infractions contre le Reich ou contre les forces d'occupation dans les territoires occupés. Elles sont l'application d'un décret du 7 décembre 1941 signé par le Maréchal Wilhelm Keitel et ordonnant la déportation de tous ennemis ou opposants au Reich. En conséquence, toutes les personnes représentant « un danger pour la sécurité de l'armée allemande », seraient transférées en Allemagne et disparaîtraient à terme dans le secret absolu.

Quelle est l'origine de cette expression ? D'abord, elle ferait référence à un chant interprété par Alberich dans l'opéra «L'Or du Rhin »(1869) de Richard Wagner (1813 –1883) : «Nacht und Nebel, niemand gleich », c'est-à-dire, «nuit et brouillard, plus personne ». Ensuite «bei Nacht und Nebel verschwinden » est une expression idiomatique pour «disparaître à la faveur de la nuit. Enfin, erreur d'appréciation des nazis ? NN signifie aussi en latin « nomen nescio », pour dire que l'on ne veut pas ou peut pas connaître une personne. Il semblerait que ce soit ici la toute première interprétation.

**La «Kommandantur »** (die Kommandantur, au pluriel die Kommandanturen). Il s'agit à la fois des services de commandement, du bâtiment où ils sont regroupés et du territoire concerné. Durant les deux guerres mondiales, la Kommandantur était un commandement militaire local, chargé de l'administration du territoire qu'elle occupait. Les Allemands avaient pour habitude d'installer leur Kommandantur dans de beaux édifices, châteaux, manoirs, hôtels ou même hôtels particuliers.

On remarquera que le vocabulaire militaire allemand est très riche en mots français (par exemple General, Kaserne, Artillerie, Brigade etc.). Cela provient des conséquences de la Révocation de l'Edit de Nantes (1685). De nombreux officiers protestants quittèrent notre pays pour pratiquer librement leur religion. Ils furent alors accueillis en grand nombre à Berlin et en Prusse. Outre leur langue, ils apportèrent leur savoir-faire en de nombreux domaines. Des rues ou places berlinoises portent d'ailleurs aujourd'hui encore des noms français (par exemple Savignyplatz).

**Oflag** pour «Offizierslager ». Camp de prisonniers de guerre réservé aux officiers.

**Stalag** pour «Stammlager ». C'est un terme désignant un type de camp pour prisonniers de guerre. Le mot «Stammlager » est encore l'abréviation de « Mannschaftsstamm-und Straflager », pour « camp ordinaire de prisonniers militaires » qui concernait sous-officiers et soldats.

**Die Hitler-Jugend (HJ)**, en français soit « Jeunesses hitlériennes », soit « la Jeunesse hitlérienne ». Les 3 et 4 juillet 1926 à Weimar fut créée cette organisation paramilitaire du parti nazi, omniprésente de 1926 à 1945. Il s'agissait de former de futurs surhommes «aryens» et des soldats prêts à servir et à mourir pour le Troisième Reich. L'éducation traditionnelle laissait la priorité à un entraînement physique intensif. Le programme comprenait la stratégie militaire, le maniement d'armes et un endoctrinement antisémite. Des milliers de jeunes nazis, garçons et filles, furent ainsi «formatés » pour devenir des serviteurs fidèles et efficaces du Führer (le guide, le chef). En 1932, l'effectif se montait à 100 000 membres. En 1939, il était passé à 8,7 millions...

**Gestapo** pour «Geheime Staatspolizei » : police secrète d'Etat. C'est la police politique du parti national-socialiste, dont le rôle fut essentiel au sein du Reich. Créée par Hermann Goering (1893 –1946) en 1933, elle fut réorganisée par Heinrich Himmler (1900 –1945) en 1936. Elle fit régner la terreur aussi bien en Allemagne que dans les pays occupés. Sous la direction de Reinhardt Heydrich (1904 –1942), elle combattit avec force et méthode tous les opposants européens du régime, traquant communistes, juifs et résistants. La Gestapo fut reconnue comme organisation criminelle par le Tribunal de Nuremberg (20 novembre 1945 – 1<sup>er</sup> octobre 1946) et condamnée.

**La SS** pour « Schutzstaffel » : escadron de protection. Elle fut une des principales organisations du régime. Fondée en 1925, elle est d'abord chargée de la protection rapprochée d'Adolf Hitler (1889-1945). Puis, elle devient un état dans l'Etat, et accomplit, comme troupe d'élite, toutes les missions avec une redoutable efficacité. C'est l'instrument indispensable du Führer dans tous les domaines. Elle gère l'administration des camps de la mort. Secouée cependant par de nombreuses et profondes rivalités, il n'en reste pas moins qu'elle fut toute dévouée au Führer et qu'elle sema partout désolation, terreur et anéantissement.

**Le Volkssturm** (tempête du peuple) : Il s'agit de la milice populaire allemande levée en 1944. Elle devait seconder la Wehrmacht dans la défense du territoire allemand à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cela rappelait le «Landsturm » de 1813 qui libéra la Prusse de l'occupation napoléonienne. Le «Volkssturm » fut conçu tel un programme d'encadrement du peuple, sur le plan politique et militaire. Il fallait exhorter tout le peuple à lutter contre « les envahisseurs »...

**La France et ses Alliés :**

**Le bourrelier :**(de l'ancien français « bourrel » signifiant «harnais »). C'était le métier de Monsieur Morin père, artisan, marchand et spécialiste dans divers articles en cuir (harnais pour les chevaux, jougs pour les bœufs, sacs et courroies)

**La sizaine :** Les jeunes Résistants utilisent ce mot emprunté à la terminologie du scoutisme. Quel est son sens ? Il s'agit d'un groupe de six garçons ou de six filles.

**Les FUJ (Forces Unies de la Jeunesse) :** En octobre 1941, la première sizaine «Libération » est créée au Lycée Lalande. D'autres suivront bientôt sur le plan scolaire (élèves de seconde et de première), puis local. Durant l'année 1942, des internes du même Lycée créent des sizaines dans leur commune d'origine : Bellegarde, Belley, Nantua, Oyonnax, Pont-de-Vaux). La rentrée scolaire 1942 voit la création de la première sizaine à l'Institution Carriat. En novembre 1942, changement de nom suite à la création des M.U.R. (Mouvements Unis de la Résistance). Les jeunes de ces mouvements : Libération, Combat et Franc-Tireur sont réunis pour former les FUJ, dont l'importance ne cessera pas de croître. Mais la loi sur le STO perturbera les plans de ces Forces Unies de la Jeunesse.

**Les FUJP (Forces Unies de la Jeunesse Patriotique) :** C'est une organisation de la Résistance française née en octobre 1943 et issue de la fusion des FUJ et du Front Patriotique de la Jeunesse (FJP) Elle rassemblait sous son égide de nombreuses associations d'horizons variés. Les FUJP seront sous le contrôle du Parti communiste français (PCF), ce qui entraînera parfois quelques tensions. Le 31 août 1944, la 5<sup>ème</sup> compagnie FUJP sera engagée lors des combats du Pont de Chazey. Le Surveillant Général du Lycée Lalande, M. Bourgeois y trouvera une mort glorieuse.

**Les FTP ou FPTF (Francs-Tireurs et Partisans ou Francs-Tireurs et Partisans français.) :**

Organisation militaire de résistance créée en 1942 par le Front National, mouvement de résistance à l'occupation allemande créé en mai 1941. Constitués en grande partie de communistes, dont beaucoup avaient combattu dans les Brigades Internationales lors de la guerre d'Espagne (1936-1939), les FTP formèrent une véritable armée populaire, ayant comme stratégie l'action de petits maquis et de groupes pouvant se disperser aisément. Dirigés d'abord par M. Prenant, ils furent ensuite sous les ordres de Charles Tillon (1897-1993). En 1944, beaucoup rejoignirent les FFI.

**Le STO** pour Service du Travail Obligatoire : Il fut établi en France occupée par le gouvernement de Vichy (loi promulguée le 16 février 1943 après bien des difficultés). Il s'agissait de fournir aux usines du Reich la main -d'œuvre exigée par le Gauleiter (terme nazi pour «chef de région ») Fritz Sauckel (1894-1946). Selon l'ordre reçu du Führer le 21 mars 1942, ce nazi fut nommé ministre plénipotentiaire de la main-d'œuvre dans les territoires occupés avec des pouvoirs très étendus. Ce service, effectué par tranches d'âge, dura deux ans. De nombreux réfractaires vinrent grossir les rangs du maquis. Pourtant, selon l'historien américain Robert O.Paxton, la France fut à l'ouest le pays qui fournit la plus importante main-d'œuvre. Entre juin 1942 et juillet 1944, de 600 000 à 650 000 travailleurs français furent acheminés vers l'Allemagne. La France fut le troisième fournisseur de main-d'œuvre forcée du Reich après l'URSS et la Pologne. Elle fut le pays qui donna le plus d'ouvriers qualifiés.

**Le camp de concentration du Struthof** en Alsace annexée (en allemand créé sous le nom de Natzweiler en mars-avril 1941). Situé à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest de Strasbourg, au flanc du Pfrimmenkopf, il est à une altitude de 750m face au Donon, massif

vosgien. D'abord camp de rééducation (Erziehungslager), il devint par la suite camp d'extermination (Vernichtungslager). A partir de 1943, tous les NN français y sont regroupés. Les exterminations massives se multiplient à partir de 1944. Le général Aubert Frère (1881-1944), fondateur de l'ORA (Organisation de Résistance de l'Armée) meurt d'épuisement. Le 1<sup>er</sup> septembre 1944, 7000 détenus sont déportés vers le camp de Dachau. Parmi eux se trouve le général Charles Delestraint (1879-1945), chef de l'Armée Secrète qui résida à Bourg-en-Bresse, au 41 du boulevard Voltaire. Le Struthof reste donc l'unique camp de la mort ouvert en France.

**Bir-Hakeim.** (« puits de Hacheim »). Il s'agit d'un point d'eau désaffecté dans le désert de Libye. Pendant dix-sept jours, du 26 mai au 11 juin 1942, la Première Brigade Libre française du général Koenig (1898-1970) résista aux attaques des armées motorisées et blindées de l'Axe Rome-Berlin. Mais la situation devint vite intenable face surtout aux attaques répétées de «l'Afrikakorps» du général Erwin Rommel (1891-1944) soutenues par l'aviation. Tout cela obligea Koenig à sortir de nuit du camp. Ce répit ainsi gagné par les Français permit au Maréchal Bernard Law Montgomery (1887-1976) commandant la VIII<sup>ème</sup> armée en mauvaise posture, de se regrouper pour ensuite triompher en Egypte, à El-Alamein, le 24 octobre 1942. La reconquête alliée de la Libye pouvait commencer.

**Spahi** (du turc «sipahi», cavalier). Comme son nom d'origine nous l'indique, cet homme de cheval appartenait à un corps créé en 1834 et dissous en 1962. Le recrutement se fondait en principe sur les autochtones de l'Afrique du Nord. De nos jours, le 1<sup>er</sup> régiment de Spahis, dépendant de l'arme blindée-cavalerie, perpétue la tradition. Dans le passé, basé en Allemagne, à Spire, il est cantonné à Valence dans la Drôme.

**Dieppe : la tentative et l'échec de débarquement.** Cette opération, nom de code « Jubilee », eut lieu le 19 août 1942 en France occupée sur ce port de la Manche. Les troupes, principalement canadiennes, payèrent un lourd tribut. L'opération se solda par un cuisant échec et très peu de rescapés purent regagner le Royaume-Uni. Mais les erreurs commises servirent plus tard pour préparer les deux grands débarquements de 1944. Le rôle de Lord Louis Mountbatten (1900-1979) ne fut pas négligeable pour la conception technique et logistique de ces opérations d'envergure. Le sacrifice n'avait pas été vain...

**Les V1 et V2** pour «Vergeltungswaffe Eins» et «Vergeltungswaffe Zwei»: armes de représailles n°1 et n°2. Le V1 est un missile ailé à guidage pré-réglé avant le lancement. C'est avec le V2 la plus célèbre et la plus utilisée des armes nouvelles de la Seconde Guerre mondiale. Sa portée est de 210 kilomètres lors d'un lancement terrestre et de 400 kilomètres lors d'une opération par avion. La base d'étude et de lancement fut Peenemünde, îlot situé à l'embouchure de l'Oder sur la Baltique. L'offensive déclenchée sur la Grande-Bretagne dura du 12 juin 1944 à janvier 1945.

Le V2 appelé A-4, seule fusée à long rayon d'action utilisée pendant les hostilités, fut le résultat de recherches menées sous les ordres du général Walter Dornberger (1895 –1980) et du scientifique Wernher von Braun (1912 – 1977). Ce dernier, devenu après la guerre citoyen américain, sera un des pionniers du programme de missiles pour l'armée et un des fondateurs de la NASA. Longue de 14 mètres, la portée de cette arme était de 350 kilomètres. Il faut ici saluer la Résistance française qui contribua grandement à interrompre ce terrifiant programme de destruction.

pour nous la caserne Aubry à 8h00 pour se rendre à l'entraînement soit à la butte des Vennes soit au stade. C'est le temps où les Burgiens entendent donc les chants de l'occupant interprétés à plusieurs voix, il faut bien hélas l'avouer, avec un certain brio. «Lili Marleen » dont le texte nostalgique fut écrit en 1915 par Hans Leip et mis en musique en 1938 par Norbert Schultze, est au programme, tout comme « Halli, Hallo ! » perçu ainsi par les oreilles françaises ! Mais l'histoire est tout autre.

En fait, ce chant de marche et chanson à boire « Ein Heller und ein Batzen », c'est-à-dire « Un sou et un écu » fut composé par un inconnu sur un texte du Comte Albert von Schlippenbach en 1830. Le refrain commence par ces mots : «Heidi, heido, heida », en français « ohé, ohé ! ». Le problème est que les interprètes n'étaient pas du tout nos invités... !

**Le centre de détention d'Eysses :** Il est situé sur la commune de Villeneuve-sur-Lot dans le département du Lot-et-Garonne. Ce fut le lieu de rassemblement le plus important de prisonniers politiques condamnés par le régime de Vichy. Le 3 janvier 1944, une cinquantaine de prisonniers parvient à s'évader. Le 19 février, c'est la mutinerie. Elle échoue quelques jours plus tard et le 23, 12 mutins sont fusillés. Le régime a brutalement repris la situation en main. Le 30 mai 1944, 1121 prisonniers sont remis à la division SS «das Reich » et déportés à Dachau. 210 y périrent.

**Les GMR (Groupes mobiles de réserve) :** Il s'agissait d'unités paramilitaires créées par le gouvernement de Vichy. Elles furent constituées en «zone libre » dès l'automne 1941 et déployées dans toute la France occupée fin 1942. Cette force civile paramilitaire, prévue à l'origine pour le maintien de l'ordre en milieu urbain, fut engagée, à partir de l'automne 1943 dans les opérations de répression contre la Résistance. Elle se montra parfois fort zélée. Les GMR sévirent lors d'opérations dans le Massif-Central et dans les Alpes, au plateau des Glières. N'étant pas recrutés dans la population locale, ils n'avaient aucune raison de se montrer cléments...Après la libération, ils furent dissous le 8 décembre 1944.

**Le «mort-express » (Allach-Dachau) :** C'était un grand plateau monté sur pneumatiques, tiré et poussé par des déportés sous la férule des kapos et des SS. En quittant Allach, ce moyen sordide transportait les cadavres à destination du crématoire de Dachau. Au retour, on apportait la nourriture(?) du lendemain. L'arrêt de cette sinistre opération laissa présager la fin prochaine de cette organisation. En effet, le manque de charbon rendait les fours crématoires inutilisables.

**Les tinettes :** L'auteur en parle lors de son transfert à Compiègne, puis en Allemagne et durant sa détention au camp de concentration. Il s'agit d'un récipient servant au transport des matières fécales, et que l'on emploie comme fosse d'aisance mobile. Les toilettes étaient réduites au strict minimum, avec toutes les pénibles conséquences que l'on suppose...

**Le quart ;** C'est un petit gobelet métallique muni d'une anse et contenant un quart de litre de liquide. Sinon, il s'agit d'une bouteille d'un quart de litre.

**Les FFL (Forces Françaises Libres) :** Après l'armistice du 22 juin 1940, ces forces militaires continuent la guerre au côté des Alliés sous les ordres du général De Gaulle. Formées de troupes qui avaient combattu en Norvège à Narvik (avril 1940), de volontaires de

l'Empire français, et réunies à l'Armée d'Afrique après 1943, elles combattirent en Lybie et en Syrie et redonnèrent vitalité à l'Armée française lors des débarquements en Normandie et en Provence. Les Américains laissèrent à la 2<sup>ème</sup> Division blindée (2ème DB) l'honneur d'entrer la première dans Paris qu'elle libéra.

**Les FFI (Force Françaises de l'Intérieur) :** Ce sont des forces formées au début de 1944 par l'unification de principe de l'Armée secrète (AS), de l'Organisation de Résistance de l'Armée (ORA) ; des Francs-Tireurs-Partisans (FTP) etc. Elles furent commandées de Londres par le général Koenig (1898-1970). Elles jouèrent un rôle d'appoint lors des deux débarquements. Elles contribuèrent à la libération du territoire, en particulier en Bretagne, dans le Massif-Central, dans le sud-ouest et le sud-est, ainsi qu'à Paris, Toulon et Marseille. Une partie des FFI fut intégrée dans la 1ère Armée placée sous le commandement du général de Lattre de Tassigny (1880-1952).

**La 2<sup>ème</sup> DB :** C'est la Deuxième Division Blindée, placée sous le commandement du général Philippe-Marie de Hautecloque, dit Leclerc (1902-1947). Du «serment de Koufra» (2 mars 1941) à l'arrivée victorieuse, précédant de peu l'armée américaine, au «nid d'aigle» d'Hitler ou «Berghof» à Berchtesgaden, la 2ème DB se couvrit de gloire. Retenons la campagne d'Afrique avec le Tchad, la Lybie et la Tunisie, le débarquement en Normandie le 1<sup>er</sup> août 1944, la libération de Paris les 24 et 25 août, la dure campagne d'Alsace avec la libération de Strasbourg le 23 novembre (le serment a été tenu !) et en point d'orgue l'occupation du «Berghof» le 4 mai 1945.

**La poche de Royan :** Voilà une station-balnéaire de la Charente-Maritime sur la côte atlantique, célèbre pour sa plage de sable fin.

Avant l'arrêt des hostilités, elle se fit connaître en devenant la «poche de Royan», comme se fut le cas en Alsace pour Colmar. En effet, lors de la débâcle d'août 1944, une partie des troupes allemandes occupant le sud-ouest de la France se regroupa à Royan et dans sa région. Ainsi l'accès au port de Bordeaux fut interdit aux Alliés. La reddition de ce nid de résistance ne fut obtenue qu'après de rudes combats et d'intenses bombardements les 14 et 15 avril 1945. Presque entièrement rasée, la ville fut reconstruite selon une conception moderne.

*«Dans des circonstances très particulières, pouvoir enfin découvrir Paris... »*

**Hotel Lutetia** 45, Boulevard Raspail 75006 Paris.

Ce magnifique édifice, situé au cœur de Saint-Germain-des-Prés, sera témoin du renouveau artistique de l'entre-deux-guerres. Mais le 14 juin 1940, la Wehrmacht entre dans Paris. Le lendemain, « l'Abwehr », service de renseignement et de contre-espionnage de l'état-major allemand s'y installe. A la libération, le propriétaire des lieux met tout de suite l'hôtel à la disposition de la Résistance, qui aussitôt en fait le centre d'accueil des rescapés des camps. Regroupés, ceux-ci sont pris en charge par la Croix-Rouge. L'hôtière en chef, la responsable donc, était Madame Sabine Zlatin, «la Dame d'Izieu», Ce village, dont le nom est tristement connu dans le département de l'Ain et au-delà, fut le cadre, le 6 avril 1944, d'un

tragique épisode de la persécution des juifs. Le séjour plus ou moins long dans cet hôtel devenait, selon les divers cas, le lieu de départ d'une nouvelle existence, d'une renaissance ?

-----